occasions d'affaires

leadership

Women in Business
Initiative
Femmes en affaires

Un portrait des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique en 2003

Agence de promotion économique du Canada atlantique
Atlantic Canada Opportunities Agency

Canada

104-07178/

Un portrait des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique en 2003

Préparée pour :

l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

Il est permis de reproduire des extraits de cette publication pour usage individuel à condition d'en indiquer clairement la source. Toutefois, la reproduction de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de revente ou de rediffusion est interdite sans l'autorisation écrite de la Direction générale des politiques et des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), C.P. 6051, Moncton (N.-B.) E1C 9J8.

N° de catalogue C89-4/116-2003F
ISBN : 0-662-75862-5

Numéro sans frais : 1 800 561-7862
Télécopieur : 1 (506) 851-7403
Courriel : Charlene.Sharpe@acoa-apeca.gc.ca
Site web : http://www.acoa-apeca.gc.ca

This material is also available in English:
A Portrait of Women Business Owners in Atlantic Canada in 2003
Catalogue # C89-4/116-2003E
ISBN: 0-662-36086-9

Octobre 2003

Préparée par Calhoun Recherche & Développement
en association avec Donna Crozier

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION ET CONTEXTE 1

1.1. Initiative Femmes en affaires 1
1.2. Objectifs et méthode d'étude 2

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE RECHERCHE 3

2.1. Profil de l'entreprise 3
2.2. Antécédents et expérience des femmes propriétaires d'entreprise 4
2.3. Exportation 4
2.4. Réseautage et mentorat 5
2.5. Accès aux services de counselling, aux services-conseils et à l'aide en affaires 5
2.6. Accès au financement 6
2.7. Compétences techniques, recherche-développement et innovation 6
2.8. Compétences en gestion et besoins de formation 7
2.9. Problèmes rencontrés à titre de femme propriétaire d'entreprise 7
2.10. Manières dont l'APECA pourrait appuyer les femmes propriétaires d'entreprise 7

3. RÉSULTATS DE LA RECHERCHE PRIMAIRE 8

3.1. Profil d'entreprise 9
3.1.1. Type et structure de l'entreprise 9
3.1.2. Taille de l'entreprise 12
3.1.3. Emplacement de l'entreprise 16
3.1.4. Âge et croissance future de l'entreprise 17
3.2. Antécédents et expérience des femmes propriétaires d'entreprise 19
3.2.1. Facteurs démographiques 19
3.2.2. Scolarité et expérience 20
3.2.3. Pratiques commerciales 21
3.3. Exportation 22
3.3.1. Entreprises exportatrices 22
3.3.2. Entreprises qui n'exportent pas 24
3.3.3. Formation en exportation et missions commerciales 24
3.4. Réseautage et mentorat 26
3.4.1. Réseautage 26
3.4.2. Mentorat 27
3.5. Accès aux services de counselling, aux services-conseils et à l'aide en affaires 28
3.6. Accès au financement 29
3.6.1. Financement du démarrage 29
3.6.2. Financement d'une expansion 31
3.6.3. Expérience auprès des bailleurs de fonds 32
3.7. Compétences techniques de l'entreprise, recherche-développement et innovation 33
3.8. Besoins de formation 35

3.9. Problèmes rencontrés par les femmes propriétaires d'entreprise 36
3.10. Manières dont l'APECA pourrait aider les femmes propriétaires d'entreprise 37

4. RÉSULTATS DE LA RECHERCHE SECONDAIRE 38

4.1. Prévalence et caractéristiques des entreprises appartenant à des femmes 38
4.1.1. Part du travail autonome par rapport à l'emploi total 39
4.1.2. Croissance du travail autonome 1992-2002 39
4.1.3. Travailleurs autonomes, par sexe et par catégorie 40
4.1.4. Travail autonome par industrie 41
4.1.5. Travail autonome selon la profession 41
4.1.6. Travail autonome selon l'âge 43
4.1.7. Travail autonome selon la scolarité 44
4.2. Exportation 45
4.3. Accès au financement 46
4.4. Participation des femmes à des programmes en science, en mathématique et en technologie 54
4.4.1. Effectifs et obtentions de diplômes universitaires 54
4.4.2. Données sur les collèges communautaires 56
4.5. Participation des travailleurs autonomes à l'éducation et la formation des adultes 57
4.6. Entreprises au Canada atlantique, selon l'effectif, par secteur du recensement 62

5. ANALYSE DES CONSTATATIONS 64

5.1. Exportation 65
5.2. Réseautage et mentorat 65
5.3. Accès aux services de counselling, aux services-conseils et à l'aide en affaires 66
5.4. Accès au financement 66
5.5. Compétences techniques, R-D et innovation 67
5.6. Formation aux habiletés en gestion 67
5.7. Problèmes propres aux femmes propriétaires d'entreprise 68
5.8. Manière dont l'APECA pourrait appuyer les femmes propriétaires d'entreprise 68

ANNEXE I : QUESTIONS DE RECHERCHE FUTURE 70

ANNEXE II : MÉTHODE ET NOTES TECHNIQUES 72

Méthode d'enquête 72

Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 1997- Canada 73

ANNEXE III : TABLEAUX DÉTAILLÉS POUR LA RECHERCHE PRIMAIRE 75

ANNEXE IV : TABLEAUX DÉTAILLÉS POUR LA RECHERCHE SECONDAIRE 101

ANNEXE V : QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE 155

1. Introduction et contexte

1.1. Initiative Femmes en affaires

En octobre 2002, le ministre d'État responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a annoncé l'Initiative Femmes en affaires (IFA). Celle-ci consiste en une démarche exhaustive conçue « pour améliorer la croissance et la compétitivité des entreprises appartenant à des femmes et pour accroître leur représentation dans les secteurs de croissance de la région de l'Atlantique. »[1]

Les objectifs précis de l'initiative incluent les suivants :

- Renforcer les capacités en gestion et les aptitudes en développement des affaires des femmes propriétaires d'entreprise;
- Améliorer leur accès aux capitaux et aux services de soutien en vue du démarrage et de la croissance des entreprises appartenant à des femmes;
- Augmenter la participation des femmes propriétaires d'entreprise aux activités d'exportation et aux industries du savoir.

Les résultats escomptés de l'IFA incluent les suivants :

1) Accès amélioré des femmes de la région de l'Atlantique aux services de planification, de gestion et de développement des affaires et amélioration des capacités des propriétaires d'entreprise dans ces domaines;
2) Accroissement de la capacité des femmes propriétaires d'entreprise de la région de l'Atlantique à accéder à diverses possibilités de financement pour satisfaire aux besoins aux étapes du démarrage d'une entreprise, du début de son exploitation et des sa croissance;
3) Réceptivité accrue aux besoins des femmes propriétaires d'entreprise de la part de tous les organismes de prêt et de développement économique;
4) Accroissement du nombre de femmes propriétaires d'entreprise de la région de l'Atlantique qui s'occupent d'exportation;
5) Participation accrue des femmes propriétaires d'entreprise à l'économie du savoir et à l'innovation.

Dans le cadre de cette initiative, l'APECA a voulu établir des données de référence au sujet des femmes propriétaires d'entreprise (FPE) au Canada atlantique. Elle a adjugé à Calhoun Research & Development/Recherche et développement de Shédiac (N.-B.) un contrat en vue de l'exécution d'une étude sur les femmes propriétaires d'entreprise, dans le but d'utiliser les données recueillies principalement pour des évaluations futures de l'IFA. Cette recherche éclairera également l'élaboration future de la politique et des programmes pour l'IFA.

[1] Cahier de presse d'Entrepreneurship et perfectionnement des compétences en affaires, *Initiative Femmes en affaires*, octobre 2002.

1.2. *Objectifs et méthode d'étude*

L'étude a inclus une recherche primaire et une recherche secondaire. La première avait pour objectif de présenter un examen approfondi de la situation actuelle des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique, y compris un profil à jour des entreprises, les antécédents et l'expérience des femmes propriétaires d'entreprise, leur situation sur le plan de l'exportation, leurs pratiques en matière de réseautage et de mentorat, leur accès à des services de conseil et de soutien aux entreprises, leur accès au financement, les capacités techniques de l'entreprise, les besoins de formation, les défis et besoins en matière de soutien des femmes propriétaires d'entreprise.

En mars 2003, une enquête téléphonique a été menée auprès de femmes du Canada atlantique propriétaires d'au moins 51 % de leur entreprise et participant à l'exploitation courante de celle-ci. L'échantillon a été stratifié par province afin de produire des résultats représentatifs de la répartition dans la région de l'Atlantique. Au total, 400 entrevues ont été réalisées. La ventilation par province se présente comme suit : 66 entrevues à Terre-Neuve, 176 en Nouvelle-Écosse, 128 au Nouveau-Brunswick et 30 à l'Île-du-Prince-Édouard. Les notes techniques sur les méthodes d'échantillonnage et de pondération sont incluses à l'annexe II, tandis que l'annexe III renferme des tableaux croisés détaillés. Le questionnaire d'enquête utilisé forme l'annexe V.

Les résultats de l'enquête appuient des conclusions solides au sujet des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique. Les données ont également été analysées selon les provinces, la taille des collectivités et les industries comme moyen de cerner les écarts par rapport aux conclusions générales, et toute constatation importante est signalée. Comme nous avons déployé des efforts considérables pour faire en sorte que l'échantillon soit complet et qu'il inclue des femmes de tous les secteurs de l'économie et que nous avons utilisé des techniques d'échantillonnage aléatoire stratifié, nous sommes convaincus que les résultats de l'enquête sont représentatifs de la situation des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique. En outre, ces résultats sont généralement en accord avec les conclusions de la recherche secondaire qui a également été menée dans le cadre de cette étude.

L'objectif de la recherche secondaire consistait à brosser un tableau des femmes propriétaires d'entreprise au Canada et au Canada atlantique, à partir des données existantes et disponibles. Les principales sources de données utilisées ont inclus le recensement et l'Enquête sur la population active (LPA) de Statistique Canada. Les données permettront également de mesurer les progrès accomplis dans le temps par les FPE de la région de l'Atlantique par rapport à certains indicateurs clés. Dans la mesure du possible, les données secondaires permettent de comparer les FPE de la région de l'Atlantique aux hommes propriétaires d'entreprise de cette région ainsi qu'aux FPE à l'échelle nationale. L'annexe IV renferme les tableaux détaillés basés sur la recherche secondaire.

2. Résumé des principaux résultats de recherche

L'enquête menée en mars 2003 auprès de 400 femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique a fourni une mine d'information au sujet de la situation, des aspirations et des préoccupations des femmes propriétaires d'entreprise (FPE) de la région. Ces données permettront à l'APECA de mesurer les changements dans la situation des FPE dans le temps. Comme on peut s'y attendre et comme le révèle également la recherche secondaire, les FPE de la région atlantique accuseraient un certain retard en ce qui concerne des indicateurs clés par rapport aux hommes propriétaires d'entreprise de la région et aux FPE à l'échelle nationale. Toutefois, par rapport à d'autres indicateurs, les FPE de la région semblent réussir très bien. Dans cette section, nous résumons les principaux résultats de la recherche primaire.

2.1. Profil de l'entreprise

- Dans l'ensemble, 19 % des répondantes oeuvraient dans le secteur de la production de biens, et 81 %, dans celui des services. Seulement 12 % des répondantes travaillaient dans le secteur de la fabrication. Il s'agissait surtout d'entreprises de fabrication légère, dans les domaines des arts et de l'artisanat (bijoux, articles de cadeau, chandelles, savon, vitrail, tricot et poterie), des vêtements, des draperies et du linge de maison, et des produits alimentaires. Dans le secteur des services, la plupart des entreprises (19 %) appartenaient au secteur du commerce de gros et de détail. Il est également intéressant de noter que 13 % s'occupaient de services spécialisés, scientifiques et techniques et que 11 % appartenaient aux secteurs de l'hébergement et de la restauration.
- Quatre-vingt-trois pour cent des répondantes étaient propriétaires uniques de l'entreprise; il s'agissait dans 35 % des cas d'une entreprise constituée en société et dans 61 % des cas d'une entreprise non constituée en société. Dans l'ensemble, 40 % des répondantes étaient constituées en société; 57 % n'étaient pas constituées en société; 3 % ne savaient pas.
- Les entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique sont surtout de petite taille; 90 % d'entre elles emploient au plus neuf personnes (si l'on exclut la propriétaire de l'entreprise).
- Trente-quatre pour cent des répondantes n'ont pas répondu à une question au sujet de leurs recettes brutes. Au total, 31 % des répondantes ont déclaré des recettes brutes inférieures à 50 000 $ pour le dernier exercice; 10 %, des recettes comprises entre 50 000 $ et 100 000 $; 12 %, des recettes comprises entre 100 000 $ et 250 000 $; 13 %, des recettes brutes supérieures à 250 000 $.
- Les FPE ne retirent ni salaire ni autre montant considérable de leur entreprise. Encore une fois, 35 % n'ont pas communiqué d'information financière. Sur l'ensemble des répondantes, 16 % ont dit n'avoir pris aucun salaire ni autre montant au cours du dernier exercice; 28 % ont dit avoir pris moins de 20 000 $; 19 %, entre 20 000 $ et 50 000 $; et seulement 2 % ont dit avoir pris un salaire ou un montant de plus de 50 000 $.
- Près de la moitié des répondantes (47 %) habitent en région rurale ou dans une petite ville (<5 000 habitants); 34 % vivent dans une ville (comptant entre 5 000 et 100 000 habitants), tandis que 18 % vivent dans un grand centre urbain (comptant plus de 100 000 habitants).
- Un peu moins de la moitié (48 %) des entreprises étaient exploitées du foyer de la propriétaire.
- La plupart des femmes exploitent leur entreprise à longueur d'année; seulement 17 % des répondantes ont dit que leur entreprise était saisonnière.

- Plus de la moitié (55 %) des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique existent depuis moins de 10 ans. C'est au Nouveau-Brunswick qu'on trouve la plus forte proportion d'entreprises bien établies (c.-à-d., ayant plus de 10 ans) comparativement aux autres provinces, ce qui signifie que cette province compte aussi moins d'entreprises nouvelles et en développement. On dénombre plus de nouvelles entreprises (âgées d'un à trois ans) dans les grands centres urbains (24 %) que dans les régions rurales (11 %), et aussi plus de nouvelles entreprises dans le secteur des services (17 %) que dans le secteur des biens (7 %).
- Interrogées au sujet de leurs projets de croissance ou d'expansion, 44 % des répondantes ont dit avoir l'intention de prendre de l'expansion au cours des trois prochaines années, alors que 48 % ont dit ne pas avoir l'intention de le faire. La plupart des répondantes ont dit qu'un accroissement des recettes générales constituait un indication de croissance, et la plupart prévoient une croissance modeste de moins de 30 % au cours des trois prochaines années. Les entreprises situées dans les centres urbains et celles âgées d'un à trois ans ou de sept à neuf ans sont les plus susceptibles de prendre de l'expansion.

2.2. *Antécédents et expérience des femmes propriétaires d'entreprise*

- Au Canada atlantique, 37 % des FPE sont âgées entre 45 et 54 ans. L'âge moyen des répondantes était de 48 ans. Parmi ces dernières, il n'y avait presque pas de femmes âgées de moins de 25 ans, et seulement 8 % des répondantes étaient âgées de moins de 35 ans.
- Au moment du lancement de leur entreprise, les femmes étaient âgées en moyenne de 37 ans. Plus de la moitié des répondantes (56 %) avaient des enfants à charge qui vivaient avec elles lorsqu'elles ont lancé leur entreprise.
- Sur l'ensemble, 17 % des répondants au Canada atlantique ont indiqué comme première langue le français. Au Nouveau-Brunswick, 45 % des répondantes ont donné cette réponse.
- Les FPE du Canada atlantique sont passablement instruites, puisque 70 % ont plus de 12 ans de scolarité, y compris 33 % qui sont titulaires d'un diplôme universitaire.
- La plupart des répondantes (52 %) travaillaient à temps plein avant de lancer leur entreprise. Les FPE avaient en moyenne 4,7 ans d'expérience en gestion avant de lancer leur entreprise.
- Treize pour cent des répondantes étaient propriétaires majoritaires de plusieurs entreprises dont elles s'occupaient de l'exploitation courante.
- Interrogées au sujet de leurs pratiques d'affaires, les répondantes ont fourni des réponses qui produisent les résultats suivants : 40 % ont actuellement un plan d'affaires; 47 % font des prévisions financières; 51 % investissent dans la formation pour elles-mêmes; 47 % investissent dans la formation de leur personnel.

2.3. *Exportation*

- Onze pour cent des répondantes exportent actuellement des produits et services à l'étranger. Plus précisément, 28 % des entreprises productrices de biens et 7 % des entreprises de services exportent.
- La plupart des exportations (88 %) sont destinées aux États-Unis.

- Pour la plupart des exportatrices, les exportations forment une proportion minime de leur entreprise, 56 % d'entre elles affirmant que les exportations correspondent à tout au plus le cinquième de leur chiffre d'affaires total. Environ 20 % des entreprises exportatrices affirment que les exportations correspondent à au moins la moitié de leur chiffre d'affaires total.
- Parmi les entreprises qui n'exportent pas, 61 % ont donné comme raison que leur produit ne se prêtait pas facilement à l'exportation, tandis que 17 % ont déclaré ne pas avoir vraiment songé à la possibilité d'exporter, ou alors qu'elles n'exportaient pas actuellement mais qu'elles prévoyaient le faire dans l'avenir.
- Seulement 6 % des FPE avaient déjà participé à une mission commerciale, et 16 % ont dit avoir assisté à un programme sur l'exportation parrainé par le gouvernement. Dans l'ensemble, 25 % ont dit souhaiter assister à un séminaire ou un atelier sur l'exportation au cours des 12 prochains mois.

2.4. *Réseautage et mentorat*

- Trente-six pour cent des répondantes ont dit participer à des activités de réseautage d'affaires au moins trimestriellement, mais lorsqu'on analyse les résultats en fonction de la taille de la collectivité, on constate que les femmes des centres urbains sont beaucoup plus susceptibles de participer à des activités de réseautage.
- Dans l'ensemble, 29 % des répondantes ont dit participer à des activités de réseautage moins fréquemment qu'une fois par année ou alors jamais.
- La majorité des répondantes (58 %) ont dit adhérer à une association ou une société professionnelle.
- Toutefois, 23 % n'appartenaient à aucun organisme, les principales raisons données étant qu'elles étaient trop occupées pour participer à des activités, qu'il n'y avait pas d'organismes (ou qu'elles n'en connaissaient pas) dans leur région et qu'elles ne voyaient ni la nécessité ni l'avantage de participer.
- Dans les régions rurales, les femmes sont beaucoup moins portées à adhérer à des organismes d'affaires (25 %) comparativement à celles qui habitent de petites villes et des centres urbains (42 % et 44 % respectivement). Les premières affichaient aussi un faible taux d'adhésion à des organisations de femmes (13 %), tandis que celles des centres urbains étaient plus portées (31 %) à appartenir à des organisations de ce genre.
- Au Canada atlantique, 40 % des FPE ont actuellement ou ont eu part le passé un mentor en affaires (c.-à-d., un conseiller d'expérience dans lequel elles avaient confiance qui les avait aidées dans leur entreprise). La plupart des formes de mentorat (60 %) étaient informelles.

2.5. *Accès aux services de counselling, aux services-conseils et à l'aide en affaires*

- À la question : « Si vous aviez besoin de counselling, de renseignements, d'information ou de services et d'aide pour votre entreprise, à qui vous adresseriez-vous? », 30 % des répondantes ont dit ne pas savoir.
- Dans l'ensemble, 14 % étaient portées à communiquer surtout avec un centre de services à l'entreprise et 10 %, avec un ministère ou organisme provincial. Il est intéressant de noter que les femmes ont mentionné ensuite les organisations industrielles (9 %) et les

comptables (7 %). Seulement 6 % des répondantes ont mentionné comme source possible d'information des organismes fédéraux, y compris l'APECA.

- Les services de counselling, de services-conseils et d'aide en affaires dont les répondantes ont dit avoir le plus besoin étaient les conseils en gestion financière (27 %), l'aide en marketing et promotion (21 %) et l'aide en planification d'entreprise (9 %).

2.6. *Accès au financement*

On a interrogé les répondantes au sujet de leurs besoins de financement au moment du démarrage de l'entreprise et pour l'expansion de celle-ci.

- En ce qui concerne le démarrage, 68 % de toutes les femmes ont demandé une aide financière :
    - Plus de 50 % de toutes les répondantes se sont adressées à une banque ou une caisse populaire, et 78 % de leurs demandes ont été approuvées.
    - Vingt-deux pour cent se sont adressées à l'APECA, et 43 % des demandes ont été approuvées.
    - Vingt-deux pour cent se sont adressées à la CLDE, et 47 % des demandes ont été approuvées.
    - Dans le cas des banques ou des caisses populaires, le tiers des prêts reçus étaient inférieurs à 10 000 $; en ce qui concerne les CLDE ou l'APECA, environ la moitié des prêts reçus étaient inférieurs à 10 000 $.
- Près de la moitié des répondantes ont agrandi leur entreprise ou songeaient à le faire. On a interrogé ces 191 femmes au sujet de leurs expériences en ce qui concerne l'accès à des fonds d'expansion. Parmi ce groupe :
    - Près de la moitié (46 %) des 191 femmes qui avaient besoin de fonds pour prendre de l'expansion se sont adressées à une banque ou une caisse populaire; 78 % des demandes de prêt ont été approuvées.
    - Dix-sept pour cent des femmes qui voulaient agrandir leur entreprises se sont adressées à l'APECA, et 64 % des demandes de prêt ont été approuvées.
    - Enfin, 9 % se sont adressées à une CLDE, et 56 % des demandes de prêt ont été approuvées.
- Les FPE ont également été invitées à coter leur expérience auprès des prêteurs avec lesquels elles avaient traité. Plus de la moitié (53 %) ont dit que leur expérience auprès des banques et caisses populaires avaient été « bonne » ou « très bonne », alors que 47 % ont donné ces cotes à l'APECA. Par ailleurs, 24 % des répondantes ont coté leur expérience auprès des banques et caisses populaires « mauvaise » ou « très mauvaise », alors que 42 % des répondantes ont donné ces cotes à l'APECA.

2.7. *Compétences techniques, recherche-développement et innovation*

- Soixante-quinze pour cent des FPE utilisent des outils techniques de base dans leur travail courant; environ les deux tiers (65 %) utilisent le courriel et 40 %, d'autres systèmes informatisés notamment pour le contrôle des stocks et la comptabilité.

- Le tiers des répondantes ont dit avoir effectué des travaux de R-D pour un nouveau produit ou procédé, tandis que la moitié de celles qui travaillaient dans le secteur producteur de biens ont dit le faire.

- Des répondantes ont aussi dit avoir été partie à un partenariat ou une coentreprise avec une autre société pour développer des idées novatrices (14 %), avoir exécuté des travaux de recherche-développement considérés comme nouveaux et novateurs (14 %), avoir été partie à un partenariat ou une coentreprise avec une université ou un institut de recherche pour développer des idées novatrices (9 %) et avoir demandé une licence ou un brevet pour un nouveau produit ou procédé (7 %).

2.8. *Compétences en gestion et besoins de formation*

- Les priorités des FPE, en matière de formation, ressemblent à leurs priorités en ce qui concerne le counselling, l'information et les services d'entreprise : gestion (18 %), marketing et promotion (14 %) et compétences en informatique (13 %). Seulement 5 % des répondantes ont dit n'avoir aucun besoin de formation.

- Quarante-quatre pour cent des répondantes ont dit qu'il était « probable » ou « très probable » qu'elles suivent une formation au cours des 12 prochains mois, tandis que 40 % ont dit que cela était « peu probable » ou « très peu probable ».

- Les femmes qui oeuvrent dans le secteur des services sont plus portées à suivre une formation que celles qui oeuvrent dans le secteur des biens (47 % contre 32 % qui ont donné la réponse « probable » ou « très probable »).

2.9. *Problèmes rencontrés à titre de femme propriétaire d'entreprise*

- Quarante pour cent des répondantes ont dit faire face à des problèmes particuliers en tant que propriétaires d'entreprise. Ceux qui ont été mentionnés plus fréquemment incluaient la capacité à avoir accès à un financement, les préjugés à l'endroit des femmes en affaires, le fait de ne pas être prise au sérieux et l'obligation d'exploiter une entreprise tout en étant responsable d'une famille.

- Les femmes étaient plus portées à mentionner des problèmes si elles vivaient dans un centre urbain (52 %) ou à Terre-Neuve (46 %) ou encore si elles travaillaient dans le secteur de la production de biens (45 %).

2.10. *Manières dont l'APECA pourrait appuyer les femmes propriétaires d'entreprise*

- Les meilleures façons pour l'APECA d'appuyer les FPE incluent l'accroissement du financement sous forme de prêts, de subventions et d'initiatives; l'offre d'ateliers de formation en gestion financière, en marketing et en gestion; la prestation d'un appui aux entreprises dans tous les secteurs et pour toutes les FPE, plutôt que seulement celles qui exportent; une plus grande accessibilité, une plus grande réceptivité aux besoins individuels et une meilleure écoute.

- Certaines répondantes ont affirmé que les FPE avaient besoin d'un réseau d'appui et de programmes de mentorat pour favoriser une plus grande entraide parmi les femmes.

3. Résultats de la recherche primaire

La recherche primaire, c'est-à-dire l'enquête téléphonique, a été effectuée en mars 2003 auprès de femmes de la région de l'Atlantique qui sont propriétaires d'au moins 51% de leur entreprise et qui s'occupent de l'exploitation courante de celle-ci. L'échantillon a été stratifié par province pour produire des résultats représentatifs de la répartition des femmes dans la région de l'Atlantique.

Graphique 3.1 - Répondantes à l'enquête par province

Province	Nombre	Pourcentage du total
Terre-Neuve et Labrador (TN)	66	16,5%
Nouvelle-Écosse (NE)	176	44%
Nouveau-Brunswick (NB)	128	32%
Île-du-Prince-Édouard (PE)	30 t	7,5%
Total - région de l'Atlantique	**400 p**	**100%**

p : total pondéré. Le nombre réel d'enquêtes pour PE a été de 143 et, pour la région de l'Atlantique, 513. Les notes techniques se trouvent à l'annexe I.

Les 400 entrevues effectuées sont réparties entre les provinces de la manière indiquée au graphique 3.1. Il y a lieu de noter qu'il s'agit de résultats pondérés pour les répondantes de l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné qu'un suréchantillonnage a été utilisé pour produire des résultats valables au niveau provincial (pour l'APECA-IPE). Les notes techniques sur l'échantillonnage et la méthode de pondération sont incluses à l'annexe II.

Les résultats de l'enquête appuient des conclusions solides au sujet des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique. Nous avons également analysé les données en fonction de la province, de la taille de la collectivité et de l'industrie pour cerner des écarts par rapport aux résultats généraux. Les résultats importants sont présentés. L'annexe III renferme également des tableaux croisés détaillés.

Comme nous avons déployé des efforts considérables pour faire en sorte que l'échantillon soit exhaustif et qu'il inclut notamment des femmes de tous les secteurs de l'économie et parce que nous avons utilisé des techniques d'échantillonnage aléatoire stratifié, nous sommes convaincus que les résultats sont représentatifs de la situation des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique. De plus, la conformité de nos profils démographiques et des entreprises examinées avec d'autres sources de données, y compris le recensement et l'enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, confirme la validité de notre échantillon et le fait que nos résultats sont représentatifs de l'ensemble des femmes propriétaires d'entreprise du Canada atlantique.

Nous présentons dans les sections suivantes les résultats détaillés de l'enquête.

3.1. *Profil d'entreprise*

3.1.1. Type et structure de l'entreprise

Les femmes propriétaires d'entreprise interrogées venaient de tous les secteurs de l'économie. Le graphique suivant renseigne sur la nature de leur entreprise et sur sa structure légale et de propriété.

Graphique 3.2 Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon le secteur, par province, répondant à l'enquête de mars 2003

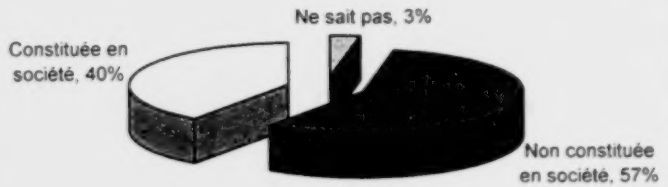
Secteurs	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30w)	Canada atlantique Total	Canada atlantique (N=400)
Agriculture, foresterie, pêche	6%	5%	4%	3%	19	5%
Exploitation minière, pétrole et gaz, services publics, construction	2%	1%	5%	0%	10	3%
Fabrication	12%	13%	11%	10%	48	12%
Secteurs de la production de biens (total partiel)	**20%**	**19%**	**20%**	**13%**	**77**	**19%**
Commerce de gros et de détail	18%	20%	16%	30%	77	19%
Transports et entreposage	3%	4%	2%	0%	11	3%
Services financiers, assurance, immobilier et location	0%	1%	2%	0%	4	1%
Services spécialisés, scientifiques et techniques	3%	16%	13%	13%	52	13%
Services administratifs et autres services d'approvisionnement	8%	5%	10%	0%	27	7%
Services éducatifs	0%	1%	2%	0%	5	1%
Soins de santé et aide sociale	14%	6%	8%	10%	33	8%
Information, culture, divertissement et loisirs	5%	7%	5%	3%	23	6%
Hébergement et restauration	21%	7%	9%	17%	42	11%
Autres services	9%	13%	13%	13%	49	12%
Secteurs de services (total partiel)	**80%**	**81%**	**80%**	**87%**	**323**	**81%**
TOTAL	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**400**	**100%**

Dans l'ensemble, la représentation des répondantes à l'enquête en fonction des secteurs correspond tout à fait à ce qu'on pourrait attendre. On constate une uniformité dans les provinces, la répartition entre les secteurs de biens et de services traduisant la stratification générale de l'enquête. Voici quelques écarts à noter :

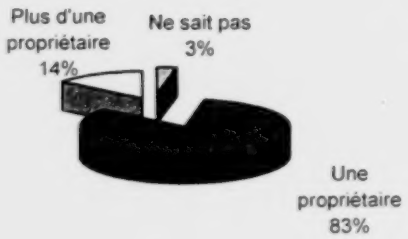
- Le taux de réponse était plus élevé pour les femmes qui tendaient à travailler à un endroit, par exemple dans la fabrication ou dans le secteur de l'hébergement et de la restauration. Le taux de réponse était inférieur à celui prévu dans les industries où les propriétaires d'entreprise tendent à travailler à l'extérieur, par exemple dans les services immobiliers ou des soins de santé. On trouvera de plus amples renseignements sur les taux de réponse à l'annexe I.

- La proportion de femmes travaillant dans le secteur de la fabrication qui ont répondu à notre enquête était plus élevée que prévu. Il s'agissait surtout de femmes travaillant dans des entreprises de fabrication légère, par exemple art et artisanat, vêtements, draperies et linge de maison, produits alimentaires. L'art et l'artisanat, correspondant à un peu plus de 40 % de tous les produits fabriqués, incluent des produits comme les bijoux, les articles de cadeau, les chandelles, le savon, le vitrail, le tricot et la poterie.

Graphique 3.3 - Situation juridique de l'entreprise



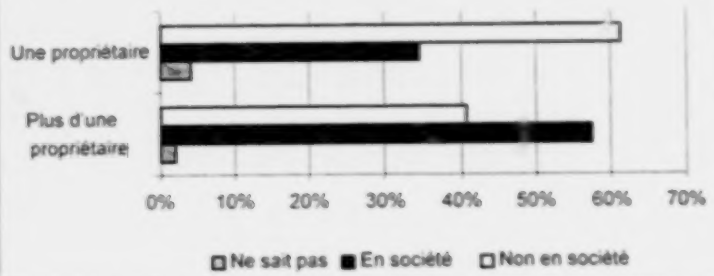
Graphique 3.4 - Structure de l'entreprise



- Environ 40% des répondantes ont constitué leur entreprise en société.
- À Terre-Neuve-et-Labrador, 55 % des entreprises sont constituées en société, alors que le taux correspondant pour les autres provinces est de 35-37 %.
- Il y a moins d'entreprises constituées en société dans les régions rurales que dans les villes et centres urbains (35 % contre 42 %).
- Les entreprises du secteur des biens sont plus portées à être constituées en société que celles du secteur des services (46 % contre 37 %). Toutefois, seulement 34 % des entreprises de fabrication sont constituées en société, alors que dans certaines industries de services, le taux de constitution en société est très élevé, par exemple celle des transports et de l'entreposage, où ce taux atteint 67 %.
- La plupart des entreprises (83 %) compte un propriétaire, la répondante étant propriétaire de la totalité de l'entreprise.
- Trente-cinq pour cent des femmes s'occupant d'une entreprise comptant plusieurs propriétaires étaient elles-mêmes propriétaires de 51 % de l'entreprise, tandis que 28 % étaient propriétaires de 52 à 75 % de l'entreprise et les dernières 37 %, de plus de 75 % de l'entreprise. Les femmes qui étaient propriétaires de 50 % ou moins de l'entreprise n'ont pas été incluses dans l'enquête.
- Au Nouveau-Brunswick, une femme propriétaire d'entreprise était plus susceptible d'être propriétaire unique (91 %), tandis que les femmes à l'Île-du-Prince-Édouard affichaient le taux le plus élevé d'entreprises comptant plusieurs propriétaires (20 %) par province.

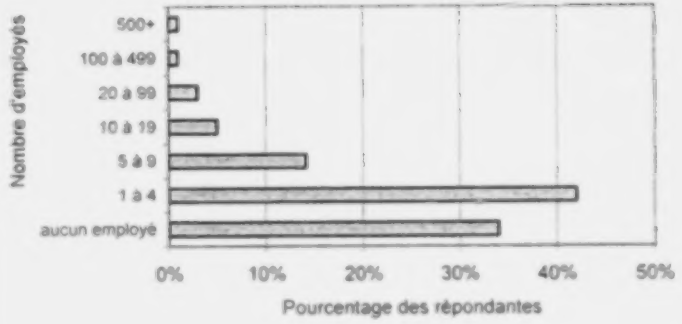
- La structure de l'entreprise n'était pas une caractéristique distinctive des entreprises du secteur des biens ou de celui des services.

Graphique 3.5 - Situation juridique selon la structure de l'entreprise

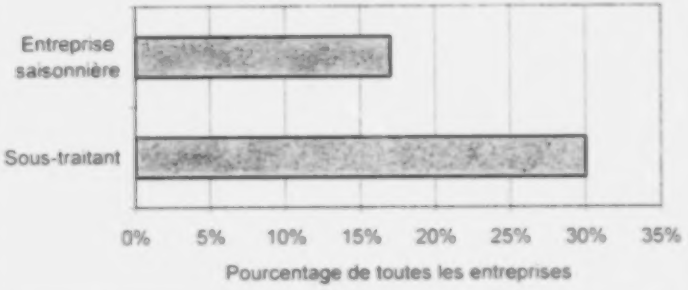


- Comme on peut le voir au graphique 3.5, les entreprises comptant plusieurs propriétaires sont plus susceptibles (57 %) que celles comptant une propriétaire (35 %) d'être constituées en société. Un peu plus de 60 % des entreprises comptant une propriétaire unique ne sont pas constituées en société.

Graphique 3.6 - Répartition des entreprises selon le nombre d'employés



Graphique 3.7 - Entreprises saisonnières et sous-traitants

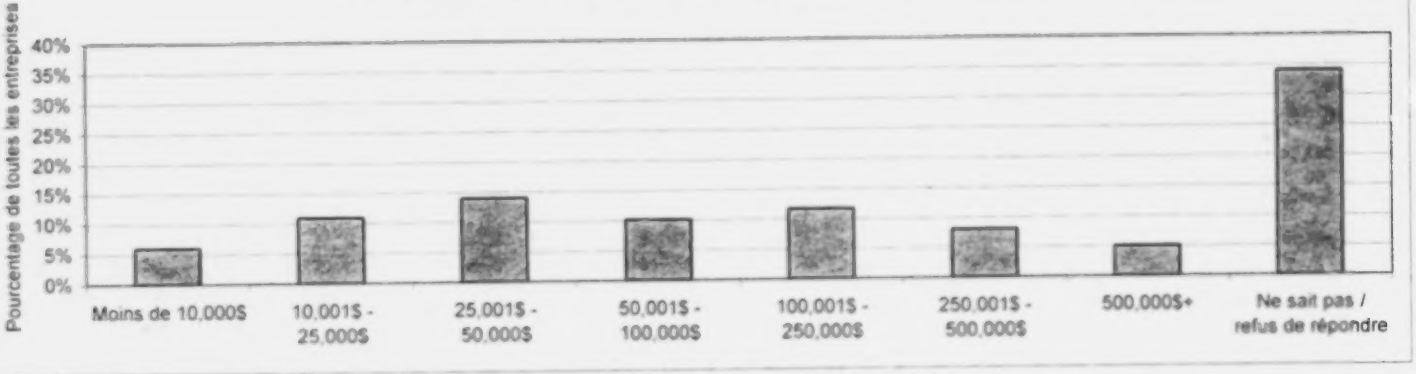


3.1.2. Taille de l'entreprise

- Au Canada atlantique, les entreprises appartenant à des femmes sont surtout de très petite taille, 90 % d'entre elles comptant au plus neuf employés (si l'on exclut la propriétaire de l'entreprise).
- Plus de 65 % des femmes propriétaires d'entreprise interrogées employaient d'autres travailleurs. Une entreprise compte en moyenne six employés en plus de la propriétaire.
- Il y a plus d'entreprises dans le secteur des biens qui comptent des employés (71 %), et ces entreprises tendent à être celles qui comptent plus de 20 employés.
- À Terre-Neuve-et-Labrador, les entreprises sont plus susceptibles que celles des autres régions du Canada atlantique d'avoir des employés; c'est en effet le cas de 85 % d'entre elles.
- 17 % des entreprises sont de nature saisonnière et tendent à réduire leur personnel de moitié hors saison, soit en moyenne trois employés. À Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard, la saisonnalité est plus marquée qu'au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse (23 % contre 15 % respectivement).
- Vingt-neuf pour cent des entreprises dans le secteur des biens sont de nature saisonnière (surtout des industries de l'agriculture, des pêches et des forêts), contre 16 % des entreprises du secteur des services (surtout dans les industries du logement et de la restauration ainsi que du commerce de gros et de détail).
- En plus de compter des employés, 30 % des entreprises confient à des sous-traitants des éléments essentiels de leurs activités.

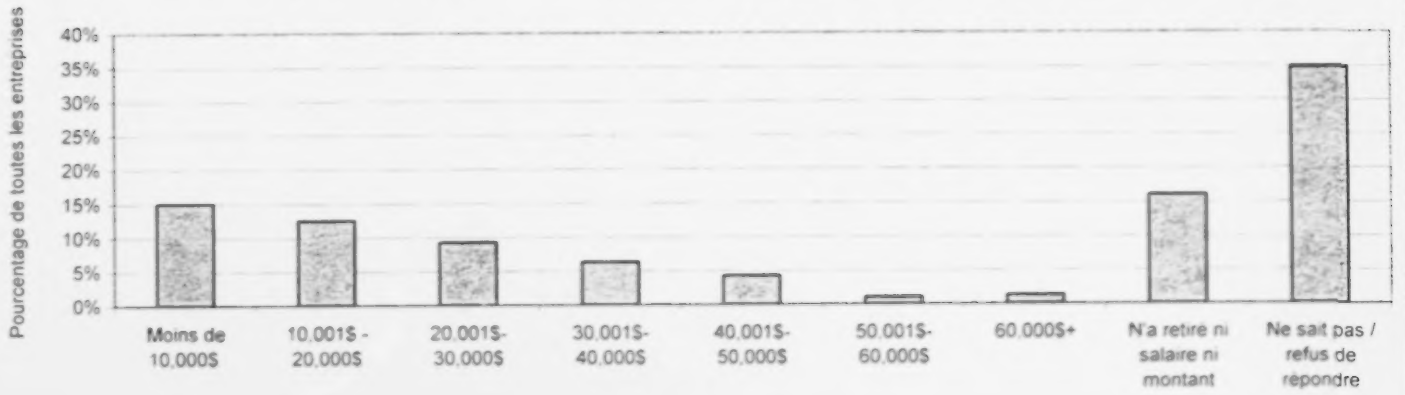
- Le graphique 3.8 présente la répartition des entreprises en fonction des recettes brutes. Il y a lieu de noter que 34 % des répondantes ont refusé de répondre à cette question ou ont dit ne pas connaître leurs recettes brutes. Trente-et-un pour cent de toutes les entreprises (correspondant à 47 % des entreprises qui ont répondu à cette question) avaient gagné moins de 50 000 $ au cours de leur dernier exercice, 10 % avaient gagné entre 50 000 $ et 100 000 $, 12 %, entre 100 000 $ et 250 000 $, et 13 %, plus de 250 000 $. La province, le secteur et la taille de la collectivité n'avaient pas d'incidence significative sur la répartition des entreprises en fonction des recettes brutes.

Graphique 3.8 - Répartition des entreprises en fonction des recettes brutes



- Les femmes propriétaires d'entreprise ne retirent pas un salaire ou un montant appréciable de leur entreprise. Même si, encore une fois, 35 % n'ont pas divulgué de renseignements à ce sujet, 16 % ont dit ne prendre ni salaire ni montant, et à peu près la même proportion (15 %) ont dit avoir pris moins de 10 000 $ au cours de leur dernier exercice. Treize pour cent ont déclaré un salaire compris entre 10 000 $ et 20 000 $, 19 %, un salaire entre 20 000 $ et 50 000 $, tandis que seulement 2 % des femmes ont dit retirer de leur entreprise un salaire ou un montant de plus de 50 000 $ par année.

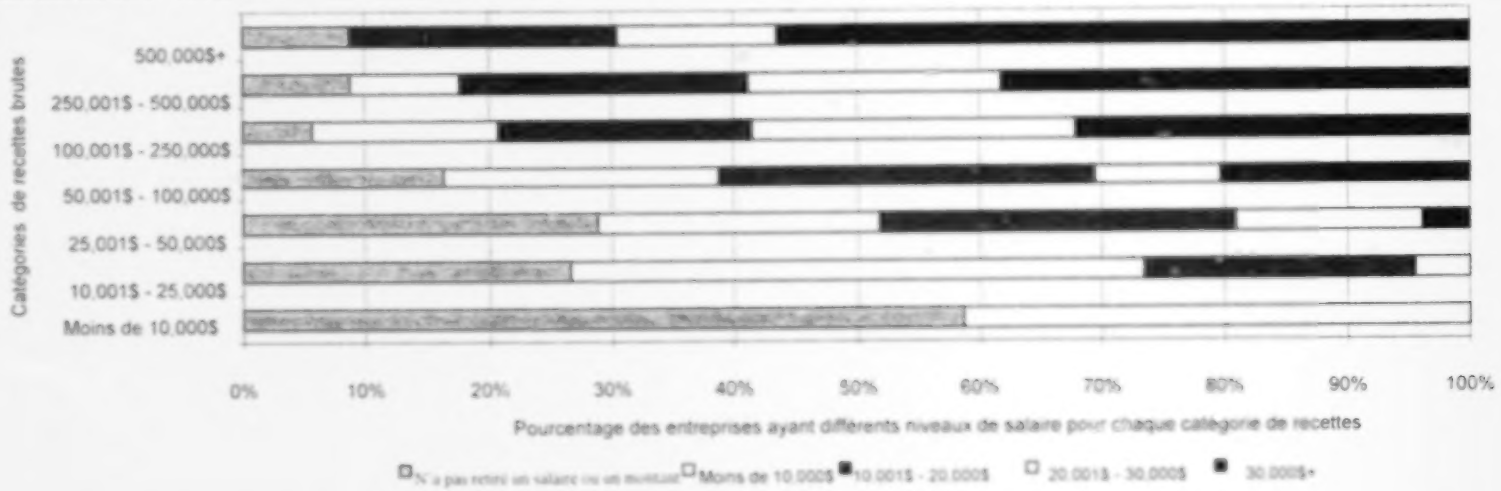
Graphique 3.9 - Répartition des entreprises en fonction du salaire de la propriétaire



Le graphique 3.10 montre le salaire ou le montant retiré par les femmes en fonction des recettes brutes de leur entreprise. Signalons que ces données sont basées sur les femmes qui ont fourni une information au sujet de leur salaire et de leurs recettes (60 % de toutes les répondantes) et doivent être interprétées avec précaution.

Ces données servent à vérifier la cohérence de l'information déclarée. Ainsi, près de 60 % des femmes dont les recettes brutes sont d'au moins 500 000 $ ont retiré 30 000 $ ou plus en salaire ou autrement, tandis que près de 60 % des femmes dont les recettes brutes étaient inférieures à 10 000 $ n'ont pris aucun salaire ni autre montant de leur entreprise. Bien que de nombreux facteurs influent sur le montant du salaire retiré, il semble que les femmes fassent preuve de prudence en ce qui concerne les montants d'argent qu'elles retirent de leur entreprise.

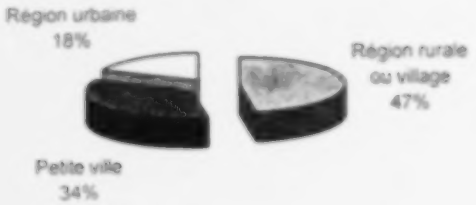
Graphique 3.10 – Niveaux de salaire en fonction des recettes brutes de l'entreprise pour les enterprises qui ont déclaré des recettes et un salaire (N=241)



3.1.3. Emplacement de l'entreprise

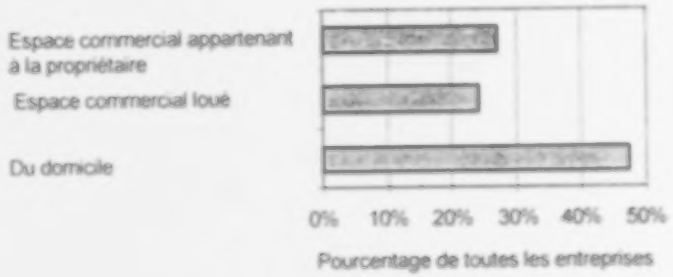
Les répondantes ont été invitées à dire si la collectivité où leur entreprise était située était 1) une région rurale ou un village comptant moins de 5 000 habitants; 2) une petite ville comptant entre 5 000 et 100 000 habitants; 3) une région urbaine comptant plus de 100 000 habitants. Nous utilisons souvent dans ce rapport ces catégories d'emplacement pour faire ressortir les différences entre les pratiques commerciales employées aux différents endroits.

Graphique 3.11 - Collectivité où l'entreprise est exploitée



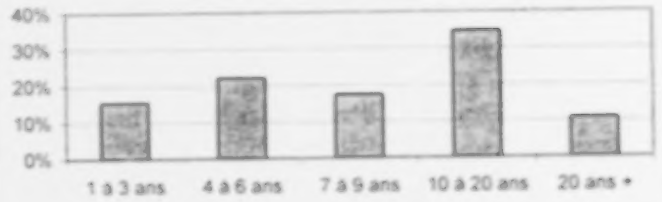
- Le graphique 3.11 montre la répartition des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique en fonction de la taille de la collectivité dans laquelle elles se livrent à leurs activités. Près de la moitié (47 %) sont situées dans des régions rurales ou des villages comptant moins de 5 000 habitants.
- Cette répartition est valable pour l'ensemble de la région de l'Atlantique, sauf pour l'Île-du-Prince-Édouard, où la proportion de région urbaine est bien sûr inférieure.
- Les entreprises du secteur de la production de biens ont plus tendance à être situées dans des régions urbaines que celles du secteur des services (61 % contre 44 %).

Graphique 3.12 – Endroit où l'entreprise principale est exploitée



- Comme le révèle le graphique 3.12, un peu moins de la moitié (48 %) des entreprises sont exploitées du domicile de la propriétaire. Les autres entreprises sont réparties à peu près également entre des espaces qui appartiennent à la propriétaire (27 %) et des espaces loués (24 %).
- Dans les régions rurales, seulement 12 % des entreprises louent des locaux, tandis que les entreprises situées dans de petites villes sont plus susceptibles (40 %) de louer des locaux et que les entreprises situées dans des villes sont les moins portées (18 %) à être propriétaires de l'immeuble dans lequel elles sont situées.
- Nous n'avons pas constaté beaucoup de différence entre les sous-secteurs des produits et des services pour ce qui est de l'emplacement de l'entreprise, mais il y avait une grande différence entre les catégories d'industries, comme on peut s'y attendre si l'on tient compte de la nature de celles-ci. Évidemment, les entreprises agricoles sont situées plutôt dans des régions rurales, tandis que les entreprises qui offrent des services commerciaux, spécialisés, scientifiques et techniques ainsi que des services de santé tendent à être situés en région urbaine.

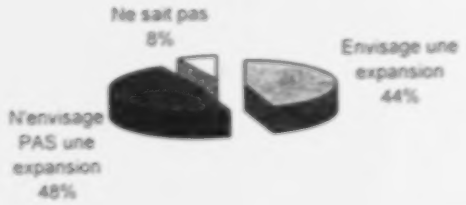
Graphique 3.13 - Répartition en fonction de l'âge de l'entreprise



3.1.4. Âge et croissance future de l'entreprise

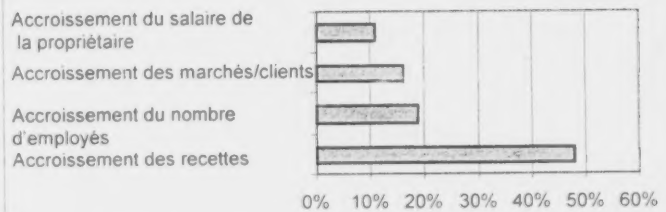
- Le graphique 3.13 présente la répartition des entreprises appartenant à des femmes en fonction de l'âge de l'entreprise. Plus de la moitié des entreprises (55 %) sont âgées de moins de 10 ans, tandis que 14 % sont à leur début (un à trois ans), 23 % en sont au stade préliminaire (quatre à six ans) et 18 % sont âgées de sept à neuf ans.
- Dix-sept pour cent des entreprises du secteur des services sont âgées de moins de trois ans, contre 7 % des entreprises productrices de biens. Cela traduit la tendance à une croissance accrue dans le secteur des services.

Graphique 3.14 - Projet de croissance des propriétaires d'entreprise pour les trois prochaines années



- Le Nouveau-Brunswick compte une plus forte proportion d'entreprises bien établies âgées d'au moins 10 ans que le reste de la région de l'Atlantique (55 % contre 45 %), ce qui signifie qu'il compte aussi beaucoup moins d'entreprises nouvelles ou en développement.
- On dénombre plus de nouvelles entreprises (âgées d'un à trois ans) dans les régions urbaines (24 %) que dans les régions rurales (11 %).
- Comme le révèle le graphique 3.14, 44 % des femmes propriétaires d'entreprise se proposent d'agrandir celle-ci au cours des trois prochaines années, tandis que 48 % n'ont pas de projet en ce sens.
- À Terre-Neuve-et-Labrador, les femmes sont plus optimistes quant à l'expansion de leur entreprise (52 %) que dans le reste de la région atlantique.

Graphique 3.15 - Indice de l'expansion de l'entreprise



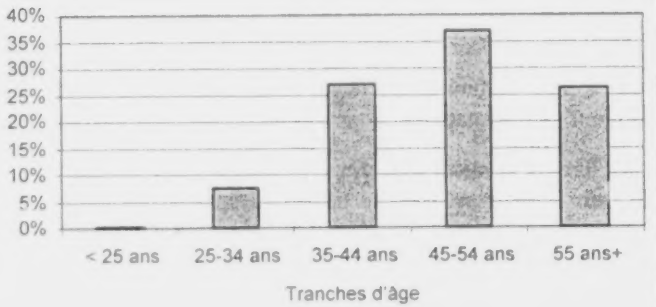
Pourcentage des entreprises prévoyant une expansion (N=176)

- Les propriétaires d'entreprise en région urbaine sont plus susceptibles d'agrandir leur entreprise (57 %) que celles des régions moins populeuses.
- Les femmes dont l'entreprise est âgée d'un à trois ans ou de sept à neuf ans envisageaient une expansion dans l'avenir immédiat (62 % et 59 % respectivement).
- Lorsqu'on a demandé aux propriétaires d'entreprise qui avaient l'intention d'agrandir celle-ci quels facteurs elles utiliseraient comme indice de la croissance de leur entreprise, près de la moitié ont indiqué l'augmentation de leurs recettes globales. La plupart d'entre elles (65 %) prévoient une croissance modeste de moins de 30 % de leur entreprise au cours des trois prochaines années.

3.2. *Antécédents et expérience des femmes propriétaires d'entreprise*

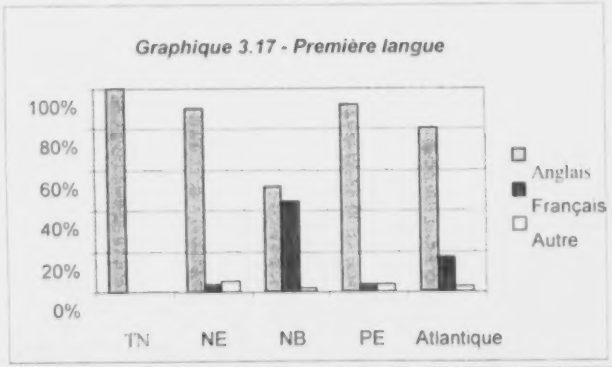
3.2.1. Facteurs démographiques

Graphique 3.16 - Âge des femmes propriétaires d'entreprise

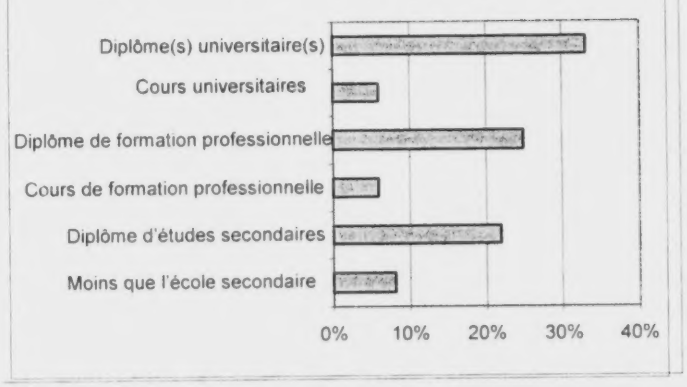


- Au Canada atlantique, 37 % des femmes propriétaires d'entreprise sont âgées de 45 à 54 ans. L'âge moyen de toutes les répondantes était de 48 ans. Très peu d'entre elles étaient âgées de moins de 25 ans et seulement 8 % étaient âgées de moins de 35 ans.
- L'âge moyen des femmes au moment du démarrage de leur entreprise est de 37 ans.
- Lorsqu'elles ont lancé leur entreprise, 56 % des femmes avaient des enfants ou adultes à charge qui vivaient avec elles. Il s'agissait le plus souvent de jeunes enfants d'âge scolaire (âgés de 5 à 12 ans).
- La plupart des femmes propriétaires d'entreprise (67 %) ont dit être mariées, vivre en union de fait ou avoir un partenaire. Seize pour cent étaient célibataires, 11 % étaient divorcées et 4 % étaient veuves.
- Quatre-vingt pour cent des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique ont dit que l'anglais était leur première langue. Ce résultat était le plus fréquent à Terre-Neuve-et-Labrador, où toutes les répondantes ont déclaré l'anglais comme première langue. La répartition est très différente au Nouveau-Brunswick, où 52 % des répondantes ont dit être de langue anglaise et 45 %, de langue française.
- On a donné aux répondantes le choix de répondre au sondage en anglais ou en français. Seulement 5 % ont choisi le français; elles étaient toutes du Nouveau-Brunswick.
- Trois pour cent des femmes ont dit être membres d'une minorité visible, 2 % ont dit être Autochtones, tandis que 1 % étaient des personnes handicapées.

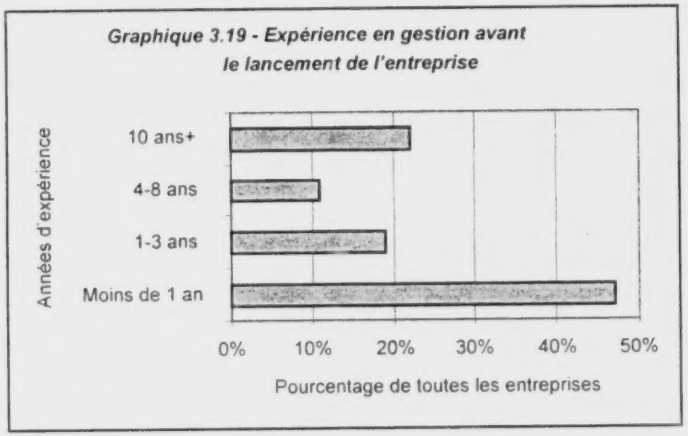
Graphique 3.17 - Première langue



Graphique 3.18 - Niveau de scolarité le plus élevé



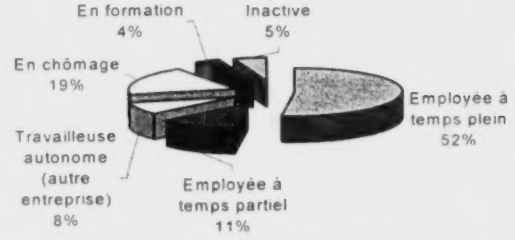
Graphique 3.19 - Expérience en gestion avant le lancement de l'entreprise



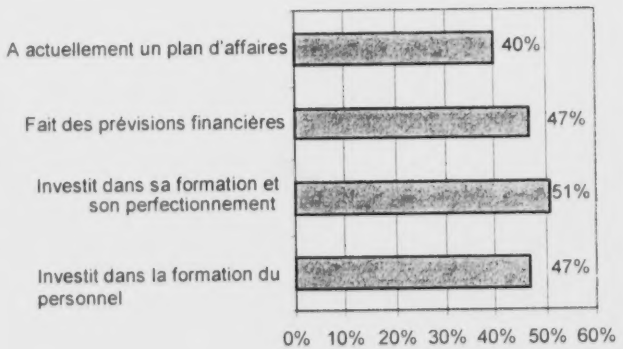
3.2.2. Scolarité et expérience

- Les femmes propriétaires d'entreprise sont assez bien instruites. Soixante-dix pour cent ont fait des études postsecondaires, dont 33 % ont un diplôme universitaire.
- Nous n'avons pas constaté de différences significatives sur le plan de la scolarité en fonction du secteur ou de la province, bien que les femmes en région urbaine aient plus tendance à avoir un diplôme universitaire.
- En moyenne, les femmes avaient accumulé 4,7 ans d'expérience en gestion avant de lancer leur entreprise. Un peu moins de la moitié (47 %) avaient eu moins d'un an d'expérience, tandis que 22 % avaient plus de 10 ans d'expérience, comme le révèle le graphique 3.4.
- Treize pour cent des femmes interrogées possédaient une participation majoritaire dans plusieurs entreprises dont elles assuraient l'exploitation courante.
- La plupart des femmes (52 %) travaillaient à temps plein avant de lancer leur entreprise. En outre, 11 % étaient employées à temps partiel tandis que 8 % étaient des travailleuses autonomes dans une autre entreprise.

Graphique 3.20 - Situation d'emploi avant le lancement de l'entreprise



Graphique 3.21 - Résumé des pratiques commerciales



3.2.3. Pratiques commerciales

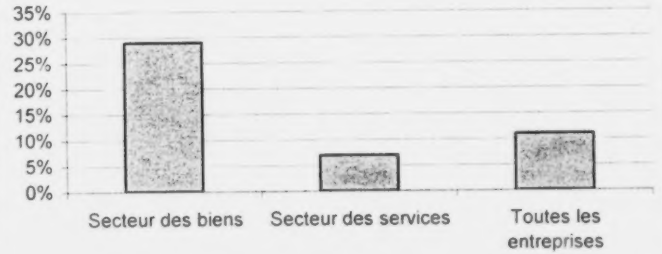
- Quarante pour cent des femmes propriétaires d'entreprise ont dit avoir actuellement un plan d'entreprise. Quarante-sept pour cent ont dit faire ordinairement des prévisions financières de recettes et de dépenses pour l'année ou les années à venir.
- Plus de la moitié des propriétaires d'entreprise ont dit investir ordinairement dans leur formation et leur perfectionnement.
- On a demandé aux femmes qui comptent un personnel (70 % de toutes les entreprises) si elles investissaient dans la formation de leurs employés. Un peu moins de la moitié ont dit le faire.
- Nous n'avons pas constaté de différence significative quant aux pratiques commerciales en fonction du secteur, de la province, de la taille de la collectivité ou du montant des recettes brutes de l'entreprise.

3.3. *Exportation*

On a demandé à toutes les répondantes si elles exportaient actuellement des biens ou des services, c'est-à-dire si elles expédiaient à l'étranger. À celles qui exportaient, on a posé une série de questions au sujet de leur principal produit d'exportation, de leur marché et du pourcentage des recettes provenant de l'exportation. Quant aux autres, on leur a demandé pourquoi elles n'exportaient pas. On a aussi interrogé toutes les répondantes au sujet de leur participation à des ateliers de formation en exportation et à des missions commerciales.

3.3.1. Entreprises exportatrices

Graphique 3.22 - Pourcentage des entreprises qui exportent, par secteur



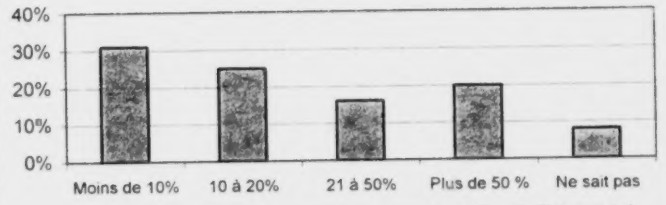
- Dans l'ensemble, 11 % des entreprises du Canada atlantique qui appartiennent à des femmes exportent actuellement des produits et services. Cette constatation concorde avec les tendances en matière d'exportation des petites et moyennes entreprises qu'ont révélées d'autres recherches, ainsi que nous l'expliquons à la section 4 de ce rapport.
- En ce qui concerne les 45 entreprises qui ont dit exporté, elles sont réparties également : 22 appartiennent au secteur des biens et 23, à celui des services. Il y a toutefois proportionnellement plus d'entreprises du secteur des biens (28 % ou 23 des 78 entreprises) qui exportent que d'entreprises de services (7 % ou 23 des 322 entreprises).
- Il n'y avait pas de différences quant à la probabilité d'exporter en fonction de la taille de la collectivité ou de la province de l'entreprise.

Les principaux produits et services exportés sont énumérés au graphique 3.23 pour chacun des secteurs. Il faut interpréter cette information avec circonspection étant donné qu'elle correspond à un petit nombre d'entreprises exportatrices.

Graphique 3.23 - Principales exportations selon le secteur

Principales exportations dans le secteur des **produits**	Nombre		Principales exportations du secteur des **services**	Nombre
Articles de cadeau, art et artisanat (poterie, vitrail, chandelles, savons, trousses d'artisanat, etc.)	8		Produits de gros et de détail (art, articles de cadeau, poterie, bâtons de golf, produits de santé)	9
Produits industriels (acide, plexiglass, moulages, métaux, bateaux, matériel de sécurité maritime)	5		Services de conseil (formation, publicité, services éducatifs, révision)	6
Vêtements	4		Services de TI	3
Produits agricoles, alimentaires et de poisson	3		Abonnements (revues, adhésion à des organismes, etc.)	3
Autres (appareils dentaires, chiens)	2		Autres	2
Total	22		Total	23

Graphique 3.24 - Importance de l'exportation pour les entreprises exportatrices



- La grande majorité des exportations (88 %) est destinée aux États-Unis. Les autres destinations pour les produits et services du Canada atlantique incluent l'Europe (5 %) et certains pays mentionnés une seule fois comme la Nouvelle-Zélande et la République dominicaine.
- Pour la plupart des entreprises qui exportent, l'exportation ne représente qu'une petite proportion de leurs activités, 56 % affirmant que les exportations représentaient tout au plus 20 % de leur chiffre d'affaires. Toutefois, pour environ 20 % des entreprises exportatrices, les exportations correspondent à plus de 50 % du chiffre de ventes total, tandis que 5 % ont dit que leur entreprise dépendait entièrement de l'exportation.

Graphique 3.25 - Raisons pour lesquelles les entreprises n'exportent pas

	Fréquence de mention (N=349)
Mon produit n'est pas facilement exportable	61%
Cela ne fait pas partie de mon plan d'entreprise/n'est pas un besoin	12%
Je n'ai pas vraiment songé à la possibilité d'exporter	10%
Je n'exporte pas actuellement mais envisage de le faire dans l'avenir	7%
L'idée d'exporter m'inquiète parce que cela me semble compliqué	3%
Je ne sais pas comment me lancer en exportation	3%
Mon entreprise n'est pas assez importante	2%
Autre raison	2%
Total	100%

Graphique 3.26 Pourcentage des entreprises ayant participé à une formation en exportation et à des missions commerciales

	Pourcentage (N=400)
A participé à une mission commerciale à l'étranger parrainée par un ministère ou un organisme gouvernemental.	6%
A participé à un programme, un cours ou un atelier sur l'exportation parrainé par un ministère ou un organisme gouvernemental.	16%
Souhaiterait participer à un colloque ou un atelier sur l'exportation au cours des 12 prochains mois.	25%

3.3.2. Entreprises qui n'exportent pas

- On a demandé aux 89 % d'entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique qui n'exportent pas pourquoi elles n'exportaient pas. Le graphique 3.25 résume les principales réponses données. On a proposé aux répondantes diverses réponses, et la fréquence globale de celles-ci est présentée.
- La plupart des entreprises (61 %) ont dit que la principale raison pour laquelle elles n'exportaient pas était que leurs produits n'étaient pas facilement exportables. On a donné comme exemple les entreprises de garderie et de services personnels. L'exploitante d'une entreprise touristique a fait observer que même si elle n'exportait pas, elle offrait un hébergement aux touristes et elle estimait que cela contribuait aux ventes à l'étranger.
- Les femmes qui se proposaient d'agrandir leur entreprise au cours des trois prochaines années étaient un peu plus susceptibles que les autres d'exporter actuellement. Toutefois, les raisons pour lesquelles elles n'exportaient pas étaient les mêmes, peu importe qu'elles envisagent ou n'envisagent pas une expansion.
- Quelques entreprises qui n'exportent pas actuellement ont dit avoir envisagé cette possibilité dans l'avenir. Ce groupe représenterait moins de 15 % de toutes les entreprises.

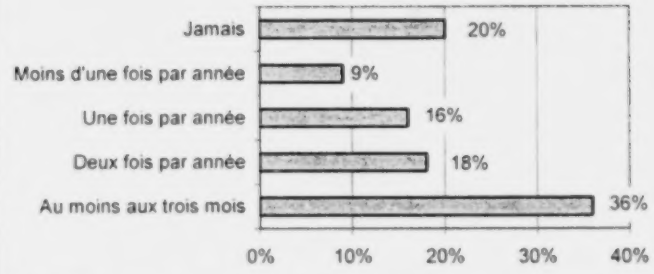
3.3.3. Formation en exportation et missions commerciales

- Six pour cent des femmes propriétaires d'une entreprise au Canada atlantique ont participé à une mission commerciale. La proportion est légèrement plus élevée pour les femmes qui oeuvrent dans le secteur de la production de biens (12 %) et pour celles de Terre-Neuve-et-Labrador (11 %).
- Seize pour cent des femmes ont dit avoir participé à un programme sur l'exportation. Les Néo-Brunswickoises étaient les moins susceptibles d'avoir participé à une activité de ce genre (10 %).

- Les femmes qui exportent actuellement des produits ou services sont les plus susceptibles d'avoir participé à des missions commerciales ou à une formation en exportation.
- Dans l'ensemble, 25 % des femmes ont dit souhaiter participer à un colloque ou un atelier sur l'exportation au cours des 12 prochains mois. Cela intéressait un plus grand nombre de femmes dans le secteur des produits (37 %) que dans celui des services (20 %). Cela intéressait surtout les femmes à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse (36 % et 27 % respectivement).

3.4. *Réseautage et mentorat*

Graphique 3.27 - Participation à des activités de réseautage



3.4.1. Réseautage

- Trente-six pour cent des femmes ont dit participer à des activités de réseautage d'affaires au moins trimestriellement.
- Les femmes qui oeuvrent dans le secteur de la production de biens étaient moins portées à participer à des activités de réseautage, 26 % d'entre elles disant ne jamais faire de réseautage.
- Les femmes dans les régions urbaines participent le plus fréquemment à des activités de réseautage; en effet, plus de la moitié (54 %) disent participer à des activités de ce genre au moins tous les trois mois.

Graphique 3.28 - Participation à des groupes et organismes

	Pourcentage
Association ou société professionnelle.	58%
Organisation d'affaires (p. ex., chambre de commerce, Conseil économique du NB).	34%
Club ou organisation de femmes professionnelles ou d'affaires.	19%
Club de bienfaisance (p. ex., Rotary, Club Lions, Club Richelieu).	10%

- On a demandé aux femmes si elles faisaient partie de divers organismes d'affaires, clubs de bienfaisance ou associations professionnelles. La plupart des femmes propriétaires d'entreprise (58 %) adhèrent à une association ou société professionnelle. Près de 20 % adhèrent à un club ou une organisation de femmes.
- Sur le plan provincial, les femmes de Terre-Neuve-et-Labrador avaient un faible taux de participation à des associations professionnelles (46 %) et des organisations d'affaires (26 %). Les Néo-Brunswickoises avaient le taux le plus faible de participation à des organisations de femmes (11 %).
- Les femmes dans le secteur des produits affichaient systématiquement un plus faible taux d'adhésion et de participation à toutes les organisations que leurs homologues du secteur des services.
- Dans les régions rurales (<5 000 habitants), les femmes étaient moins portées à adhérer à des organisations d'affaires (25 %) que leurs homologues des petites villes et régions urbaines (42 % et 44 % respectivement). Dans les régions rurales, les femmes affichaient également un faible taux d'adhésion à des organisations de femmes (13 %), tandis que celles des régions urbaines étaient les plus susceptibles (31 %) d'être membres de ce genre d'organisations.

- Dans l'ensemble, 23 % des femmes n'étaient membres d'aucune organisation; les principales raisons données étaient qu'elles étaient trop occupées pour participer aux activités, qu'il n'y avait pas d'organisations (ou qu'elles n'en connaissaient pas) dans leur région et qu'elles ne voyaient ni la nécessité ni l'avantage de participer.

Graphique 3.29 - Pourcentage des propriétaires d'entreprise ayant un mentor

3.4.2. Mentorat

- Au Canada atlantique, 40 % des femmes propriétaires d'entreprise ont actuellement ou ont eu par le passé un mentor (c.-à-d., un conseiller d'expérience en qui elles avaient confiance qui les a aidées dans leur entreprise).
- À Terre-Neuve-et-Labrador, les femmes étaient moins portées (30 %) à avoir eu un mentor que leurs homologues des autres provinces de l'Atlantique.
- La plupart (69 %) de ces formes de mentorat étaient informelles, tandis que 27 % s'inscrivaient dans un programme de mentorat formel.
- Parmi les femmes ayant bénéficié d'un mentor, la moitié ont dit que cette personne était un homme, le quart, une femme, tandis que le dernier quart des femmes avaient eu des mentors des deux sexes.

Graphique 3.30 - Sources de conseils pour les FPE

	Pourcentage (N=400)
Associé(e) professionnel(le) ou d'affaires	42%
Amis ou membres de la famille	15%
Ministère ou organisme gouvermental	13%
Recherches personnelles (c.-à-d., livres, rapports, Internet)	9%
Comptable, banquier ou conseiller financier	7%
Autres	4%
Ne sait pas/est incertaine	10%

- Nous avons demandé aux femmes propriétaires d'entreprise à qui elles s'adresseraient pour obtenir des conseils au sujet de leur entreprise. Les réponses sont résumées au graphique 3.30.
- La plupart des femmes (42 %) ont dit qu'elles demanderaient des conseils à un(e) associé(e) professionnel(le) ou d'affaires. Cette catégorie correspond à près de la moitié des femmes qui ont répondu à cette question.
- Seulement deux répondantes ont mentionné un « mentor ».
- Dix pour cent des femmes ont dit ne pas savoir à qui s'adresser pour obtenir des conseils.

3.5. *Accès aux services de counselling, aux services-conseils et à l'aide en affaires*

Graphique 3.31 - Sources de conseils, de renseignements ou de soutien pour les femmes

	Pourcentage (N=400)
Centre de services à l'entreprise	14%
Ministère ou organisme provincial	10%
Organisations industrielles	9%
Comptable	7%
Ministère ou organisme fédéral	6%
Organisme de développement économique	6%
CLDE	4%
Organisme communautaire à but non lucratif	4%
Amis/membres de la famille	4%
Banque	3%
Autres	5%
Ne sait pas/est incertaine	30%

- Nous avons posé aux femmes propriétaires d'entreprise la question suivante : « Si vous aviez besoin de counselling, de renseignements, d'information ou de services et d'aide pour votre entreprise, à qui vous adresseriez-vous? » Les résultats sont présentés au graphique 3.31.
- Trente pour cent des femmes interrogées ont dit ne pas savoir à qui s'adresser.
- Les femmes sont plus portées à communiquer avec un centre de services à l'entreprise (14 %) ou avec un ministère ou organisme provincial (10 %). Il est intéressant de noter que la source de conseils, de renseignements et de soutien à l'entreprise mentionnée le plus souvent était les organismes industriels et les comptables. Les organismes fédéraux, y compris l'APECA, ont été mentionnés comme source possible d'information ou de soutien par 6 % des femmes.

Graphique 3.32 - Sujets à propos desquels les femmes avaient besoin de conseils, de renseignements ou de soutien

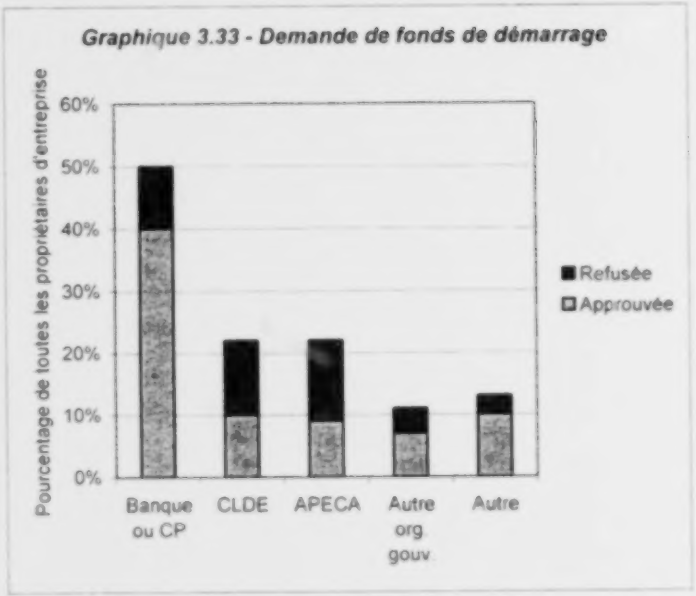
	Pourcentage (N=400)
1. Gestion financière (trésorerie, tenue de livres, comptabilité)	27%
2. Marketing et promotion	21%
3. Planification d'entreprise	9%

- En ce qui concerne les trois sujets les plus importants sur lesquels les femmes pourraient avoir besoin de counselling, d'information ou de services, les répondantes ont clairement mentionné comme première préoccupation la gestion financière; c'est ce que révèle le graphique 3.32.
- Les autres sujets ont été mentionnés par moins de 5 % des répondantes. Ils incluaient les services à la clientèle, la gestion de la croissance, l'obtention d'une aide financière, l'utilisation optimale de la technologie et l'exportation.

3.6. Accès au financement

3.6.1. Financement du démarrage

Graphique 3.33 - Demande de fonds de démarrage



- Les femmes qui lancent une entreprise dans la région de l'Atlantique s'adressent à diverses sources pour obtenir un soutien financier; 68 % demandent des fonds à au moins une des sources énumérées au graphique 3.33.
- La moitié des femmes se sont adressées à une banque ou une caisse populaire, et 78 % de leurs demandes ont été approuvées. Les prêts demandés variaient entre 1 000 $ et 2 millions de dollars, le prêt médian[2] s'établissant à 20 000 $; le tiers des prêts reçus étaient inférieurs à 10 000 $. (Le prêt médian était de 60 000).
- Vingt-deux pour cent des femmes se sont adressées à une CLDE, et un peu moins de la moitié ont vu leur demande d'aide financière approuvée. Les prêts variaient entre 200 $ et 250 000 $[3], le prêt médian s'établissant à 12 500 $, et 47 % des prêts reçus étant inférieurs à 10 000 $. (Le prêt médian était de 35 000 $).
- Vingt-deux pour cent des femmes se sont adressées à l'APECA pour obtenir une aide en vue du démarrage, et 43 % ont obtenu des fonds. Les prêts variaient entre 500 $ et 330 000 $, le prêt médian s'établissant à 11 000 $, la moitié des prêts étant inférieurs à 10 000 $. (Le prêt médian était de 43 000 $).

[2] La médiane est la valeur qui partage un groupe en deux sous-groupes, la moitié des prêts reçus étant inférieurs à cette valeur et l'autre moitié, supérieure à celle-ci.

[3] Bien qu'il s'agisse des valeurs déclarées par les répondantes, il y a raison de soupçonner l'exactitude de certains montants. Ainsi, le montant maximum de prêt qu'une CLDE peut accorder est de 125 000 $, de sorte que la répondante qui a dit avoir reçu 250 000 $ combinait sans doute plusieurs prêts ou alors ne se souvenait pas du montant exact. De même, il est peu probable que l'APECA accorde un prêt commercial de 500 $, même si une répondante a dit avoir reçu ce montant de l'Agence.

- Onze pour cent des femmes se sont adressées pour leurs fonds de démarrage à d'autres organismes gouvernementaux, et 69 % d'entre elles ont obtenu de l'aide. Les prêts variaient entre 500 $ et 400 000 $, le prêt médian s'établissant à 17 500 $. Trente-six pour cent des prêts reçus étaient inférieurs à 10 000 $. (Le prêt médian était de 65 000 $).

Graphique 3.34 - Principales raisons du refus

Banque/caisse pop. :	Mon idée n'était pas considérée comme viable
	J'étais considérée comme à risque élevé
CLDE :	Mon entreprise n'était pas considérée comme « nouvelle »
	Je ne pouvais pas obtenir un crédit équivalent d'une banque
APECA :	L'entreprise ou le prêt n'était pas assez important
	Mon idée n'était pas considérée comme viable
	Mon entreprise n'était pas considérée comme « nouvelle »

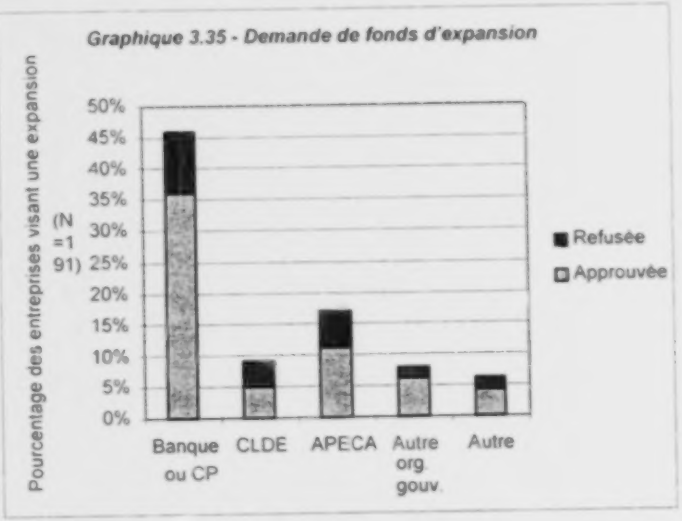
- Treize pour cent des femmes ont dit s'être adressées à d'autres sources de financement pour le démarrage de leur entreprise. Celles-ci incluaient les membres de la famille, des entreprises de capital-risque et des investisseurs, des fonds de développement communautaires, leurs REER et leurs cartes de crédit personnelles. La plupart de ces femmes (69 %) ont réussi à obtenir l'aide financière voulue, qui variait entre 2 000 $ et 500 000 $, le prêt médian s'établissant à 10 000 $ et 53 % des prêts reçus étant inférieurs à 10 000 $.

- Les femmes qui n'ont pas reçu l'aide financière demandée ont dit que les banques et caisses populaires ont justifié leur refus en disant que leurs idées étaient trop risquées ou n'étaient pas viables, tandis que dans le cas des CLDE et de l'APECA, cela semblait être lié aux règlements sur le programme.

- Bien que l'échantillon soit trop restreint pour qu'on puisse analyser tous les aspects du financement en fonction de la province, du secteur ou de la taille de la collectivité, on peut dégager deux tendances. Les femmes à Terre-Neuve-et-Labrador signalent toujours le taux d'approbation des demandes de financement les plus bas, et les entreprises du secteur des produits affichent des taux d'approbation des demandes de financement supérieurs à la moyenne. Nous n'avons pas constaté beaucoup de variations en fonction de la taille de la collectivité.

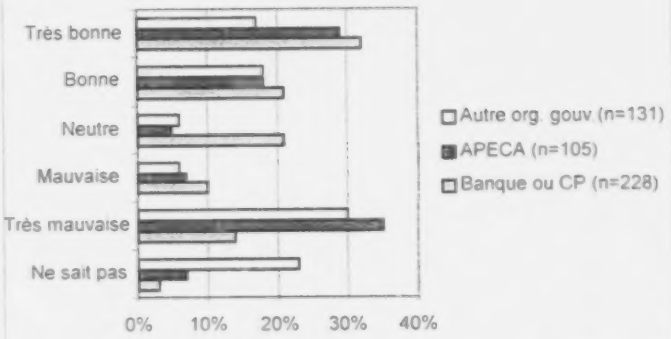
3.6.2. Financement d'une expansion

Graphique 3.35 - Demande de fonds d'expansion



- Environ la moitié des femmes propriétaires d'entreprise (48 %) ont dit avoir envisagé à un moment donné une expansion de leur entreprise. Nous les avons interrogées au sujet de leur expérience en ce qui concerne l'accès à des fonds d'expansion.
- Les banques et caisses populaires sont les principaux endroits vers lesquels les femmes se tournent pour obtenir des fonds d'expansion; 46 % s'adressent à ces institutions et environ 78 % d'entre elles obtiennent les fonds demandés. Les prêts variaient entre 1 000 $ et 1 million de dollars, le prêt médian s'établissant à 25 000 $. Environ 32 % des prêts reçus étaient inférieurs à 10 000 $. (Le prêt médian était de 65 000 $).
- Dix-sept pour cent des femmes envisageant une expansion de leur entreprise se sont adressées à l'APECA, et 64 % d'entre elles ont obtenu des fonds. Les prêts variaient entre 10 000 $ et 300 000 $, le prêt médian s'établissant à 48 000 $. (Le prêt moyen était de 48 000 $.)
- 9 % des femmes se sont adressées à une CLDE pour des fonds d'expansion, 8 %, à d'autres organismes gouvernementaux et 6 %, à d'autres sources. Dans l'ensemble, environ les deux tiers ont obtenu l'appui demandé de ces sources.
- Les raisons pour lesquelles des femmes n'ont pas obtenu les fonds demandés étaient propres à chaque cas; il y avait très peu de raisons communes. Les raisons mentionnées le plus souvent incluaient les suivantes : l'entreprise ou le prêt n'était pas assez important pour que l'organisme s'en occupe, la sorte d'entreprise ou d'industrie n'était pas admissible à une aide financière, l'organisme ne comprenait pas le plan de l'entreprise, la requérante était considérée comme présentant un risque élevé, la banque avait des exigences excessives.

Graphique 3.36 - Expérience générale auprès des bailleurs de fonds



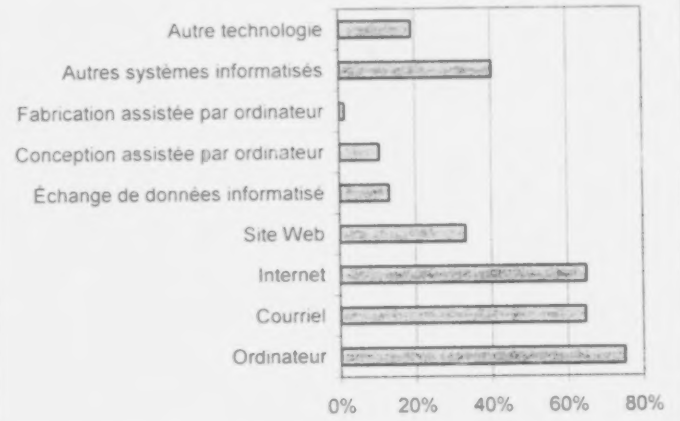
3.6.3. Expérience auprès des bailleurs de fonds

- Les femmes propriétaires d'entreprise ont été invitées à coter leur expérience auprès des prêteurs de fonds avec lesquels elles ont traité. On trouvera les ventilations provinciales en annexe; toutefois, les nombres sont trop petits pour que nous puissions les présenter ici comme résultats fiables.

- Les femmes ont plus souvent donné la cote bonne ou très bonne à leur expérience auprès des banques et caisses populaires (53 %) qu'à leur expérience auprès de l'APECA (47 %) et des autres programmes gouvernementaux (35 %). Quarante-deux pour cent des femmes ont dit que leur expérience de l'APECA avait été mauvaise ou très mauvaise, ce qui était suivi de leur expérience des autres programmes gouvernementaux (36 %) et des banques et caisses populaires (24 %). Environ le quart des femmes ont dit ne pas savoir comment coter les autres programmes gouvernementaux même si elles avaient eu affaire à ceux-ci par le passé.

3.7. Compétences techniques de l'entreprise, recherche-développement et innovation

Graphique 3.37 - Pourcentage des entreprises qui utilisent des technologies



- Les femmes propriétaires d'entreprise ont été invitées à répondre à une série de questions visant à déterminer les compétences techniques de leur entreprise, sa participation à des travaux de recherche-développement (R-D) et son niveau d'innovation.
- Le graphique 3.37 montre le pourcentage des propriétaires d'entreprise qui ont dit utiliser une technologie. Ce pourcentage variait entre un maximum de 75 % qui ont dit utiliser l'ordinateur dans leurs activités courantes et un minimum de 1 % qui ont dit utiliser des techniques de fabrication assistée par ordinateur. Environ les deux tiers utilisent le courriel et Internet.
- Les entreprises de la Nouvelle-Écosse ont davantage recours à la technologie que celles des autres provinces de l'Atlantique.
- L'utilisation de la conception assistée par ordinateur (18 %) et de la fabrication assistée par ordinateur (3 %) se fait bien sûr surtout dans le secteur de la production de biens.
- Les autres systèmes informatisés, qu'utilisent 40 % des entreprises, incluent le contrôle des stocks et la comptabilité.

Graphique 3.38 - Pourcentage des entreprises qui s'occupent de R-D et d'innovation

Type de R-D ou d'innovation	Pourcentage (N=400)
A fait de la R-D pour un nouveau produit ou service	34%
A demandé un permis ou un brevet pour un nouveau produit	7%
A participé à des activités d'innovation avec une autre entreprise dans le cadre d'un partenariat ou d'une coentreprise	14%
A participé à des activités d'innovation avec une université ou un institut de recherche dans le cadre d'un partenariat ou d'une coentreprise	9%
A mené des activités de R-D considérées comme nouvelles et novatrices	14%

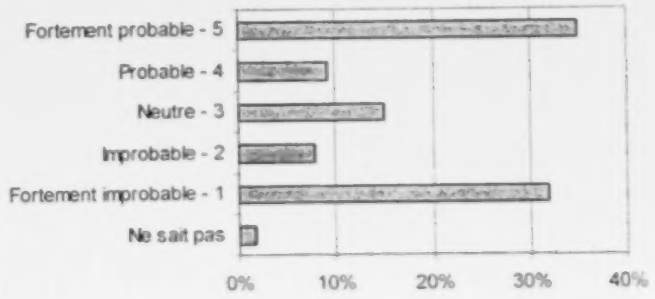
- Les autres technologies mentionnées par les répondantes incluaient les machines de bureau en général (p. ex., télécopieur, machines de cartes de débit, photocopieuse, appareil photo numérique) et du matériel technique propre à l'industrie (p. ex., matériel d'essais médicaux, machine à broder, four informatisé).
- On peut voir au graphique 3.38 le pourcentage de toutes les femmes interrogées qui ont dit participer à des activités de R-D et d'innovation. Le tiers des répondantes ont dit mener des travaux de R-D en vue d'un nouveau produit ou service.
- La moitié des entreprises dans le secteur de la production de biens ont dit avoir mené des travaux de R-D. Ces entreprises sont aussi un peu plus portées que celles du secteur des services à avoir demandé un permis ou un brevet, à avoir été partie à un partenariat ou à une coentreprise axée sur l'innovation ou avoir mené des travaux qu'on pourrait considérer comme novateurs.
- Les entreprises des régions urbaines sont aussi plus portées à signaler une collaboration avec une université ou un institut de recherche en vue d'explorer des idées nouvelles ou avoir effectué des travaux de R-D qu'on pourrait considérer comme nouveaux et novateurs.
- Il n'y avait pas de différences significatives entre les provinces.

3.8. Besoins de formation

Graphique 3.39 - Sujets prioritaires pour la formation

	Fréquence de mention
1. Gestion financière	18%
2. Marketing et promotion	14%
3. Compétences en informatique	13%
4. Service à la clientèle	10%
5. Plannification d'entreprise	9%
6. Gestion du temps	7%
7. Gestion des employés	7%
8. Formation propre à l'industrie	6%

Graphique 3.40 - Probabilité de suivre une formation



- Les femmes propriétaires d'entreprise ont mentionné la gestion financière, le marketing et la promotion, et la planification d'entreprise comme les sujets les plus importants pour lesquels elles avaient besoin de conseils, de renseignements ou de services (voir la section 3.5). Elles ont mentionné presque les mêmes priorités pour ce qui est de leurs besoins de formation.
- Les trois domaines dans lesquels les femmes veulent surtout suivre une formation sont la gestion financière, le marketing et la promotion, et les compétences en informatique.
- Les autres domaines correspondant à moins de 5 % des réponses étaient la gestion de la croissance de l'entreprise, le contrôle des stocks et le contrôle de la qualité.
- Seulement 5 % des répondantes ont dit n'avoir aucun besoin de formation.

- Invitées à coter la probabilité de suivre une formation (sur une échelle où un correspondait à fortement improbable et cinq à fortement probable) au cours des 12 prochains moins, les femmes ont donné des réponses partagées. Environ 44 % d'entre elles ont dit que cela était probable ou fortement probable, et 40 %, improbable ou fortement improbable.
- Les femmes oeuvrant dans le secteur des services étaient plus portées à suivre une formation que celles du secteur de la production de biens (47 % contre 32 % ont dit que leur formation était probable ou fortement probable).
- Un peu plus de la moitié de celles qui ont dit qu'il était fortement improbable qu'elles suivent une formation au cours des 12 prochains mois ont dit ne pas avoir besoin de formation ou encore que cela ne les intéressait pas. Les autres raisons données par les répondantes pour ne pas suivre une formation sont qu'elles n'ont pas assez de temps à consacrer à cette activité ou qu'il n'y a pas de formation offerte dans leur localité.

3.9. *Problèmes rencontrés par les femmes propriétaires d'entreprise*

Graphique 3.41 - « À titre de femme propriétaire d'entreprise, faites-vous face à des problèmes particuliers? »

- Comme le montre le graphique 3.41, 40 % des répondantes ont dit rencontrer des problèmes particuliers en tant que femmes propriétaires d'entreprise. Invitées à décrire ces problèmes, ces dernières ont mentionné les points qui sont résumés au graphique 3.42.

- Les femmes étaient plus portées à dire qu'elles faisaient face à des problèmes si elles vivaient dans un centre urbain (52 %) ou à Terre-Neuve-et-Labrador (46 %), ou encore si elles travaillaient dans le secteur de la production de biens (45 %).

Graphique 3.42 - Problèmes particuliers des femmes

1. Accès à des fonds et à un soutien financier
2. Préjugés contre les femmes en affaires
3. Ne pas être prise au sérieux
4. S'occuper d'une entreprise et d'une famille
5. Fait que les hommes sont avantagés sur beaucoup de marchés

- Le principal problème auquel faisaient face les femmes propriétaires d'entreprise était l'accès à des fonds. Ces dernières ont dit que les fonds n'étaient pas disponibles ou qu'il était difficile pour elles d'obtenir une approbation. La plupart d'entre elles estimaient que cela était dû au fait qu'elles étaient des femmes, parce que les banques exigeaient souvent un cosignataire pour leurs prêts. Les répondantes croyaient aussi qu'il était difficile pour une petite entreprise d'obtenir un financement. Certaines ont même dit qu'il était plus facile d'obtenir un prêt d'un montant élevé que d'un faible montant. Le financement est d'ailleurs le thème dominant des parties de l'enquête qui portent sur les problèmes, les besoins et la formation. Les femmes demandent des conseils, des renseignements et une formation sur tous les aspects des finances. Mais elles disent surtout avoir besoin d'un meilleur accès au financement.

- Les femmes qui ont dit faire face à des défis ont ajouté qu'elles avaient l'impression qu'il existait un préjugé général à l'endroit des femmes dans les affaires. Beaucoup de répondantes croyaient que c'était encore un monde d'hommes et bon nombre ont mentionné des difficultés à pénétrer la « clique des hommes ». Elles croyaient que les clients, les autres entreprises, les gouvernements et les banques préféraient traiter avec un homme. Elles ont ajouté que beaucoup de personnes croient que leur entreprise appartient à un homme. Les femmes ont l'impression de ne pas être respectées et d'être considérées comme inférieures aux hommes. Certaines entreprises et administrations intimident les femmes. On estime aussi que ces attitudes générales donnent un avantage aux hommes, surtout sur les marchés considérés comme non traditionnels pour les femmes.

- Beaucoup de femmes ont dit qu'on ne les prenait pas au sérieux et que leur pouvoir et compétences étaient souvent remis en question. Les dispensatrices de soins et artisanes sont considérées comme faisant « du travail de femmes », qui n'est pas considéré comme important.

- Les femmes doivent aussi relever le défi de diriger une entreprise tout en s'occupant de leur famille. Elles sont souvent la principale responsable de leur famille, ce qui ne fait qu'ajouter aux problèmes auxquels elles font face dans leur entreprise.

3.10. *Manières dont l'APECA pourrait aider les femmes propriétaires d'entreprise*

Environ 85 % des répondantes ont fait des commentaires et suggestions en réponse à la question sur la chose la plus importante que l'APECA pourrait faire pour aider les femmes propriétaires d'entreprise. Une répondante a résumé la plupart des réponses en affirmant : « Premièrement, accorder un financement raisonnable et deuxièmement, offrir une formation répondant aux besoins d'une personne. »

Le tiers des femmes ont demandé plus de financement sous forme de prêts, subventions et initiatives. Il s'agit de loin de la forme la plus importante d'appui que l'APECA pourrait donner aux femmes propriétaires d'entreprise. Ces dernières ont besoin de fonds pour le démarrage, l'expansion, la formation, le soutien aux nouveaux employés et le matériel. On a exprimé l'espoir que l'APECA encourage les femmes à accéder aux fonds disponibles en simplifiant le processus et en traitant les femmes d'une manière plus égalitaire et respectueuse. On avait aussi l'impression que l'APECA s'occupait des personnes qui demandent des montants considérables, de sorte qu'il est difficile pour les propriétaires de petite entreprise d'obtenir de faibles montants d'aide financière. Certaines femmes estimaient qu'il était presque impossible de se soumettre au processus de demande et que celui devait être plus convivial.

Les femmes propriétaires d'entreprise ont également demandé que l'APECA assure une formation, surtout sous forme d'ateliers en finances, en marketing et en gestion. Elles estimaient aussi utiles des séances d'information qui leur permettraient de se tenir au courant des nouveautés en affaires et des services offerts par l'APECA. L'information pourrait également être transmise sur le Web ou au moyen d'un bulletin à l'intention des petites entreprises. Les répondantes ont suggéré que d'autres propriétaires d'entreprise assurent un mentorat et un encadrement professionnel, en plus d'assurer une formation. Les séances de formation devraient être courtes, abordables et offertes à divers endroits pour être plus accessibles.

On a demandé que l'APECA se concentre davantage sur la petite entreprise et n'exclue aucun secteur, comme celui des garderies. L'Agence doit s'occuper également de toutes sortes d'entreprises ainsi que des femmes propriétaires d'entreprise. Certaines répondantes ont demandé des programmes pour différents types d'entreprises de service « plutôt que de se concentrer sur les entreprises d'exportation et d'importation ».

Les femmes estimaient que l'APECA devait apprendre à « mieux écouter », à être « plus approchable » ainsi que « plus ouverte aux besoins individuels ». Elles ont suggéré que des représentants de l'APECA passent plus de temps avec les propriétaires d'entreprise à leur lieu d'affaires pour échanger des idées et renseignements.

Certaines femmes propriétaires d'entreprise ont également demandé que l'APECA crée un programme de mentorat et de réseaux de soutien qui favoriserait l'entraide parmi les femmes. Un autre moyen d'aide important serait la facilité d'accès à l'information et la promotion par l'APECA de l'information dont elle dispose et de la manière d'y accéder. Les autres domaines dans lesquels l'APECA pourrait assurer un soutien que les répondantes ont mentionnés étaient la planification d'entreprise, l'accès aux avantages sociaux (surtout au congé parental/de maternité pour les propriétaires d'entreprise travailleuses autonomes), des allégements fiscaux pour les dispensatrices de soins et d'autres initiatives constructives comme cette enquête.

4. Résultats de la recherche secondaire

L'objectif de la recherche secondaire est de brosser un portait des femmes propriétaires d'entreprise au Canada et dans la région de l'Atlantique à partir des données disponibles. Dans la mesure du possible, les données secondaires servent à comparer les femmes propriétaires d'entreprise de la région de l'Atlantique à leurs homologues masculins de la région et aux femmes propriétaires d'entreprise à l'échelle du Canada. Les principales sources d'information utilisées dans cette section incluent les données de recensement et l'Enquête sur la population active de Statistique Canada. Des graphiques sont présentés dans le corps du texte tandis que les tableaux correspondants sont inclus à l'annexe IV.

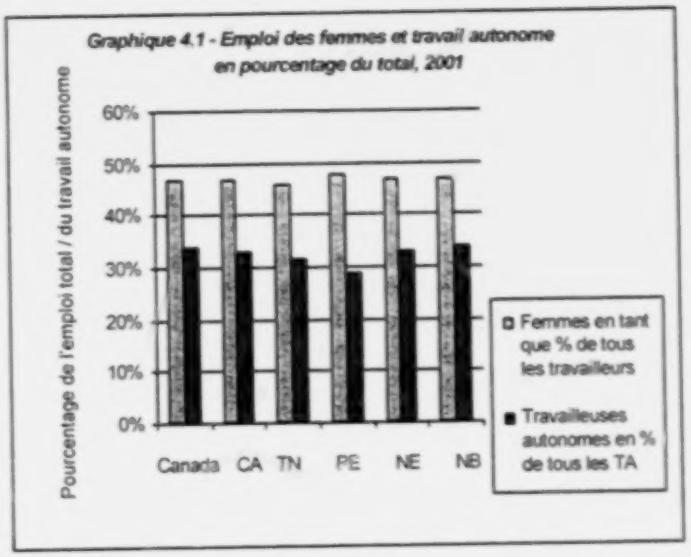
4.1. Prévalence et caractéristiques des entreprises appartenant à des femmes

Les données présentées dans cette section sont tirées de deux sources principales : l'Enquête sur la population active (EPA) et le recensement de 2001 de Statistique Canada.

L'Enquête sur la population active est une enquête-ménage réalisée chaque mois par Statistique Canada. Elle est menée auprès de 52 000 ménages de tous les coins du pays. En sont exclus les résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, les personnes vivant dans les réserves indiennes, les personnes hospitalisées, les pensionnaires des établissements de soins de longue durée et les personnes détenues dans les pénitenciers. Également exclus sont les membres à temps plein des Forces armées. Les répondants sélectionnés participent à l'enquête pendant six mois consécutifs. L'EPA fournit un vaste éventail de renseignements sur l'emploi, le chômage, le travail autonome et l'activité. Ceux qui s'intéressent au rôle des petites et moyennes entreprises dans la création d'emplois et la croissance économique suivent de près les tendances en ce qui concerne le travail autonome par secteur[4].

L'EPA est basée sur la définition suivante des travailleurs autonomes : « Les personnes de 15 ans et plus qui ont travaillé depuis le 1er janvier 2000 et dont l'emploi déclaré consistait principalement à exploiter une entreprise ou une ferme ou à exercer une profession, seules ou avec des associés. Sont comprises les personnes qui exploitent une firme à titre de propriétaire ou de locataire; celles qui travaillent comme pigistes ou à contrat pour un travail particulier (p. ex., les architectes et les infirmières privées); les personnes qui exploitent une concession de vente et de distribution directe d'articles comme des produits de beauté, des journaux, des brosses ou des articles ménagers; et celles qui font de la pêche avec du matériel qui leur appartient en propre ou dont elles sont copropriétaires. Les recensés devaient préciser si leur entreprise était ou non constituée en société et s'ils avaient ou non une aide rémunérée.»[5]

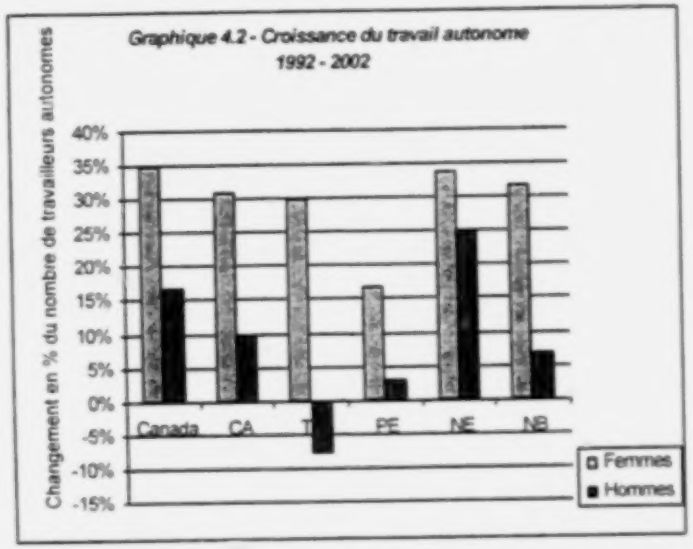
[4] http://www.statcan.ca/francais/survey/labour/labour_f.htm
[5] The 2001 Statistics Canada Census dictionary http://www.statcan.ca/francais/census2001/dict/pop023_f.htm



4.1.1. Part du travail autonome par rapport à l'emploi total

Les femmes correspondent à 47 % de la population active tant au Canada que dans les provinces de l'Atlantique d'après les données du recensement de 2001. Ce chiffre est passablement constant, variant entre 46 % à Terre-Neuve-et-Labrador et 48 % à l'Île-du-Prince-Édouard. Il n'a que légèrement augmenté depuis le recensement de 1996, lorsque les femmes correspondaient à 46 % de la population active nationale.

En 2001, les femmes représentaient 34 % des travailleurs autonomes au Canada; 33 % de ceux du Canada atlantique et de la Nouvelle-Écosse; 32 % de ceux de Terre-Neuve-et-Labrador; 29 % de ceux de l'Île-du-Prince-Édouard; 34 % de ceux du Nouveau-Brunswick. La proportion a augmenté de 2 % à l'échelle nationale et de 3 % dans la région depuis le recensement de 1996.



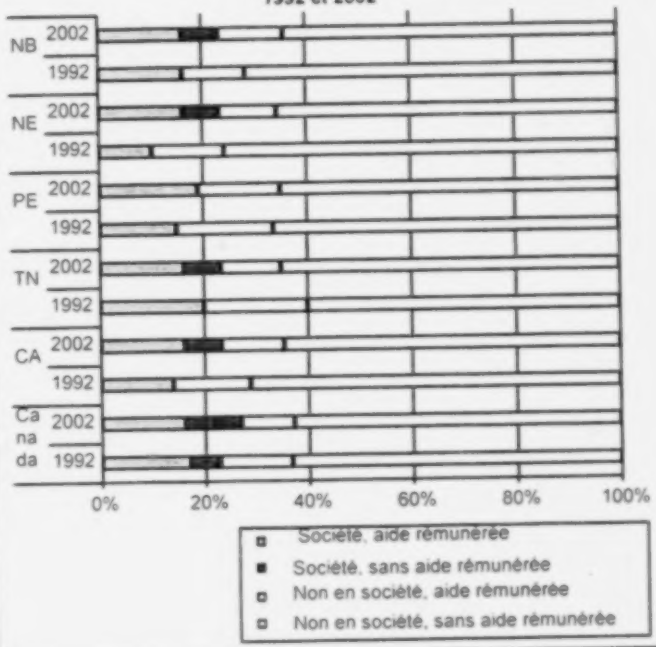
4.1.2. Croissance du travail autonome 1992-2002

Dans les années 1990, le nombre de travailleurs autonomes a beaucoup augmenté au Canada, en large partie à cause des femmes. D'après les données de l'EPA, le nombre de travailleurs autonomes au Canada a augmenté de 22 % entre 1992 et 2002. Selon une ventilation en fonction des sexes, le nombre de travailleurs autonomes à l'échelle nationale a augmenté de 34,5 % pour les femmes et 16,5 % pour les hommes. Au Canada atlantique, le nombre de travailleurs autonomes a augmenté de 17 % au cours de la même période, soit plus précisément de 31 % pour les femmes et de 10 % pour les hommes. Parmi les provinces de l'Atlantique, la Nouvelle-Écosse est celle qui a affiché le taux d'augmentation le plus élevé du nombre de travailleuses autonomes, soit 33,5 % (contre une augmentation nationale de 34,5 %).

En chiffres absolus pour la région, il y avait près de 12 000 plus de travailleuses autonomes en 2002 qu'en 1992 et 8 300 plus de travailleurs autonomes. Au cours de cette période de 10 ans, les femmes ont représenté 59 % de la croissance du nombre total des travailleurs

autonomes. Toutefois, malgré cette croissance, il y a toujours moins de travailleuses autonomes que de travailleurs autonomes. En effet, en 2002, on dénombrait au Canada atlantique 50 000 travailleuses autonomes et 89 000 travailleurs autonomes.

Graphique 4.3 - Travailleuses autonomes par catégorie, 1992 et 2002



4.1.3. Travailleurs autonomes, par sexe et par catégorie

Statistique Canada distingue quatre catégories de travailleurs autonomes, soit les travailleurs autonomes constitués en société avec une aide rémunérée; les travailleurs autonomes constitués en société sans aide rémunérée; les travailleurs autonomes non constitués en société avec une aide rémunérée; les travailleurs autonomes non constitués en société sans aide rémunéré. Cette dernière catégorie correspond essentiellement aux entreprises d'une personne. Au Canada, la moitié (50 %) de tous les travailleurs autonomes appartenaient en 2002 à la catégorie des travailleurs autonomes « non constitués en société et sans aide rémunérée ». Toutefois, si l'on fait une distinction en fonction du sexe, on constate qu'il y a au Canada plus de femmes (61 %) qui ne sont pas constituées en société et qui n'ont pas d'aide rémunérée que d'hommes (45 %).

Au Canada atlantique, la même année, 64 % des travailleuses autonomes n'étaient pas constituées en société et n'avaient pas d'aide rémunérée contre 41 % des hommes qui étaient des travailleurs autonomes.

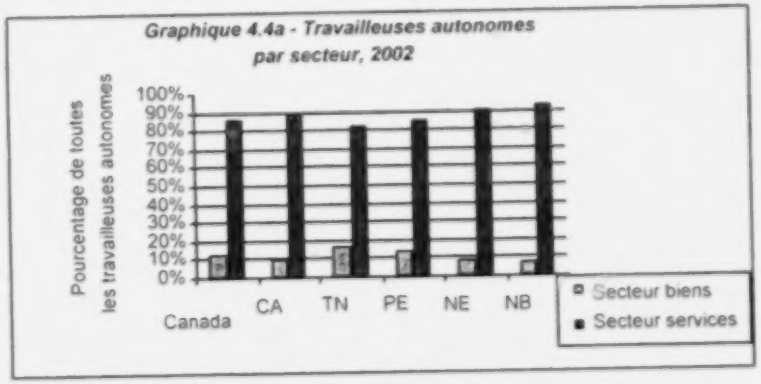
Au cours de la dernière décennie, au Canada atlantique, on a enregistré une baisse de pourcentage des travailleuses autonomes qui ne sont pas constituées en société et qui n'ont pas d'aide rémunérée (de 66 % à 64 %); le pourcentage de celles qui sont constituées en société et qui n'ont pas d'aide rémunérée est passé de 0 % à 7 %; tandis que le pourcentage de celles qui sont constituées en société et qui comptent une aide rémunérée est passé de 13 % à 16 %.

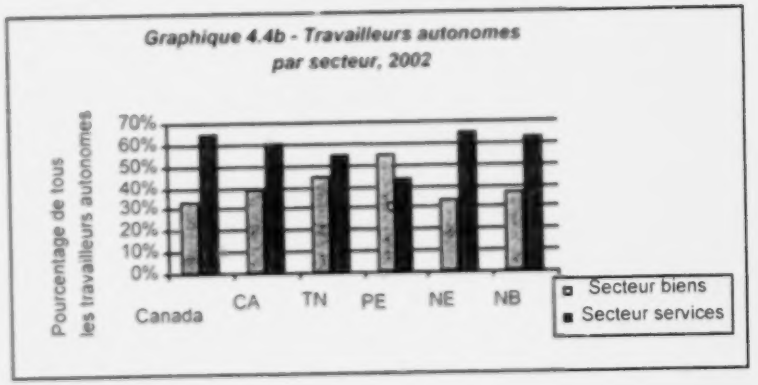
En une décennie, le pourcentage de travailleuses autonomes qui ne sont pas constituées en société et qui n'ont pas d'aide rémunérée a en fait augmenté à l'échelle nationale (passant de 58 % à 61 %) alors qu'il a diminué au Canada atlantique (tombant de 66 % à 64 %). Aux échelles tant nationale que régionale, 16 % des travailleuses autonomes étaient en 2002 constituées en société et avaient une aide rémunérée.

4.1.4. Travail autonome par industrie

Il existe une différence significative entre les genres d'industries où l'on trouve des travailleuses et des travailleurs autonomes. À l'échelle nationale, 27 % des travailleuses et travailleurs autonomes se retrouvent dans le secteur producteur de biens et 73 % dans le secteur des services. Toutefois, lorsqu'on fait la distinction selon le sexe, on constate que 34 % des travailleurs autonomes se retrouvent dans le secteur des biens et 66 % dans celui des services, contre 13 % et 87 % respectivement pour les femmes. La différence est encore plus marquée au Canada atlantique où 10 % des travailleuses autonomes se retrouvent dans le secteur des biens contre 90 % dans le secteur des services.

À l'échelle nationale, 4,7 % des travailleurs autonomes et 2,9 % des travailleuses autonomes oeuvrent dans le secteur de la fabrication, contre 4,1 % et 1,4 % respectivement au Canada atlantique. Les graphiques 4.4a et b ci-dessous montrent la différence en ce qui concerne la participation des femmes et des hommes dans les secteurs de produits et des services.



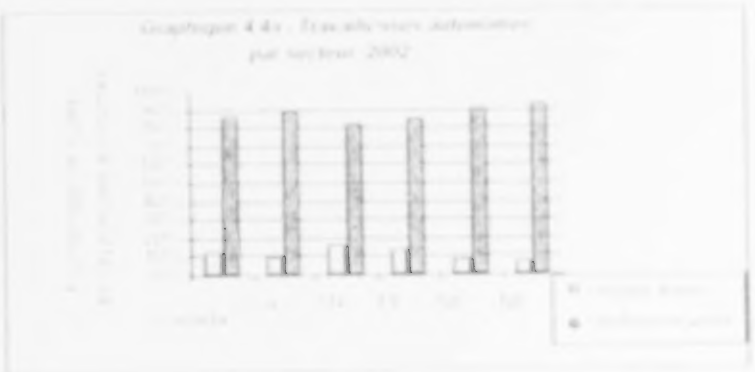


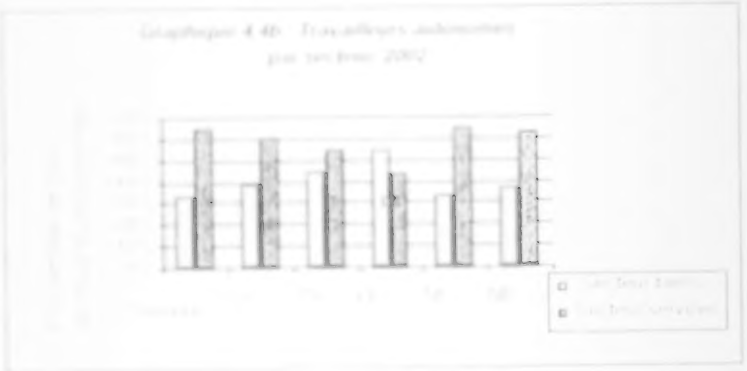
4.1.5. Travail autonome selon la profession

On constate une différence significative sur le plan de la profession entre les travailleuses et les travailleurs autonomes. Dans toutes les provinces de l'Atlantique, environ 80 % de tous les travailleurs autonomes, femmes et hommes, appartiennent à cinq catégories du système de la Classification nationale des professions (CNP). Celles-ci incluent : A – Gestion; B – Affaires, finances et administration; G - Ventes et services; H – Métiers, transports et machinerie et professions apparentées; I – Secteur primaire. Les quatre graphiques de la page suivante présente la participation relative à chacune de ces catégories des travailleurs autonomes, femmes et hommes.

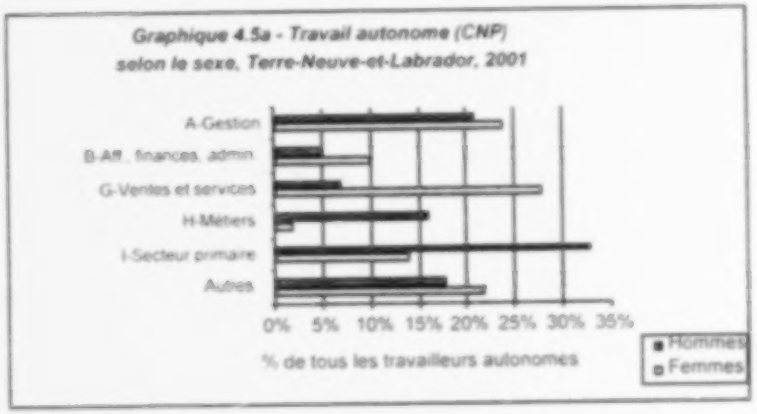
À Terre-Neuve-et-Labrador, la plus grande proportion des travailleuses autonomes (28 %) exercent des professions de ventes et de services, contre 7 % des hommes, suivie de professions de gestion (24 %), contre 21 % des hommes travailleurs autonomes. La plus grande proportion des hommes travailleurs autonomes (33 %) exercent des professions du secteur primaire, alors que 14 % des travailleuses autonomes appartiennent à cette catégorie.

4.1.4 Travail autonome par industrie

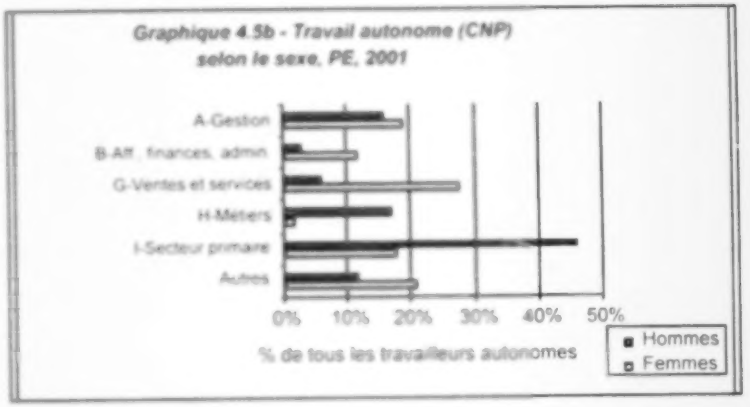




À l'Île-du-Prince-Édouard, la plus grande proportion des travailleuses autonomes (28 %) travaillent également dans les ventes et les services, contre 6 % des travailleurs autonomes, encore une fois suivie des professions de gestion (19 %), contre 16 % des hommes. Comme on peut s'y attendre, 46 % des travailleurs autonomes de sexe masculin exercent des professions dans le secteur primaire.



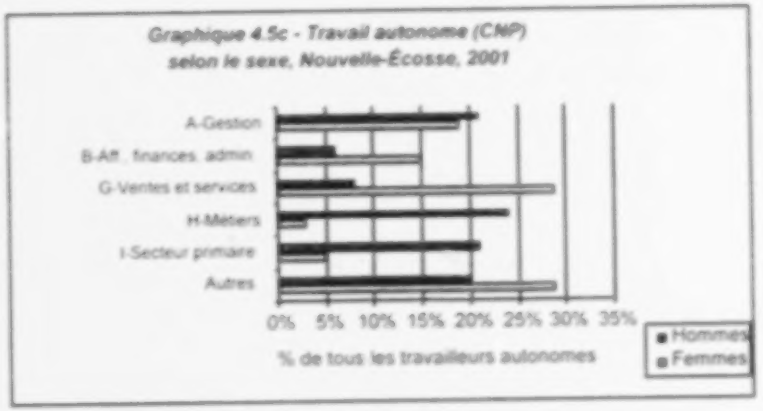
Graphique 4.5a - Travail autonome (CNP) selon le sexe, Terre-Neuve-et-Labrador, 2001

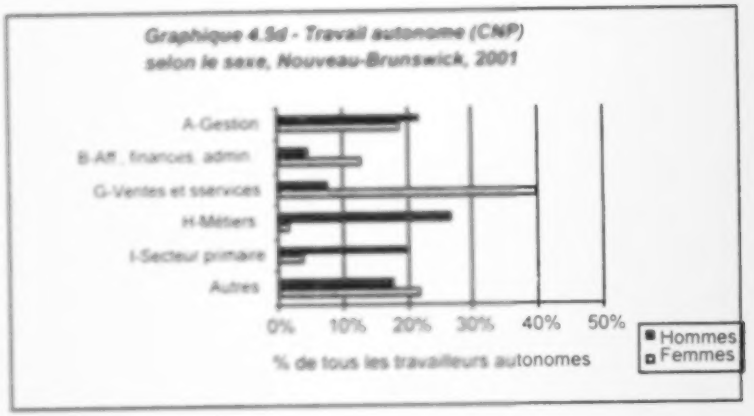


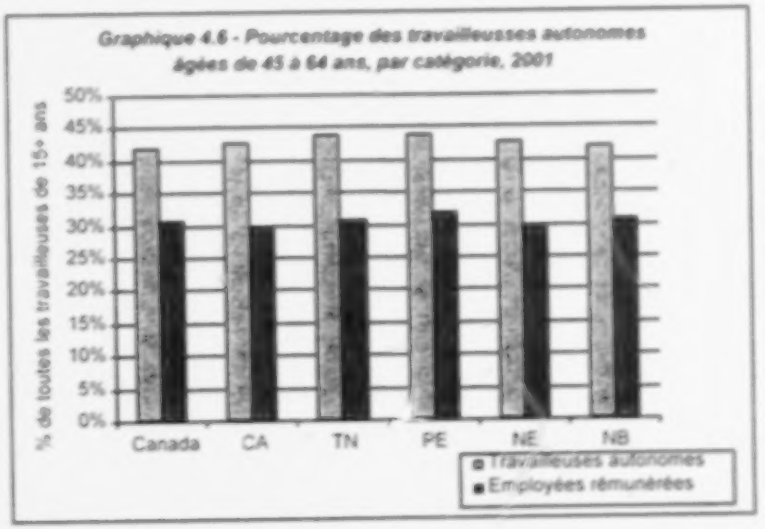
Graphique 4.5b - Travail autonome (CNP) selon le sexe, PE, 2001

En Nouvelle-Écosse, 29 % des travailleuses autonomes exercent des professions de ventes et de services et 29 % d'« autres » professions (ce qui inclut C – Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés; D – Secteur de la santé; E – Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion; F – Arts, culture, sport et loisirs; J – Transformation et fabrication). En Nouvelle-Écosse, la plupart des hommes qui sont des travailleurs autonomes (24 %) travaillent dans le domaine des métiers et cela est suivi des professions en gestion et dans le secteur primaire (21 % pour chaque).

Au Nouveau-Brunswick, 40 % des travailleuses autonomes exercent des professions de ventes et de services, contre 8 % des hommes, tandis que 22 % exercent d'« autres » professions et 19 %, des professions de gestion (alors que 18 % des hommes exercent d'« autres » et 22 %, des professions en gestion). Dans cette province, la plupart des travailleurs autonomes de sexe masculin (27 %) travaillent dans le domaine des métiers.





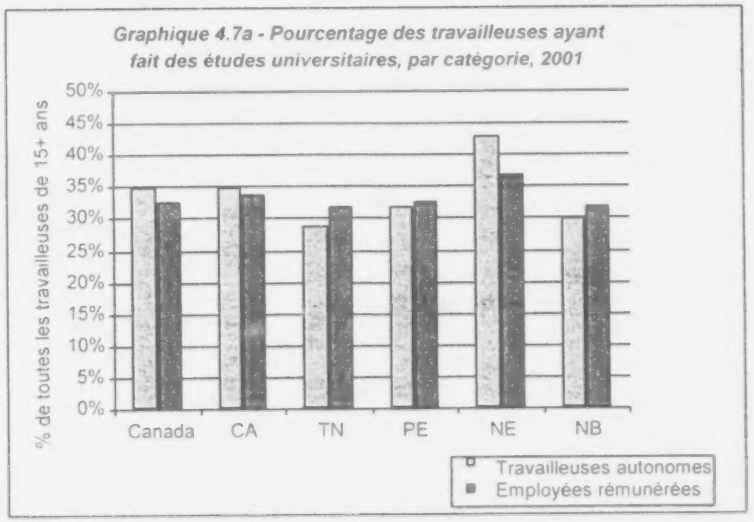


4.1.6. Travail autonome selon l'âge

Les travailleuses autonomes tendent à être plus âgées que les autres femmes qui font partie de la population active. Ainsi, pour l'ensemble du Canada, 42 % des travailleuses autonomes appartenaient à la tranche d'âge des 45 à 64 ans, contre 31 % des femmes rémunérées dans la population active (c.-à-d., des employés qui touchent un traitement, un salaire, des pourboires ou une commission). L'écart est légèrement plus grand dans la région de l'Atlantique où 43 % des travailleuses autonomes sont âgées de 45 à 64 ans, contre 30 % des femmes faisant partie de la population active rémunérée.

Comme on peut le voir au graphique 4.6, la tendance dans chacune des provinces de l'Atlantique correspond étroitement à la situation nationale.

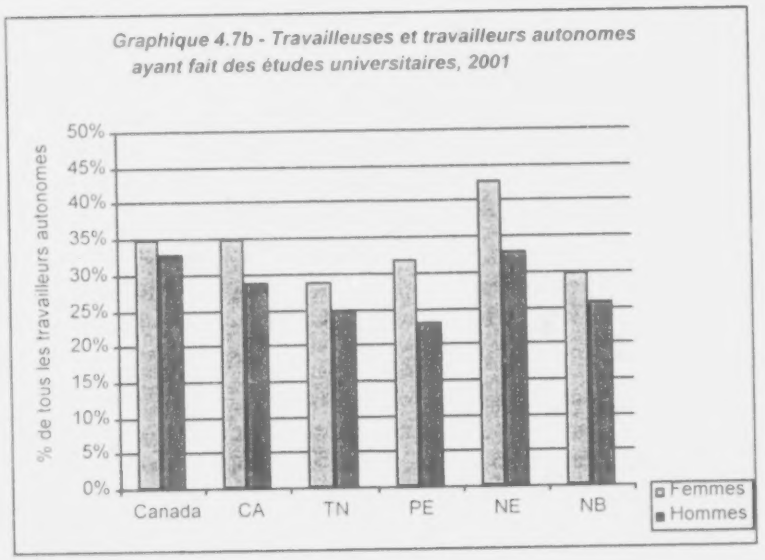
Graphique 4.7a - Pourcentage des travailleuses ayant fait des études universitaires, par catégorie, 2001



4.1.7. Travail autonome selon la scolarité

Nous avons comparé sur le plan de la scolarité les travailleuses autonomes et les femmes faisant partie de la population active rémunérée et avons constaté que l'écart est moins significatif que dans le cas de l'âge. Au Canada, 35 % des travailleuses autonomes ont fréquenté l'université (sans nécessairement obtenir un diplôme), contre 33 % des femmes faisant partie de la population active rémunérée.

Au Canada atlantique, 35 % des travailleuses autonomes ont aussi fréquenté l'université contre 34 % des femmes faisant partie de la population active rémunérée. Si l'on fait une distinction selon la province, on constate qu'un peu plus de femmes salariées que de travailleuses autonomes ont fréquenté l'université dans trois des quatre provinces : 32 % des travailleuses salariées contre 29 % des travailleuses autonomes à Terre-Neuve-et-Labrador; 33 % contre 32 % à l'Île-du-Prince-Édouard; 32 % contre 30 % au Nouveau-Brunswick. La seule exception est la Nouvelle-Écosse où les travailleuses autonomes ont plus d'années de scolarité que les femmes faisant partie de la population active rémunérée, soit 43 % contre 37 %.



Une comparaison entre les travailleuses autonomes et les travailleurs autonomes révèle qu'une plus forte proportion des premières, tant à l'échelle nationale que dans la région de l'Atlantique, ont fréquenté l'université ou ont obtenu un diplôme universitaire.

Tant à l'échelle du Canada que dans la région de l'Atlantique, comme le révèle le graphique 4.7b, 35 % des travailleuses autonomes ont fait des études universitaires. Pour les hommes, la proportion est de 33 % à l'échelle du Canada et de 29 % pour la région de l'Atlantique.

Dans toutes les provinces de l'Atlantique, la proportion de travailleurs autonomes qui ont fréquenté l'université est plus élevée du côté des femmes que du côté des hommes. La différence est particulièrement marquée en Nouvelle-Écosse où 43 % des travailleuses autonomes contre 33 % des travailleurs autonomes ont fait des études universitaires.

Ces résultats sont significatifs parce que nous savons que le taux de participation à des programmes de formation et d'éducation pour adultes tend à augmenter en fonction du niveau de scolarité.

4.2. Exportation

La meilleure source d'information sur les Canadiennes et l'exportation est sans doute une étude de recherche menée en 1999 par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)[6]. Cette étude a fourni une information nouvelle sur les quelque 10 000 à 26 000 petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes qui exportent et qui appartiennent à des femmes. Le cadre de référence de l'étude prévoyait que les PME interrogées emploient moins de 500 personnes, qu'elles exportent ou qu'elles envisagent d'exporter et qu'elles incluent au moins une femme parmi les propriétaires de l'entreprise commerciale participant activement à la direction de l'entreprise et ayant le pouvoir de prendre des décisions d'affaires, notamment en ce qui a trait à l'exportation. Les données ont été obtenues au moyen de questionnaires détaillés à renvoyer par télécopieur (12 % venaient du Canada atlantique) remplis par des femmes propriétaires d'entreprise admissibles (parmi celles-ci, 165 répondantes ont été considérées comme des exportatrices actives tandis que 89 envisageaient d'exporter), de 54 entrevues téléphoniques approfondies et de groupes de discussion exploratoire tenus à Magog (Québec). L'équipe de recherche a également consulté 22 exportatrices d'expérience au moyen de séances de groupes de discussion organisées à Toronto, Calgary et Vancouver et de conversations téléphoniques directes avec des femmes propriétaires d'entreprise à Halifax. Voici quelques-unes des principales constatations :

[6] *Par-delà les frontières: Les femmes d'affaires canadiennes et le commerce international*, Equinox Management Consultants Ltd., 1999.

- Les Canadiennes vendent leurs produits et services partout dans le monde. Les États-Unis sont leur plus grand débouché puisque 74 % des exportatrices y effectuent des ventes. Soixante pour cent des exportatrices déclarent effectuer des ventes en Asie et 58 % , en Europe. Les exportatrices actives réalisent près de 40 % de leurs ventes sur les marchés extérieurs.

- Les PME appartenant à des femmes et axées sur l'exportation veulent prendre de l'expansion. Ces femmes évaluent leur succès en fonction de leur rendement financier, de l'expansion de leur entreprise et de la reconnaissance que leur témoignent leurs clients. Elles se lancent sur le marché mondial pour augmenter leurs ventes. Les exportatrices se fixent des objectifs de croissance élevés et espèrent ainsi augmenter leur chiffre d'affaires et leurs ventes à l'exportation de plus de 50 % en l'espace de deux ans. Elles comptent également augmenter leur effectif de 33 %.

- Les exportatrices sont des gestionnaires chevronnées. Les exportatrices actives ont en moyenne 15 ans d'expérience dans le secteur des exportations. Plus de 70 % des femmes interrogées possèdent un diplôme collégial ou universitaire, et environ 30 % parlent plus d'une langue.

- Les exportatrices actives veulent être prises au sérieux. Les trois quarts des femmes interrogées qui sont propriétaires d'une entreprise estiment que leur condition féminine a une incidence sur leurs activités d'exportation. Des entretiens téléphoniques approfondis avec 54 répondantes ont révélé que leur sexe influe non seulement sur les défis qui attendent les femmes dans le secteur des exportations, mais aussi sur la façon dont elles dirigent leur entreprise. Pour plusieurs d'entre elles, le plus grand défi est le monde des affaires, aussi bien à l'étranger qu'au Canada, qui ne les prend pas suffisamment au sérieux.

Il existe des preuves contradictoires au sujet du pourcentage d'entreprises au Canada qui s'occupent d'exportation. L'auteur de l'étude précitée mentionne par exemple une étude récente et de grande échelle (Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, 1997) selon laquelle environ 15 % des petites et moyennes entreprises au Canada exportent. L'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2000*, publiée par Statistique Canada en 2002, révèle cependant que 10,6 % des répondants à l'échelle nationale étaient des exportateurs, que 7,6 % des entreprises appartenant à une femme (51 %+) exportaient contre 10,9 % des entreprises appartenant entièrement à des hommes. Au Canada atlantique, 9 % de l'ensemble des entreprises exportent, soit 7,3 % des entreprises appartenant à des femmes contre 9,7 % des entreprises appartenant entièrement à des hommes. Cette étude renvoie toutefois à une étude antérieure, menée par Thompson Lightstone & Company Limited[7], selon laquelle 15 % des PME exporteraient.

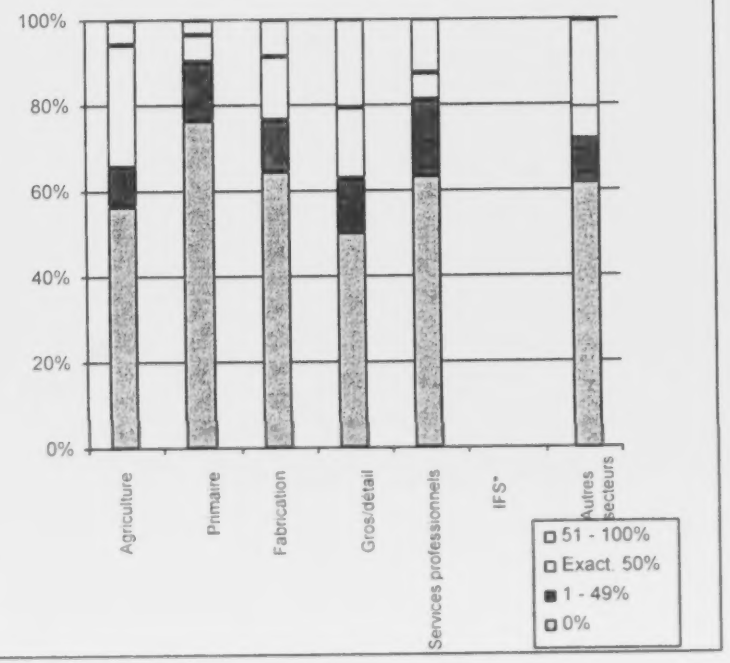
4.3. Accès au financement

Les statistiques présentées dans cette section sont tirées de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2000*, publiée par la Division des enquêtes spéciales et auprès des petites entreprises de Statistique Canada en 2002. Ces statistiques sont basées sur les réponses données à une entrevue téléphonique qui a été administrée à un échantillon de 11 000 PME, dont 1 398 se trouvaient dans la région de l'Atlantique, à l'automne 2001. Les résultats sont représentatifs d'entreprises comptant entre 0 et 499 employés équivalents temps plein qui étaient opérationnelles en 2000 et qui étaient toujours en exploitation au moment de l'entrevue. Les sociétés de financement et de location, les coopératives, les filiales, les organismes à but non lucratif, les bureaux gouvernementaux, les écoles, les hôpitaux et d'autres organismes du

[7] Thompson Lightstone & Company Limited. *Les PME au Canada: Énoncé de leurs besoins, de leurs attentes et de leur satisfaction envers les institutions financières*, 1998.

secteur public ont été exclus. Les entrepreneurs qui avaient lancé une entreprise mais qui avaient échoué ont également été exclus de l'Enquête. Statistique Canada compte répéter cette enquête dans l'avenir.

Graphique 4.8 - Entreprises appartenant à des femmes, selon l'industrie, provinces de l'Atlantique



Parmi les entreprises interrogées au Canada atlantique, 59,3 % ne comptaient aucune femme parmi les propriétaires. Les femmes étaient propriétaires de 51 à 100 % de 15,5 % des entreprises interrogées, propriétaires à exactement 50 % de 12,8 % des entreprises et propriétaires de 1 à 49 % de 12,5 % des entreprises incluses dans l'enquête.

Le graphique ci-contre présente une ventilation des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique, selon l'industrie.

- La plus forte proportion des entreprises appartenant à des femmes (51-100 %) était dans le secteur de la vente de gros/de détail (20,8 %), suivie des autres services (18,7 %) et des services professionnels (12,4 %).

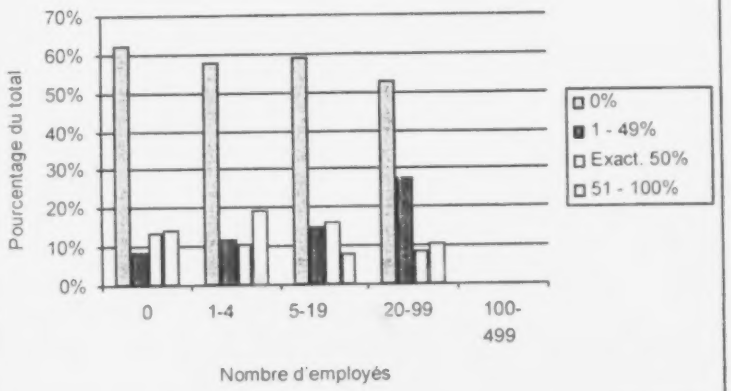
- Seulement 5,9 % des entreprises appartenant à des femmes étaient dans le secteur de l'agriculture, contre 28,2 % des entreprises appartenant pour 50 % à des femmes.

- Seulement 8,6 % des entreprises appartenant à des femmes étaient dans le secteur de la fabrication, contre 15 % des entreprises appartenant pour exactement 50 % à des femmes et 64,7 % des entreprises ne comptant aucune femme parmi les propriétaires.

- Pour des raisons de confidentialité (nombre insuffisant de réponses), nous ne pouvons pas produire de données pour les industries fondées sur le savoir (IFS).

- Pour l'ensemble du Canada, la plus forte proportion d'entreprises appartenant pour 51 à 100 % à des femmes était aussi dans le secteur du commerce de gros/de détail (23,9 %), suivie des services professionnels (23,4 %) et des autres services (14,6 %). Parmi les entreprises canadiennes appartenant à des femmes, 11,5 % se trouvaient dans l'économie du savoir et 13,2 % dans le secteur de la fabrication.

Graphique 4.9 - Entreprises appartenant à des femmes, selon le nombre d'employés, provinces de l'Atlantique



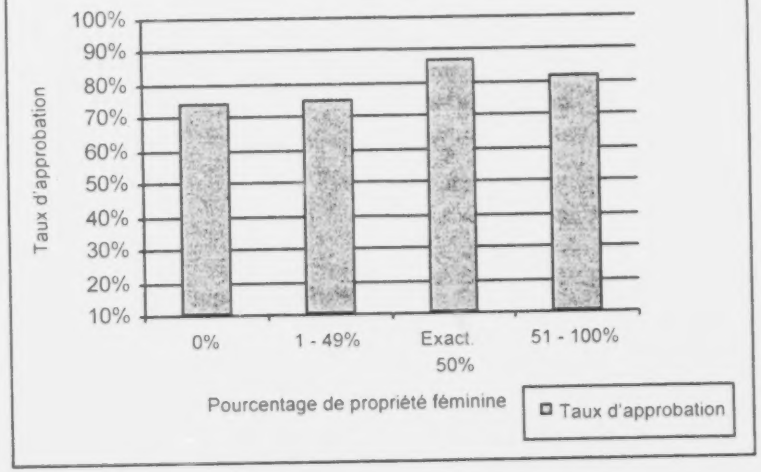
Le graphique 4.9 présente une ventilation des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique en fonction du nombre d'employés.

- Les entreprises appartenant à des femmes se classent surtout dans la catégorie 1-4 employés (19,4 %). Quant aux entreprises appartenant à 51 % ou plus à des femmes, 10,5 % comptaient de 20 à 99 employés. Très peu d'entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique comptent plus de 100 employés.

- Parmi les entreprises ne comptant aucun employé (sauf le propriétaire), 62,6 % ne comptaient aucune femme parmi les propriétaires tandis que 14,8 % appartenaient à 51-100 % à des femmes, 13,9 % appartenaient à des femmes dans une proportion d'exactement 50 % et 8,7 % appartenaient à des femmes dans une proportion de 1-49 %.

- À l'échelle du Canada, les entreprises appartenant pour 51 à 100 % à des femmes se situaient aussi principalement dans la catégorie 1-4 employés (16,2 %), ce qui était suivi de la catégorie « aucun employé » (15,1 %). Aussi à l'échelle nationale, 9,5 % des entreprises appartenant à des femmes comptaient de 20 à 99 employés tandis que 4,3 % comptaient entre 100 et 499 employés.

Graphique 4.10 - Taux d'approbation des demandes de financement par emprunt, entreprises de femmes, provinces de l'Atlantique

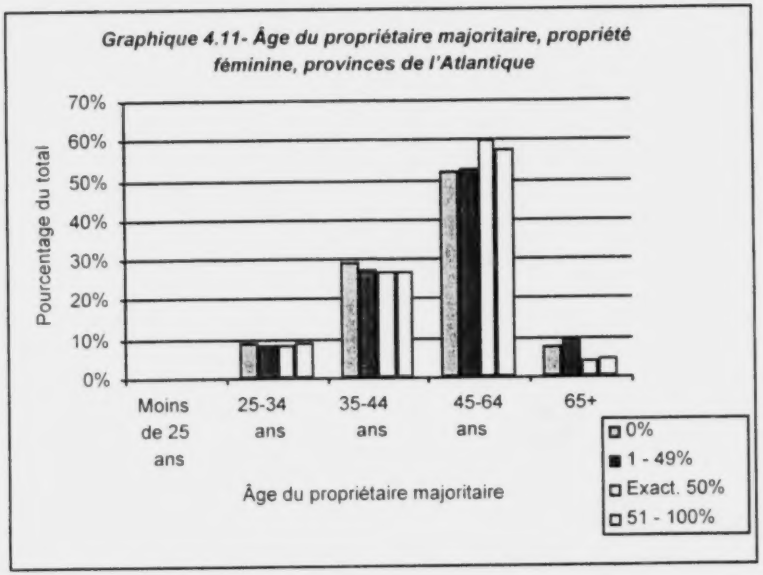


On a demandé aux répondants si l'entreprise ou ses propriétaires avaient demandé un crédit nouveau ou additionnel à des fins commerciales à un créancier quelconque en 2000. Les répondants devaient tout d'abord dire s'ils avaient demandé un financement par emprunt puis s'ils avaient demandé un financement par participation ou des contributions non remboursables. Ils devaient également indiquer si leur demande avait été approuvée. Au Canada atlantique, l'enquête a inclus 398 entreprises qui avaient demandé un financement.

- Au Canada atlantique, 24,6 % des entreprises appartenant à des femmes avaient demandé un financement par emprunt, contre 37,5 % des entreprises appartenant à exactement 50 % à des femmes et 26,2 % des entreprises sans femmes parmi les propriétaires. Parmi ces entreprises, 82,2 % des demandes présentées par des entreprises appartenant à des femmes ont été approuvées, contre 87,3 % de celles des entreprises appartenant pour exactement 50 % à des femmes et 74,5 % de celles des entreprises ne comptant aucune femme parmi les propriétaires. Pour l'ensemble de la région de l'Atlantique, 78,1 % des PME ont obtenu l'approbation de leur demande de financement par emprunt.

- Les taux d'approbation pour le financement par emprunt étaient semblables à ceux pour l'ensemble du Canada dans chaque catégorie, sauf pour les entreprises qui ne comptaient aucune femme parmi les propriétaires et pour lesquelles les taux d'approbation étaient de 4 % plus élevés. Au Canada atlantique, il y a eu peu de demandes de financement par participation.

Graphique 4.11- Âge du propriétaire majoritaire, propriété féminine, provinces de l'Atlantique



L'enquête renfermait une question au sujet de l'âge du propriétaire ou de l'actionnaire majoritaire de l'entreprise.

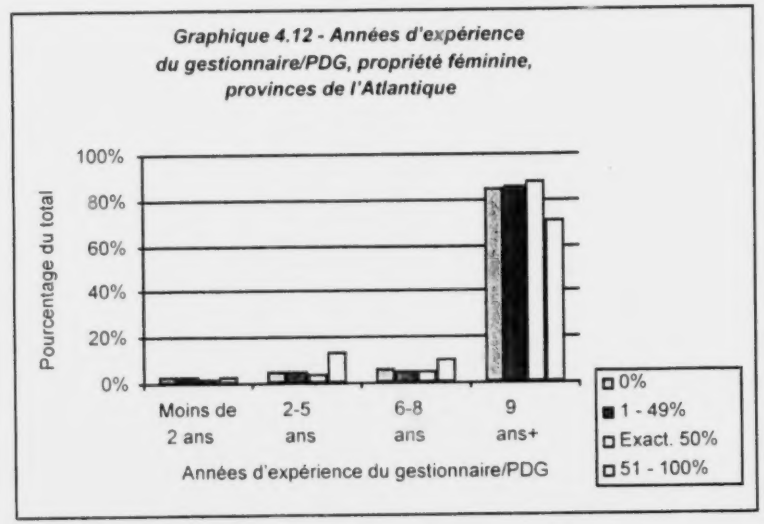
• Au Canada atlantique, 57,7 % des femmes propriétaires d'une entreprise étaient âgées de 45 à 64 ans et 27,1 %, de 35 à 44 ans.

• En ce qui concerne les entreprises appartenant exactement pour moitié à des femmes, 59,9 % des propriétaires étaient âgés de 45 à 64 ans tandis que dans les entreprises dont aucun propriétaire n'était une femme, 52,4 % des propriétaires appartenaient à ce groupe d'âge.

• Comme le graphique à gauche le révèle, la plupart des propriétaires d'entreprise sont âgés de 45 à 65 ans, et cela est suivi de la catégorie des 35 à 44 ans.

• Pour l'ensemble du Canada, 49,5 % des femmes qui sont propriétaires majoritaires d'une entreprise sont âgées de 45 à 64 ans (57,7 % au Canada atlantique), tandis que 31 % sont âgées de 35 à 44 ans (27 % au Canada atlantique). Dans la région de l'Atlantique, les FPE tendent à être plus âgées qu'à l'échelle du Canada et que les hommes propriétaires d'entreprise de la région.

Graphique 4.12 - Années d'expérience du gestionnaire/PDG, propriété féminine, provinces de l'Atlantique



Les répondantes devaient également indiquer le nombre d'années d'expérience en gestion que le directeur ou PDG de l'entreprise avait dans l'industrie de celle-ci en décembre 2000.

• Au Canada atlantique, parmi les entreprises appartenant à des femmes, 3 % comptaient des gestionnaires ayant moins de deux ans d'expérience, 14 %, des gestionnaires ayant de deux à cinq ans d'expérience, 10,7 %, des gestionnaires ayant de six à huit ans d'expérience, et 71,5 %, des gestionnaires ayant au moins neuf ans d'expérience.

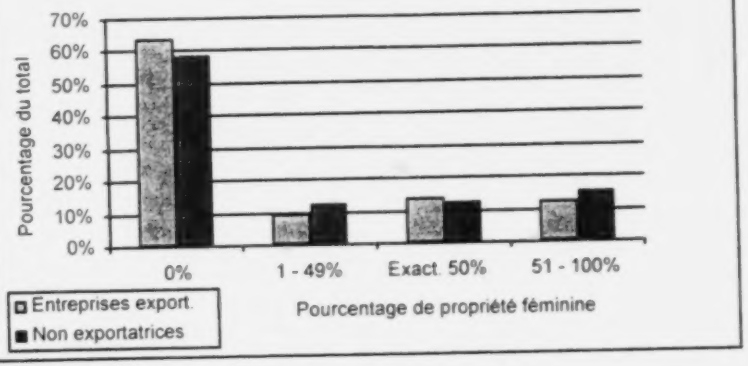
• Parmi les entreprises appartenant exactement pour moitié à des femmes, 88,6 % des gestionnaires ou PDG avaient au moins neuf ans d'expérience.

• Parmi les entreprises appartenant à des hommes, 85 % comptaient des gestionnaires ayant au moins neuf ans d'expérience. Cela signifie qu'une plus grande proportion d'entreprises appartenant à un homme et une femme avait un gestionnaire comptant plus de neuf ans

d'expérience comparativement aux entreprises appartenant uniquement à des hommes.

• À l'échelle nationale, une plus forte proportion d'entreprises appartenant à des femmes (75,5 % contre 71,6 % au Canada atlantique) avait un gestionnaire ou un PDG ayant au moins neuf ans d'expérience. (Voir le tableau 4.12b à l'Annexe IV)

Graphique 4.13 - Entreprises exportatrices, selon la propriété féminine, provinces de l'Atlantique



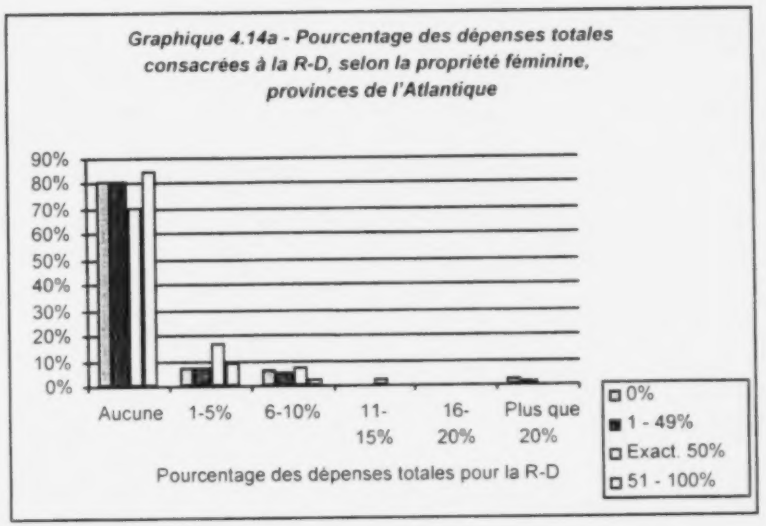
Les répondants devaient indiquer s'ils exportaient ou n'exportaient pas.

• Au Canada atlantique, 12,6 % des entreprises qui ont dit exporter appartenaient majoritairement à des femmes. En outre, 13,9 % appartenaient exactement pour moitié à des femmes, 9,9 % appartenaient à des femmes dans une proportion de 1-49 %, tandis que 63,7 % ne comptaient aucune femme parmi leurs propriétaires.

• Parmi les entreprises qui ont dit ne pas exporter, 15,9 % appartenaient majoritairement à des femmes. En outre, 12,5 % appartenaient exactement pour moitié à des femmes, tandis que 12,7 % appartenaient à des femmes dans une proportion de 1-49 %; 59 % des entreprises ne comptaient aucune femme parmi les propriétaires.

• Parmi les entreprises canadiennes qui ont dit exporter, 10,8 % appartenaient majoritairement à des femmes (contre 12,6 % au Canada atlantique). En outre, 17,9 % appartenaient à exactement pour moitié à des femmes; 14,3 % appartenaient à des femmes dans un proportion de 1-49 %, tandis que 57 % n'avaient aucune forme de propriété féminine.

Graphique 4.14a - Pourcentage des dépenses totales consacrées à la R-D, selon la propriété féminine, provinces de l'Atlantique



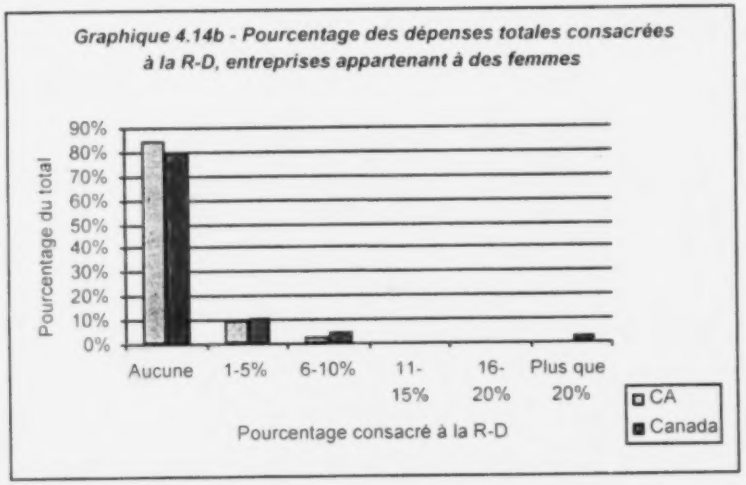
Les entreprises devaient indiquer le pourcentage de leurs dépenses totales consacrées à la recherche-développement pour des produits, services et procédés.

- 85,2 % des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique n'ont consacré aucune somme à la R-D, contre 71,3 % des entreprises appartenant exactement pour moitié à des femmes et 81,2 % des entreprises appartenant exclusivement à des hommes. Dans l'ensemble, 81 % des répondants du Canada atlantique ne consacraient aucune somme à la R-D.

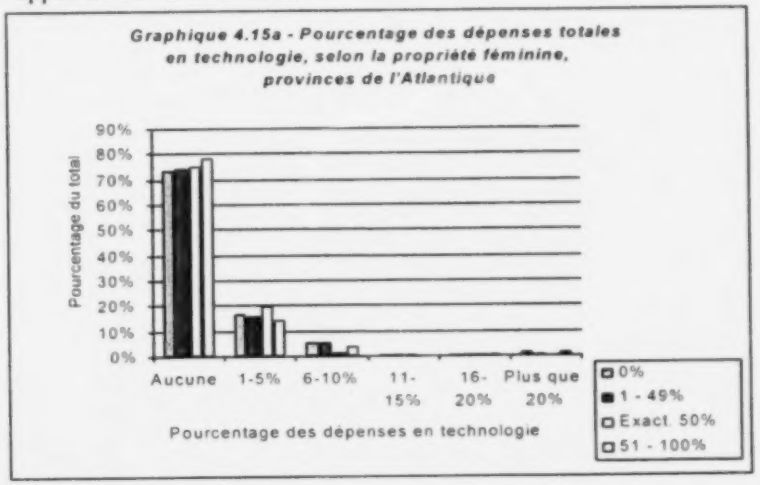
- Au Canada atlantique, 10 % des entreprises appartenant à des femmes ont dit consacrer de 1 à 5 % de leurs dépenses totales à la R-D, comparativement à 9,5 % de tous les répondants du Canada atlantique.

- À l'échelle du Canada, 79,6 % des entreprises appartenant à des femmes n'ont consacré aucune somme à la R-D (contre 85,2 % au Canada atlantique) tandis que 10,7 % ont consacré de 1 à 5 % de leurs dépenses totales à la R-D (contre 10 % au Canada atlantique). Le graphique 4.14b est une comparaison entre la région de l'Atlantique et le Canada sur le plan des dépenses au chapitre de la R-D des entreprises appartenant à des femmes.

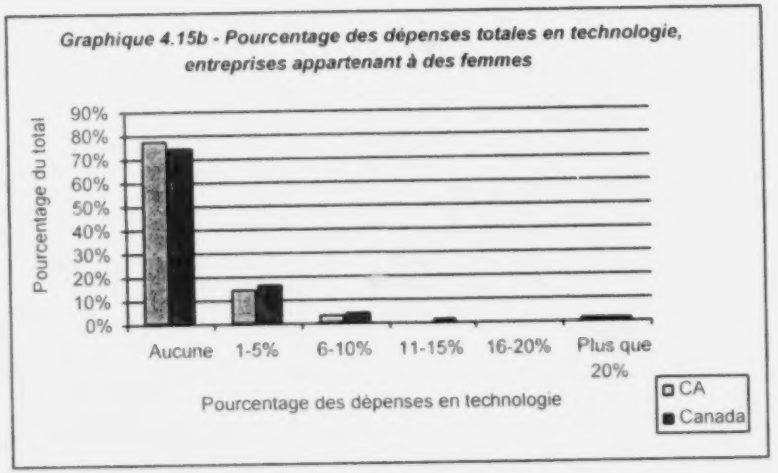
Graphique 4.14b - Pourcentage des dépenses totales consacrées à la R-D, entreprises appartenant à des femmes



Graphique 4.15a - Pourcentage des dépenses totales en technologie, selon la propriété féminine, provinces de l'Atlantique



Graphique 4.15b - Pourcentage des dépenses totales en technologie, entreprises appartenant à des femmes



Les répondantes devaient également indiquer le pourcentage de leurs dépenses totales consacrées à l'achat et aux permis de technologie.

• Au Canada atlantique, 78,5 % des entreprises appartenant à des femmes ont dit ne faire aucune dépense pour l'achat de technologie, contre 75,3 % des entreprises appartenant exactement pour moitié à des femmes et 73,6 % des entreprises appartenant exclusivement à des hommes.

• Comme le graphique 4.15a le révèle, la grande majorité des répondantes n'ont consacré aucun investissement ou alors très peu pour l'acquisition de technologie.

• Dans l'ensemble, 75 % des PME au Canada atlantique n'ont rien dépensé pour l'achat de technologie, contre 73 % des entreprises à l'échelle nationale.

• Le graphique 4.15b compare la région de l'Atlantique à l'ensemble du Canada quant aux dépenses des entreprises appartenant à des femmes. Au Canada atlantique, 78,5 % des entreprises appartenant à des femmes n'ont rien dépensé au chapitre de la technologie, contre 75,2 % à l'échelle nationale; 14,9 % ont consacré de 1 à 5 % de leur budget à la technologie, contre 16,6 % à l'échelle nationale; 1,7 % ont consacré plus de 20 % de leur budget à la technologie, contre 1,6 % à l'échelle nationale.

4.4. Participation des femmes à des programmes en science, en mathématique et en technologie

L'analyse de situation réalisée avant le lancement de l'Initiative Femmes en affaires[8] a révélé que les femmes s'impliquaient de plus en plus dans l'économie du savoir tant comme utilisatrices que comme créatrices de la technologie nouvelle. Elle renvoyait à une étude d'Industrie Canada qui signalait que les femmes avaient accru leur part du travail autonome dans plusieurs secteurs de haute technologie comme la publicité, les conseils en affaires, les services sociaux en dehors d'institutions, la comptabilité et la tenue de livres et les services agricoles. L'utilisation de l'ordinateur en particulier ouvre de nouveaux débouchés pour les femmes dans le domaine du cybercommerce, de la création de réseaux et de l'accès à l'information. On signalait toutefois dans le document plusieurs lacunes importantes qui persistaient. On y faisait notamment observer qu'il y avait un manque de femmes propriétaires et gestionnaires en technologie de l'information (TI) et un manque d'appui pour les femmes en TI. Le nombre de femmes qui s'inscrivent à des programmes techniques (c.-à-d., en informatique et en génie) est en réalité en baisse, et le taux d'abandon est élevé, même si la TI représente un débouché important pour les entrepreneures. Dans cette section, nous examinerons brièvement les données actuelles sur l'inscription et l'obtention de diplômes par les femmes dans certains programmes collégiaux et universitaires.

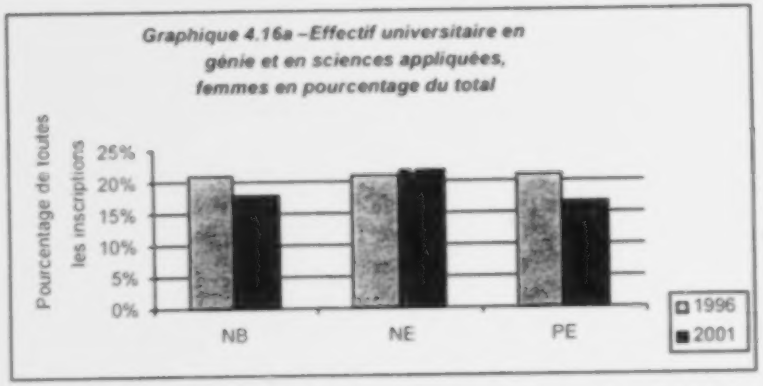
4.4.1. Effectifs et obtentions de diplômes universitaires

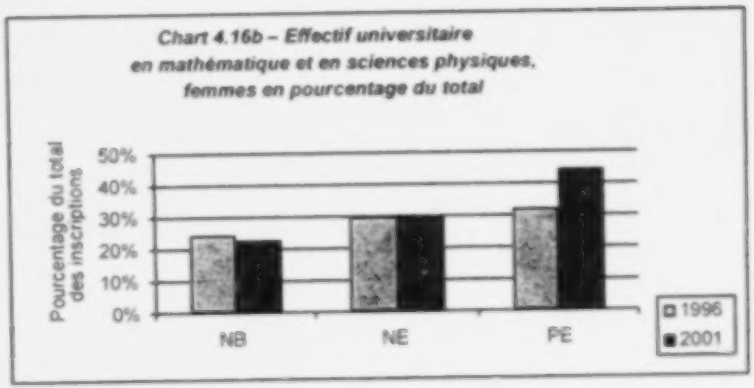
Les deux graphiques ci-dessous permettent de voir l'effectif dans des programmes de génie et de sciences appliquées (gauche) et de mathématique et de sciences physiques (comprenant les sciences informatiques) à des universités de l'Atlantique pour 1996 et 2001[9]. (Pour l'Université Memorial de Terre-Neuve, les statistiques étaient disponibles uniquement pour 2000 et 2002 et ne sont pas incluses ici.) Comme les graphiques le révèlent, l'effectif dans les programmes de génie et de sciences appliquées a diminué au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard au cours de cette période de cinq ans et a augmenté en Nouvelle-Écosse. Les femmes représentent toujours moins de 25 % de l'effectif total dans ce domaine au Canada atlantique. L'effectif des femmes en mathématique et en sciences physiques a aussi diminué au cours de cette période au Nouveau-Brunswick, est demeuré stable en Nouvelle-Écosse et a augmenté à l'Île-du-Prince-Édouard. Les femmes correspondent à une proportion légèrement plus forte de l'effectif dans ce domaine que de celui du génie et des sciences appliquées.

---

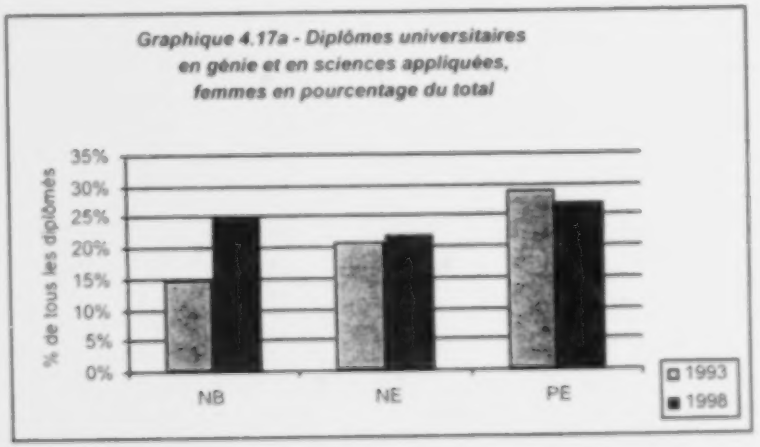
[8] *Women Entrepreneurs: Challenges to Business Start-up and Growth*, analyse situationnelle préparée pour l'APECA, décembre 2000.

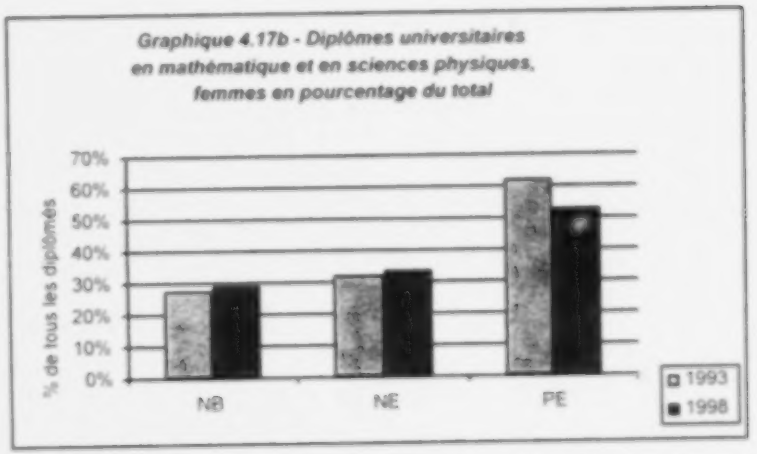
[9] Les sciences appliquées incluent des sujets comme l'architecture et le génie (chimique, civil, électrique, mécanique). Les sciences physiques incluent les sciences qui portent sur l'énergie ou la matière inanimée, les disciplines incluent la physique, la chimie, la géologie, etc. (Source : Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes)





Les graphiques 4.17a et b montrent l'obtention de diplômes dans les mêmes deux disciplines d'universités des provinces de l'Atlantique en 1993 et 1998. Le nombre de femmes, en tant que pourcentage du nombre total de diplômés en génie et en sciences appliquées, a diminué légèrement ces deux années à l'Île-du-Prince-Édouard et a augmenté dans les deux autres provinces. En mathématique et en sciences physiques, le nombre de femmes en tant que pourcentage du nombre total de diplômés a augmenté légèrement au cours de cette période dans toutes les provinces sauf une.

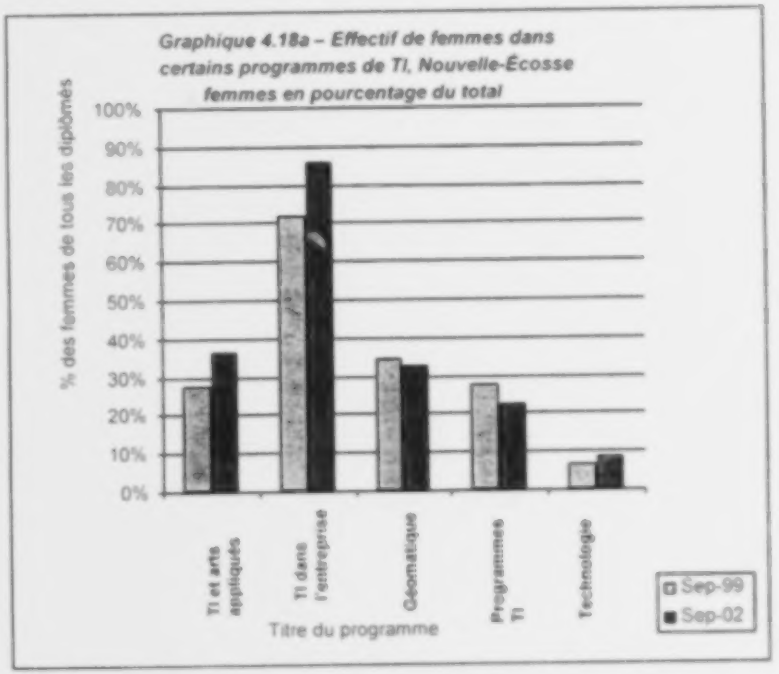


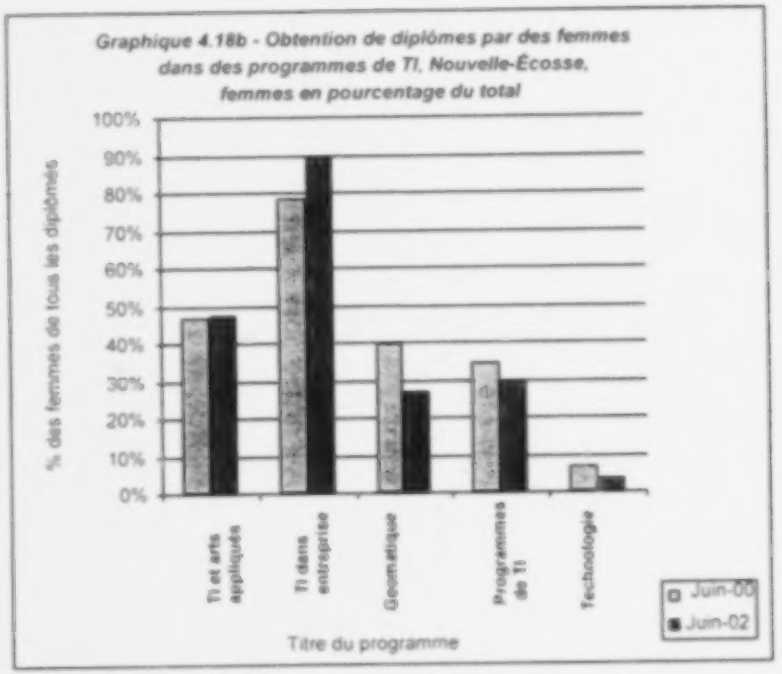


4.4.2. Données sur les collèges communautaires

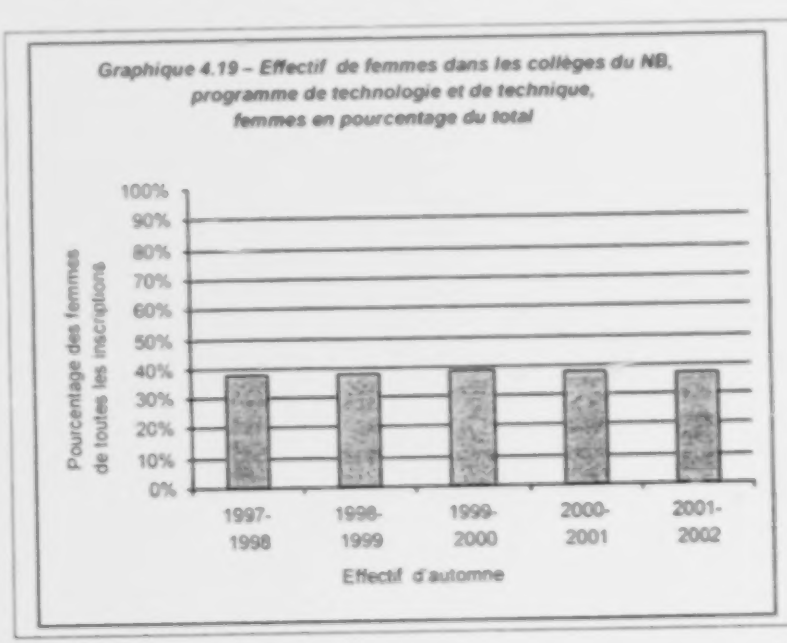
Il n'y a pas d'uniformité dans la façon dont le système des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique recueillent des statistiques. Par conséquent, les données présentées ici, par province, ne se comparent pas nécessairement à l'échelle de la région, bien qu'elles donnent une idée de la situation en ce qui concerne l'inscription ou l'obtention de diplômes par les femmes dans les programmes de technologie de l'information.

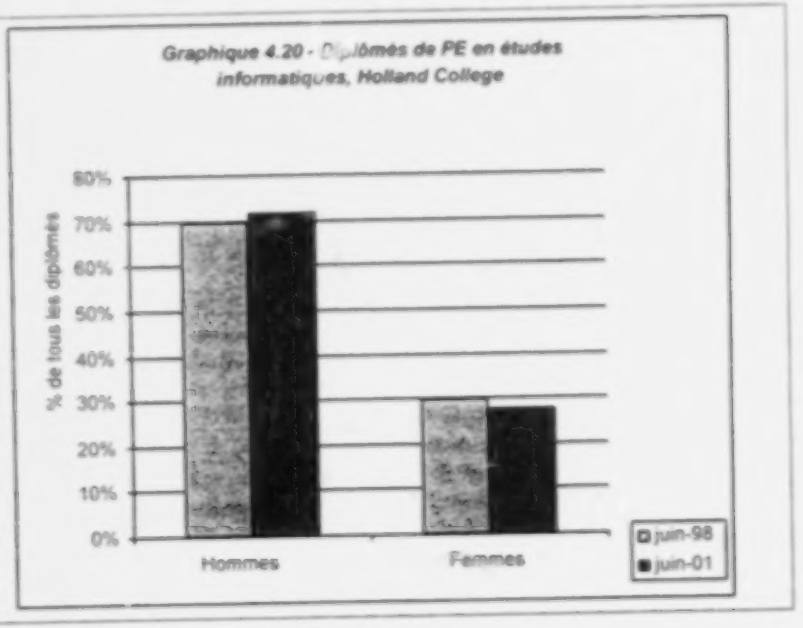
En Nouvelle-Écosse, par exemple, l'effectif de femmes dans les programmes de TI, en tant que pourcentage de l'effectif total en TI, a augmenté dans les collèges communautaires, passant de 48 % de tout l'effectif dans des programmes de TI en septembre 1999, à 51 % en septembre 2002. Toutefois, si l'on examine une ventilation en fonction des programmes, on constate que l'effectif de femmes en tant que pourcentage de tout l'effectif a augmenté au cours de cette période dans des disciplines comme la TI et les arts appliqués et la TI dans l'entreprise et diminué dans les programmes de géomatique, de technologie de l'information et de technologie, comme le révèle le graphique 4.18a. Cela se traduit sur le plan de l'obtention de diplômes dans ces programmes entre juin 2000 et juin 2002 (graphique 4.18b).





L'effectif de femmes dans les programmes de technique et de technologie des collèges communautaires du Nouveau-Brunswick, en tant que pourcentage de l'effectif total, est toutefois demeuré stable, soit de 37 à 39 %, au cours des cinq dernières années (voir le graphique 4.19). Au Holland College de l'Île-du-Prince-Édouard, l'obtention des diplômes par des femmes en études informatiques, en tant que pourcentage du total des diplômes obtenus, est tombée 30 % en 1998 à 28 % en 2001 (voir le graphique 4.20).





4.5. Participation des travailleurs autonomes à l'éducation et la formation des adultes

Les données les plus exhaustives sur l'éducation et la formation des adultes au Canada proviennent de l'Enquête sur l'éducation et la formation des adultes (EEFA) de Statistique Canada. Statistique Canada a commencé à faire des enquêtes sur la participation des Canadiens à des activités d'éducation et de formation pour adultes dès le début des années 1980 et en a fait en 1984, 1986, 1990, 1992, 1994 et 1998 (pour l'année de référence 1997). En 1998, 39 217 personnes ont été interviewées, dont 1 530 à Terre-Neuve, 1 150 à l'Île-du-Prince-Édouard, 2 732 en Nouvelle-Écosse et 2 487 au Nouveau-Brunswick.

Un rapport publié en mai 2001[10] regroupe les données provenant des trois dernières enquêtes et jette une lumière sur les tendances en ce qui concerne l'éducation formelle des adultes (c.-à-d., l'apprentissage qui se fait dans un milieu structuré, souvent institutionnel). Les apprenants adultes incluent les personnes âgées d'au moins 17 ans, non compris les élèves âgés de 17 à 19 ans qui sont inscrits dans un programme primaire ou secondaire, et les étudiants âgées de 17 à 24 ans qui sont inscrits dans un programme postsecondaire. L'EEFA n'inclut pas la formation informelle. De plus, elle ne cible pas spécifiquement les travailleurs autonomes, bien qu'elle fournisse une information utile pour nos besoins.

Dans cette section, nous présentons les principales constatations de cette enquête qui touchent à la participation des femmes et surtout des travailleuses autonomes à la formation. Voici premièrement quelques constatations s'appliquant à l'ensemble du Canada :

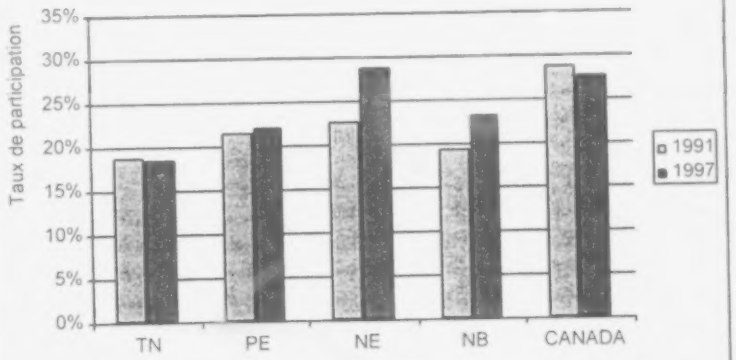
- En 1997, près de 28 % des Canadiens ont participé à des activités d'éducation et de formation pour adultes. La grande majorité (75 %) d'entre eux ont suivi un cours ou programme lié à leur emploi.
- Les taux de participation à l'éducation et à la formation pour adultes n'ont pas augmenté dans les années 1990.
- En 1997, il n'y avait pas de différences significatives dans les taux de participation entre les différentes régions du Canada. Pour l'ensemble du pays, les taux ont varié entre 19 % à Terre-Neuve et 32 % en Colombie-Britannique.
- Les différences dans les taux de participation entre les provinces ont diminué dans les années 1990. Toutefois, les taux de participation dans toutes les provinces à l'ouest du Québec demeurent plus élevés que la moyenne nationale tandis que les taux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, sauf pour la Nouvelle-Écosse, sont inférieurs à la moyenne nationale.
- Les tendances étaient légèrement différentes pour l'éducation et la formation parrainées par l'employeur. Après avoir tenu compte des différences sur les plans de la scolarité, des facteurs démographiques et des structures du marché du travail, on a constaté que la probabilité de bénéficier d'une éducation ou d'une formation parrainée par l'employeur était environ 2,5 fois plus grande pour les habitants de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan que pour ceux du Québec.
- Nous avons constaté une relation inverse entre le taux de participation et la durée des études. En général, les provinces affichant une faible taux de participation (comme Terre-Neuve) obtenaient une cote élevée pour la durée moyenne des études (c.-à-d., le nombre d'heures). Bien que les taux de participation soient demeurés relativement constants dans les années 1990, le nombre d'heures consacrées à l'éducation et la formation pour adultes a régulièrement augmenté. Entre 1991 et 1999, le nombre moyen d'heures d'éducation permanente par participant est passé de 149 à 209.
- En accord avec les enquêtes antérieures, celle-ci a révélé que le taux global de participation en 1997 était à peu près le même pour les hommes (27 %) et les femmes (29 %). Toutefois, les femmes ont reçu moins de soutien de la part de leur employeur pour leur éducation et ont par conséquent dû financer celles-ci davantage elles-mêmes que les hommes.
- Le niveau de scolarité est un bon prédicteur de la participation à l'éducation et la formation. En 1997, la probabilité de participer à une activité d'apprentissage était environ 7,5 fois plus élevée pour les titulaires d'un diplôme universitaire que pour les Canadiens n'ayant pas achevé leurs études secondaires.

---

[10] *Un rapport sur l'éducation et la formation des adultes au Canada : Apprentissage et réussite*. Numéro au catalogue 81-586-XIE, Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada, mai 2001.

- La probabilité de participer à des activités d'éducation ou de formation parrainées par l'employeur était environ le double pour les travailleurs de moyennes et grandes entreprises que pour les employés de petites entreprises. Ainsi, le taux de participation des travailleurs d'entreprises comptant moins de 20 employés était en 1997 de 18,3 %, contre 39,2 % pour les travailleurs d'entreprises comptant au moins 500 employés. Cette relation était relativement constante dans le temps.
- En 1997, le taux de participation à des activités d'éducation et de formation des travailleurs autonomes (c.-à-d., personnes qui travaillent à leur compte; entreprise d'un travailleur autonome comptant des employés, outre le propriétaire) était de 17,5 %, contre près de 28 % pour tous les travailleurs au Canada.

Graphique 4.21- Participation à l'éducation et la formation pour adultes, par province

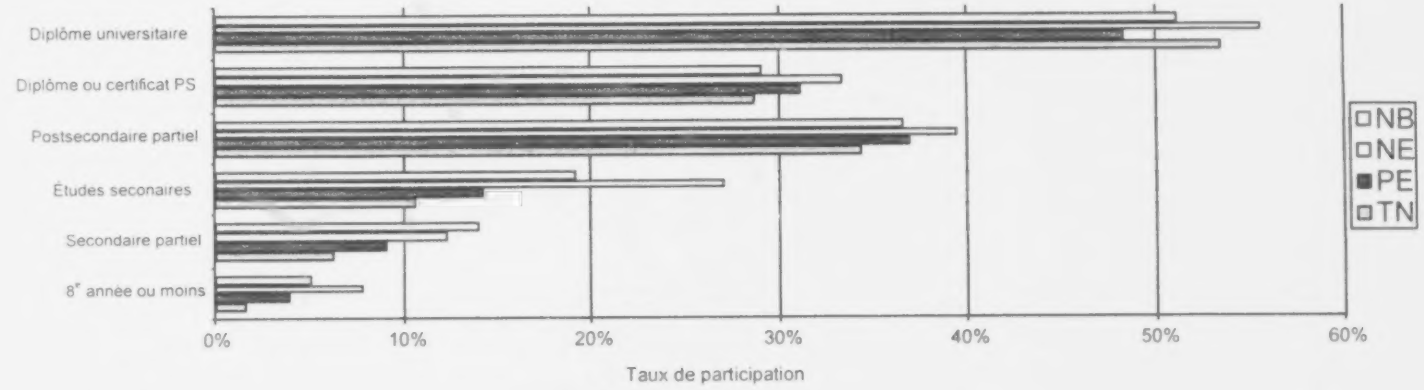


Dans les années 1990, les taux de participation à des activités d'éducation et de formation pour adultes ont diminué légèrement, tombant entre 1991 et 1997 de 28,9 % à 27,7 %. Toutefois, dans la région de l'Atlantique, les taux ont augmenté dans toutes les provinces sauf à Terre-Neuve, où ils sont tombés en 1991 et 1997 de 18,8 % à 18,6 %, soit un léger recul.

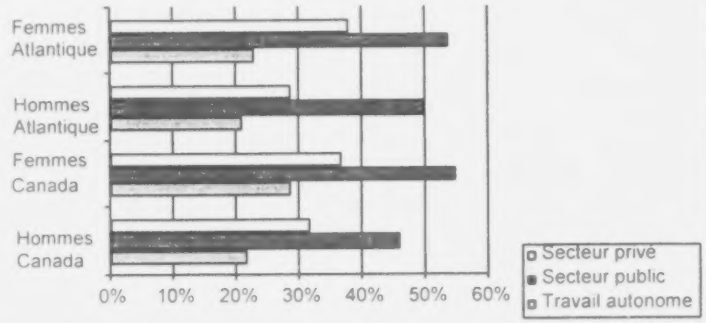
Dans la région de l'Atlantique, seule la Nouvelle-Écosse affiche un taux de participation supérieur à la moyenne nationale de 27,7 %, soit 28,8 %.

Le niveau de scolarité est un bon prédicteur de la participation à des activités d'éducation et de formation pour adultes. Comme le révèle le graphique 4.22, la probabilité de participer à des activités d'éducation et de formation pour adultes augmente en fonction du niveau de scolarité de la personne. Ainsi, le taux de participation d'une personne à Terre-Neuve qui est déjà titulaire d'un diplôme universitaire était en 1997 de 53,6 %, tandis que le taux de participation d'une personne de cette province qui n'a fait que des études secondaires partielles était de 6,3 %. On constate une tendance analogue dans la région et à l'échelle du Canada.

Graphique 4.22 - Participation à la formation, selon le niveau de scolarité, provinces de l'Atlantique, 1997



Graphique 4.23 - Taux de participation à l'éducation et la formation pour adultes, par classe d'emplois principale, par sexe, 1997

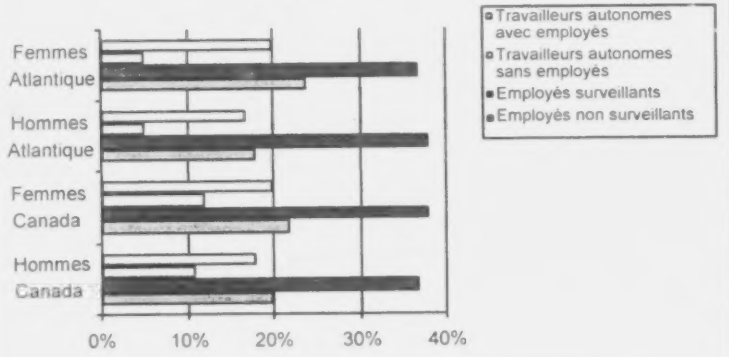


Les données provenant de l'EEFA nous apprennent que ce sont les employés du secteur public qui affichent les taux de participation les plus élevés à l'éducation et la formation pour adultes et les travailleurs autonomes qui affichent les taux les plus bas. Les travailleurs du secteur privé se situent entre les deux. Comme le révèle le graphique 4.23, le taux global de participation pour les femmes travaillant dans le secteur public au Canada et dans la région de l'Atlantique est supérieur à 50 %. Pour les travailleurs autonomes, les taux correspondants au Canada et dans la région de l'Atlantique sont respectivement de 29 % et 22.5 %.

Les résultats sont les mêmes pour les hommes bien que, dans l'ensemble, les femmes dans les trois catégories tendent à afficher des taux de participation à l'éducation et la formation pour adultes supérieurs à ceux des hommes. Ces chiffres s'appliquent à la participation globale à toutes les formes d'éducation et de formation pour adultes.

Le tableau 4.23 de l'annexe présente aussi une ventilation des taux de participation en fonction de l'orientation des études (c.-à-d., études liées au travail ou pour des raisons personnelles).

Graphique 4.24 - Taux de participation à la formation parrainée par l'employeur, par classe d'emploi, par sexe, 1997



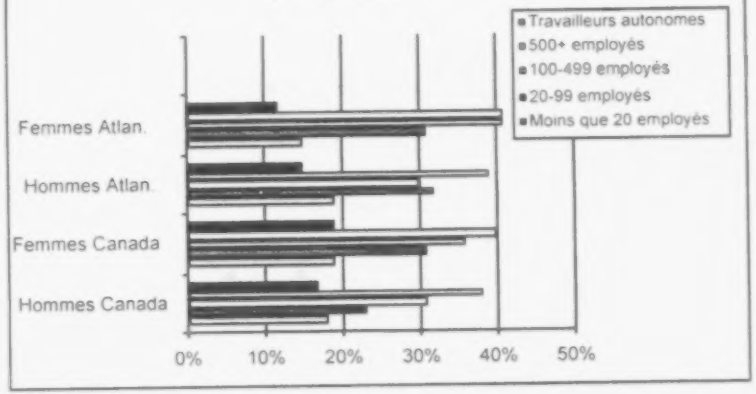
Toutefois, lorsqu'on examine la formation parrainée par l'employeur en fonction de la catégorie d'emploi, on constate une baisse des taux. En 1997, les employés exerçant un rôle de surveillant avaient un taux de participation à la formation parrainée par l'employeur de près de 38 % tant au Canada que dans la région de l'Atlantique.

Pour les travailleurs autonomes ayant des employés, les taux de participation étaient de 18 % au Canada et de 17 % dans la région de l'Atlantique. Pour les travailleurs autonomes sans employés, ils étaient inférieurs, soit 11 % et 5 % respectivement.

Si l'on fait une distinction selon le sexe, on constate que les taux de participation à la formation parrainée par l'employeur pour les travailleurs autonomes ayant des employés étaient de 16,6 % pour les hommes et 20 % pour les femmes au Canada atlantique; pour les travailleurs autonomes sans employés, ils étaient respectivement de 5,2 % et 4,9 % dans cette région.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, un pourcentage élevé de travailleurs autonomes de la région n'ont pas d'employés. Les chiffres semblent indiquer que les travailleurs autonomes connaissent des difficultés pour ce qui est de la participation à la formation parrainée par l'employeur (c.-à-d., la formation qu'ils paient eux-mêmes).

Grapique 4.25 - Taux de participation à l'éducation et la formation pour adultes, selon la taille de l'entreprise, par sexe, 1997



Enfin, un examen des taux de participation à une formation liée à l'emploi en fonction de la taille de l'entreprise et du travail autonome révèle que les personnes qui travaillent pour de grandes sociétés affichent un taux de participation beaucoup plus élevé que celles qui travaillent pour une petite entreprise ou qui sont des travailleurs autonomes.

Ainsi, le taux de participation à une formation liée à l'emploi des personnes qui travaillent pour une entreprise comptant au moins 500 employés était de près de 40 % en 1997 à l'échelle du Canada et au Canada atlantique. Pour les travailleurs autonomes, les taux correspondants étaient de 18 % et 14 % au Canada et dans la région de l'Atlantique respectivement.

Une ventilation en fonction du sexe révèle que les taux de participation à la formation liée à l'emploi des hommes travailleurs autonomes étaient de 17 % et 15 % au Canada et au Canada atlantique respectivement, tandis que pour les travailleuses autonomes, ils étaient de 19 % et 11,6 % respectivement. Il y a lieu de noter qu'en 1997 l'EEFA était la première à inclure des statistiques sur les taux de participation des travailleurs autonomes.

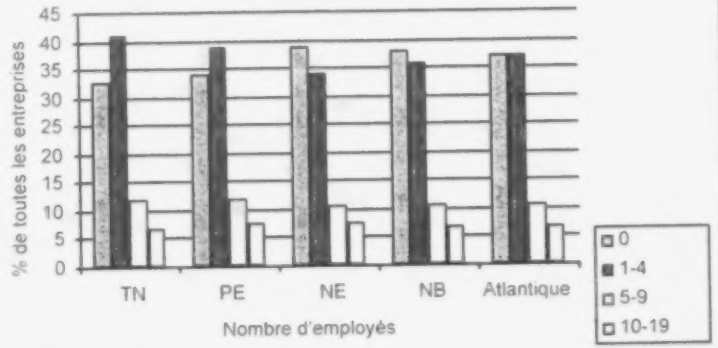
4.6. Entreprises au Canada atlantique, selon l'effectif, par secteur du recensement

Le Registre des entreprises de Statistique Canada regroupe des données sur les travailleurs autonomes au Canada qui comptent des employés rémunérés et qui sont par conséquent considérés comme des employeurs. Cela inclut les entreprises constituées en société dont le propriétaire tire un salaire mais n'a pas d'autres employés, mais exclut les entreprises exploitées par le propriétaire non constituées en société qui n'ont pas d'employés. Le Registre des entreprises fournit des données sur le nombre d'entreprises par industrie (code des industries du SCIAN), par région géographique (secteur du recensement) et selon l'effectif (nombre d'employés). Statistique Canada compile ces données en utilisant le fichier des retenues salariales de Revenu Canada. Malheureusement, ces données ne sont pas ventilées selon le sexe[11].

Nous incluons ces statistiques, même si elles ne sont pas ventilées selon le sexe, parce qu'elles fournissent une information intéressante au sujet de deux aspects, soit la taille des entreprises au Canada atlantique et la répartition région urbaine-région rurale. Ces deux aspects peuvent avoir des conséquences pour la politique et les programmes.

[11] http://stcwww.statcan.ca/francais/sdds/1105.htm

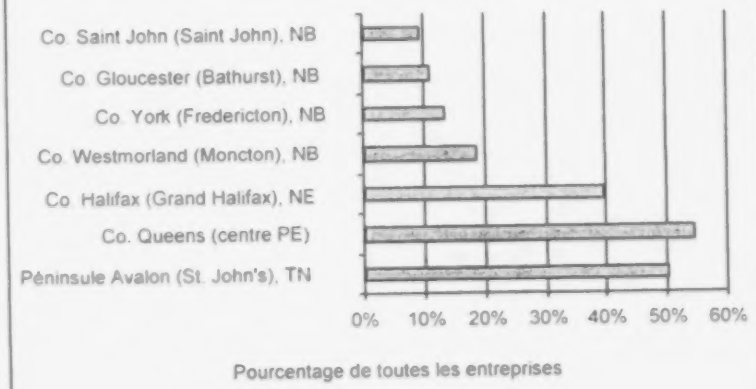
Graphique 4.26- Pourcentage de toutes les entreprises, selon l'effectif, par province



Au Canada atlantique, la plupart des entreprises sont de petite taille, comme le révèle le graphique 4.26 :

- Plus de 40 % des entreprises à Terre-Neuve-et-Labrador comptent entre un et quatre employés et près de 93 % comptent moins de 20 employés.
- Près de 39 % des entreprises à l'Île-du-Prince-Édouard comptent d'un à quatre employés, tandis que 92 % ont moins de 20 employés.
- En Nouvelle-Écosse, 39 % des entreprises n'ont pas d'employés (sauf le propriétaire), et 34 % en comptent d'un à quatre. Encore une fois, 92 % comptent moins de 20 employés.
- Au Nouveau-Brunswick, 38 % des entreprises n'ont pas d'employés, 36 % en ont un d'un à quatre et 93 % en ont moins de 20.

Graphique 4.27 - Pourcentage de toutes les entreprises de la province, par endroit



On constate une différence intéressante au Canada atlantique pour ce qui est de l'implantation urbaine ou rurale des entreprises.

- Dans trois des quatre provinces, plus de 40 % des entreprises sont situées en région urbaine. À Terre-Neuve-et-Labrador, 50,4 % des entreprises sont situées dans la péninsule Avalon; à l'Île-du-Prince-Édouard, 54,8 % des entreprises sont situées dans le comté de Queens (centre de la province) et en Nouvelle-Écosse, 40 % des entreprises sont dans le comté de Halifax (Grand Halifax).
- Au Nouveau-Brunswick, les entreprises sont plus dispersées entre les grands centres et les régions rurales. Toutefois, elles sont concentrées surtout (18,8 %) dans le comté de Westmorland (Grand Moncton), cela est suivi du comté de York (Fredericton) où se trouvent 13,7 % des entreprises, du comté de Gloucester (Bathurst), avec 11,2 % des entreprises, et du comté de Saint John (Grand Saint John), avec 9,7 % des entreprises.

5. Analyse des constatations

À partir des résultats de l'enquête et des données secondaires, nous présentons un certain nombre d'observations générales au sujet des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique et de leurs entreprises, tout en faisant observer que ces femmes ne forment pas un groupe homogène auquel nous pouvons appliquer un ensemble de descripteurs.

En général, les femmes propriétaires d'entreprises sont bien instruites et possèdent des compétences et une formation diversifiées. Elles tendent à lancer leur entreprises lorsqu'elles sont un peu plus âgées (l'âge moyen d'une femme qui lance une entreprise est de 37 ans), peut-être parce que cela coïncide avec le fait que leurs enfants à charge atteignent l'âge scolaire. Bien que certaines femmes possèdent beaucoup d'expérience en gestion d'affaires avant de lancer leur entreprise, la plupart n'en ont guère.

Au Canada atlantique, les FPE forment un groupe diversifié qui inclut des entreprises à domicile d'une personne et des entreprises de fabrication comptant des centaines de travailleurs. Au cours de la dernière décennie, le pourcentage d'entreprises appartenant à des femmes qui sont constituées en société a augmenté d'après les données secondaires. Quelque 16 % des travailleurs autonomes du Canada atlantique sont maintenant constituées en société et comptent une aide rémunérée (alors que cette proportion était de 13 % dix ans auparavant, ce qui correspond à la situation des travailleuses autonomes à l'échelle du Canada). En outre, 7 % des travailleuses autonomes sont constituées en société mais n'ont pas d'aide rémunérée.

Les données secondaires révèlent également que les femmes ont une longueur d'avance sur les hommes, tant au Canada que dans la région de l'Atlantique, pour ce qui est du taux de lancement d'une entreprise. Entre 1992 et 2002, le nombre de travailleurs autonomes dans la région de l'Atlantique a augmenté de 17 %, bien qu'une ventilation selon le sexe montre que le nombre de travailleuses autonomes a augmenté de 31 % tandis que le nombre d'hommes travailleurs autonomes a progressé de 10 %.

Toutefois, malgré cette croissance, on dénombre au Canada atlantique moins d'entreprises appartenant à des femmes que d'entreprises appartenant à des hommes (50 000 contre 89 000), même si les femmes forment presque la moitié de la population active rémunérée.

En général, les entreprises appartenant à des femmes tendent à être de petite taille et à compter moins de neuf employés. Les résultats d'enquête révèlent que la plupart (19 %) appartiennent au secteur du commerce de gros et de détail, même s'il est intéressant de noter que 13 % appartiennent à la catégorie des services professionnels, scientifiques et techniques et que 11 % appartiennent au secteur de l'hébergement et de la restauration.

Les entreprises appartenant à des femmes tendent aussi à être de taille modeste pour ce qui est de la production de recettes. Près du tiers des répondantes avaient des recettes brutes inférieures à 50 000 $ pour leur dernier exercice, et bon nombre d'entre elles retiraient un salaire très modeste, quand même elles en retiraient un.

Dans la région de l'Atlantique, les femmes exploitent toutes sortes d'entreprises, tant en milieu rural que dans les régions urbaines. Bien que certaines entreprises soient de nature saisonnière, surtout dans les secteurs primaire, de l'hébergement et de la restauration, et du commerce de gros et de détail, elles représentent moins de 20 % de toutes les entreprises. Plus de 80 % des répondantes ont dit exploiter leur entreprise à longueur d'année. Les perspectives d'avenir de ces entreprises varient, bien qu'environ la moitié des répondantes disent avoir l'intention de prendre de l'expansion au cours des trois prochaines années.

L'hétérogénéité caractérise non seulement les femmes propriétaires d'entreprise, mais aussi leurs pratiques commerciales et leurs besoins de soutien. Nous discutons de manière thématique ci-après des conséquences des constatations en ce qui a trait à la politique et aux programmes.

5.1. Exportation

Tant au Canada que dans la région de l'Atlantique, la proportion d'entreprises, appartenant à des hommes ou des femmes qui exportent est faible, bien qu'il soit difficile d'obtenir une estimation exacte de cette proportion. D'après l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2000*, publiée par Statistique Canada en 2002, 10,6 % des répondants à l'échelle du Canada étaient des exportateurs (contre 9 % au Canada atlantique). Ces entreprises appartenaient dans des proportions de 10,9 % à des hommes et de 7,6 % à des femmes (au Canada atlantique, les proportions étaient respectivement de 9 % et 7,3 %). Cette enquête renvoyait toutefois à une autre étude[12] selon laquelle 15 % des PME canadiennes exportent.

En outre, l'auteur d'une étude importante sur les femmes d'affaires et l'exportation[13] a mentionné une autre étude récente et de grande envergure (Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, 1997), d'après laquelle environ 15 % des petites et moyennes entreprises au Canada s'occupaient d'exportation.

Les données d'enquête, selon lesquelles 11 % des FPE s'occupent d'exportation, placent les femmes au Canada atlantique au haut de l'échelle pour ce qui est du pourcentage de celles qui exportent. Cette proportion pourrait augmenter. Ainsi, environ 17 % des FPE interrogées ont dit qu'elles n'avaient pas vraiment songé à la possibilité d'exporter ou encore qu'elles envisageaient de le faire dans l'avenir. Près du quart des répondantes ont dit souhaiter assister à un atelier ou un colloque sur l'exportation. Plus de 60 % ont dit que leur produit n'était pas facilement exportable. Cela peut être vrai pour certaines entreprises, mais pour d'autres, il s'agit peut-être plus d'une question de sensibilisation.

Ces faits semblent indiquer qu'il y a possibilité d'augmenter tant le nombre de FPE qui exportent que le volume de leurs ventes à l'étranger. Il faudrait promouvoir et offrir aux FPE dans les quatre provinces de l'Atlantique une formation pratique, y compris des colloques permettant de déterminer si un produit donné est exportable.

On devrait encourager les FPE à participer à des missions commerciales pour les sensibiliser à la possibilité d'exporter. Une approche qu'on pourrait envisager serait des missions commerciales pour femmes seulement axées sur les produits et services dans lesquels sont concentrées les entreprises appartenant à des femmes.

5.2. Réseautage et mentorat

Les FPE des régions urbaines sont plus portées à participer à des activités de réseautage et à adhérer à des organisations d'affaires que les FPE des régions rurales. Cette différences pourrait s'expliquer par la disponibilité, les régions urbaines comptant normalement une plus forte concentration d'organisations. Cela pourrait aussi être une question de sensibilisation tant à l'existence d'organisations qu'aux avantages éventuels pour une femme propriétaire d'entreprise d'adhérer à celles-ci. Cela semble indiquer la nécessité d'appuyer l'établissement et le développement

---

[12] Thompson Lightstone & Company. *Les PME au Canada : Énoncé de leurs besoins, de leurs attentes et de leur satifaction envers les institutions financières*, 1998.

[13] Barbara Orser, *Supporting Exporting – A Means of Growth for Women-owned Canadian SMEs*, présenté à l'International Council of Small Business, Porto Rico, janvier 2002.

d'organisations et de réseaux d'affaires, surtout en dehors des grands centres urbains, ainsi que de sensibiliser les femmes aux organisations qui existent. Il faudrait peut-être aussi éduquer et sensibiliser davantage les femmes au réseautage, c'est-à-dire à la manière d'utiliser des réseaux et aux avantages éventuels qu'ils procurent.

Le mentorat peut être un moyen très efficace d'aider les propriétaires d'entreprise possédant moins d'expérience en gestion à surmonter certaines obstacles et par conséquent de les aider à réussir et à prospérer. Bon nombre de femmes interrogées ont dit avoir eu un mentor, mais il s'agissait dans la plupart des cas d'une relation informelle. Cela semblerait indiquer qu'il faudrait créer des programmes de mentorat plus formels comme moyen de jumeler des FPE à des mentors qui peuvent répondre à leurs besoins d'affaires particuliers.

Encore une fois, les FPE en milieu urbain sont plus portées à avoir eu un mentor, ce qui voudrait dire que l'appui du réseautage peut être un moyen de renforcer le mentorat informel. Les répondants ont aussi dit avoir besoin de programmes de mentorat plus structurés.

5.3. Accès aux services de counselling, aux services-conseils et à l'aide en affaires

Clairement, beaucoup de FPE ne savent pas vers qui se tourner pour obtenir des services de counselling, des services-conseils et de l'aide. Malgré la tendance aux services « à guichet unique » pour l'information et les services d'affaires au Canada atlantique ces dernières années, dans le cadre desquels des partenaires et fournisseurs de services (APECA, CAE, CLD, provinces, secteur privé, etc.) travaillent de plus en plus en collaboration, près du tiers des répondantes ont dit ne pas savoir à qui s'adresser pour obtenir ces services.

Cela est bien sûr inquiétant et laisse entendre que l'information n'atteint peut-être pas les personnes qui en ont le plus besoin. Il est intéressant de noter, par exemple, que le pourcentage des répondantes qui ont dit qu'elles s'adresseraient à des organisations industrielles et des comptables était plus élevé que celui des femmes qui ont dit qu'elles s'adresseraient à des ministères et organismes fédéraux ou à des CLD. Les comptables et les organisations industrielles pourraient par exemple constituer d'autres intermédiaires par lesquels l'APECA pourrait diffuser une information sur l'Initiative Femmes en affaires.

De toute façon, ces constatations semblent indiquer qu'il faudrait songer davantage à élaborer une stratégie de communications appropriée pour les femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique. Il s'agit d'un domaine qui bénéficierait éventuellement d'une recherche plus poussée pour explorer la meilleure façon de transmettre aux FPE une information sur les services de counselling, les services-conseils et l'aide en affaires dont elles ont besoin.

5.4. Accès au financement

Un autre grand thème qui est ressorti de la recherche primaire est que l'accès au financement constitue une grande préoccupation pour les femmes propriétaires d'entreprise. Beaucoup de répondantes ont dit avoir l'impression qu'il existe toujours une différence entre les sexes pour ce qui est de l'accès au financement, que les banques et autres bailleurs de fonds ne prennent pas les femmes aussi au sérieux que les hommes et que leurs problèmes de financement sont dans bien des cas liés à leur condition féminine. Qu'il s'agisse d'une réalité ou d'une perception seulement, la question est importante et doit être examinée.

Certaines femmes ont affirmé que leur difficulté à accéder à des fonds semblait être une fonction du genre d'entreprise qu'elles exploitaient et du fait que beaucoup de programmes gouvernementaux ne s'appliquent pas à elles. (Cette constatation est appuyée par plusieurs études réalisées par d'autres auteurs pour l'ensemble du Canada.) Cela est lié à la problématique homme-femme dans le sens où les programmes gouvernementaux

n'ont souvent pas appuyé les secteurs où l'on trouve une forte concentration d'entreprises appartenant à des femmes. Le commerce de gros et de détail est un bon exemple.

Le montant de fonds disponibles a souvent été mentionné comme problème; certaines répondantes ont dit n'avoir eu besoin que d'un prêt minime mais qu'elles auraient eu plus de succès si elles avaient demandé un montant élevé. Cela n'est sans doute pas étonnant étant donné que beaucoup de bailleurs de fonds préfèrent accorder des prêts d'un montant élevé plutôt que d'un montant minime du fait qu'il est plus difficile et plus coûteux de gérer plusieurs prêts d'un petit montant qu'un seul prêt d'un montant élevé. Quoi qu'il en soit, cette question crée dans bien des cas un obstacle important pour les entreprises appartenant à des femmes.

Une constatation intéressante qu'a permis de faire l'enquête est que les taux d'approbation des banques et caisses populaires pour les entreprises appartenant à des femmes sont les mêmes, qu'il s'agisse du démarrage ou de l'expansion d'une entreprise (78 %), mais que pour les autres bailleurs de fonds, le taux d'approbation était sensiblement supérieur pour les demandes de fonds d'expansion. Cela pourrait être lié au fait que l'entreprise appartenant à une femme qui demande un prêt d'expansion a des résultats à faire valoir, ce qui augmente le niveau de confiance du bailleurs de fonds. Néanmoins, tant la recherche primaire que la recherche secondaire montrent qu'il y a du travail à faire pour rendre le financement plus accessible aux femmes propriétaires d'entreprise.

Ces constatations semblent indiquer que les bailleurs de fonds doivent réexaminer et réévaluer les programmes et politiques au sujet de la disponibilité de fonds pour le démarrage et l'expansion d'entreprises appartenant à des femmes de même que le montant de fonds disponibles. Il faudrait aussi élaborer des stratégies de communications pour s'occuper des changements et se pencher sur les problèmes d'image et de perception signalés par les FPE.

5.5. *Compétences techniques, R-D et innovation*

Plus du tiers des répondantes (et plus de la moitié de celles qui travaillaient dans le secteur de la production de biens) ont dit se livrer à des activités de R-D sur un nouveau produit ou procédé. Il y avait aussi un pourcentage inférieur de femmes qui se livraient à des activités d'innovation avec une autre société ou un institut de recherche. Ces résultats semblent indiquer que les femmes propriétaires d'entreprise s'intéressent à l'innovation et la R-D; l'APECA devrait continuer à appuyer et à cultiver cet intérêt. Les stratégies qui pourraient être utilisées incluent des activités promotionnelles sur l'importance de l'innovation dans l'économie actuelle, la formation sur les compétences en innovation, des ateliers ou colloques pour encourager les partenariats entre sociétés ou instituts de recherche en vue de mener des activités d'innovation et l'établissement de profils d'entreprises novatrices appartenant à des femmes.

5.6. *Formation aux habiletés en gestion*

Les répondantes étaient invitées à décrire leurs besoins en conseils et services de soutien ainsi que leurs besoins de formation. Dans les deux cas, la gestion financière, le marketing et la promotion et la planification d'entreprise étaient jugés prioritaires. Ces sujets devraient former le thème principal des composantes de la formation dans le cadre de l'IFE.

La recherche primaire révèle clairement que les femmes propriétaires d'entreprise veulent améliorer leurs compétences. Près de la moitié des femmes interrogées ont dit qu'il était « probable » ou « fortement probable » qu'elles suivent une formation au cours des 12 prochains mois.

La recherche secondaire révèle que les femmes en général participent plus que les hommes à des activités d'éducation et de formation pour adultes tant au Canada que dans la région de l'Atlantique. Le taux de participation global pour les Canadiennes, en 1997, était de 29 %, contre 27 % pour les hommes. Toutefois, une ventilation de ces chiffres en fonction du sexe, de la sorte d'emploi et de la sorte de formation révèle autre chose. Ainsi, au Canada atlantique, les taux de participation à la formation liée à l'emploi pour les travailleurs et les travailleuses autonomes étaient de 15 % et 12 % respectivement. Le taux de participation à une formation parrainée par l'employeur pour les « travailleurs autonomes sans employés » était encore plus bas, soit environ 5 % pour les hommes et les femmes au Canada atlantique. Ces chiffres montrent clairement qu'il est beaucoup plus difficile pour les travailleurs autonomes que pour les travailleurs rémunérés de prendre part à des activités d'éducation et de formation pour adultes.

5.7. Problèmes propres aux femmes propriétaires d'entreprise

Les répondantes ont déclaré dans une forte proportion (40 %) connaître des problèmes particuliers à titre de femmes propriétaires d'entreprise. Il était étonnant peut-être de constater que les femmes sont plus susceptibles de dire qu'elles connaissent des problèmes si elles vivent en milieu urbain (52 %). Les problèmes mentionnés le plus souvent incluaient l'accès à un financement, les préjugés à l'endroit des femmes en affaires, l'incapacité à être prises au sérieux et l'obligation de diriger une entreprise tout en s'occupant d'une famille.

La question d'être prises au sérieux est reprise dans la recherche secondaire, en particulier dans l'étude sur les femmes propriétaires d'entreprise et l'exportation menée par Barbara Orser. Une des principales constatations (qui figure en quatrième place dans le document sommaire) est la suivante :

> ***Les exportatrices actives veulent être prises au sérieux.*** *Trois quarts des femmes interrogées qui sont propriétaires d'une entreprise estiment que leur condition féminine a une incidence sur leurs activités d'exportation. Des entretiens téléphoniques approfondis avec 54 répondantes ont révélé que leur sexe influe non seulement sur les défis qui attendent les femmes dans le secteur des exportations, mais aussi sur la façon dont elles dirigent leur entreprise. Pour plusieurs d'entre elles, le plus grand défi est le monde des affaires, aussi bien à l'étranger qu'au Canada, qui ne les prend pas suffisamment au sérieux*[14].

À titre d'observation générale, nous croyons que les résultats de l'enquête prouvent que les FPE au Canada atlantique prennent leur entreprise au sérieux et veulent trouver des moyens d'accroître la prospérité et la durabilité à long terme de celle-ci. Elles ont apprécié cette recherche et sont disposées à contribuer par tous les moyens nécessaires pour assurer le succès de l'IFA.

Clairement, la discrimination fondée sur le sexe (réelle et apparente) à laquelle font face les femmes propriétaires d'entreprise constitue un problème complexe qui ne va pas disparaître du jour au lendemain. Toutefois, une réponse aux questions soulevées dans cette recherche, notamment à celles qui ont trait à l'accès au financement, pourrait aider énormément à traiter de ces préoccupations.

5.8. Manière dont l'APECA pourrait appuyer les femmes propriétaires d'entreprise

La recherche a révélé un grand nombre de bonnes idées au sujet des façons les plus efficaces pour l'APECA d'appuyer les FPE. On a notamment suggéré d'accroître le montant des fonds disponibles, sous forme de prêts, subventions et initiatives, et de mettre ces fonds à la disposition de

---

[14] *Par-delà les frontières. Les femmes d'affaires canadiennes et le commerce international*. Document sommaire par Ruth Rayman, 1999.

femmes oeuvrant dans un vaste éventail d'industries et de secteurs. On a aussi suggéré d'offrir plus de formation et d'ateliers, surtout en gestion financière, en marketing et promotion et en exportation. De nombreux commentaires ont révélé que l'APECA doit devenir plus approchable et plus ouverte aux besoins individuels et qu'elle doit mieux écouter les femmes. Il s'agit d'aspects qui pourraient faire l'objet d'enquêtes ou de recherches plus approfondies visant à préciser exactement ce que les FPE attendent de l'APECA.

Annexe I : Questions de recherche future

La recherche qui a été menée nous aide énormément à mieux connaître et comprendre les femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique. Toutefois, une enquête de ce genre ne permet pas de répondre à toutes les questions et préoccupations. Dans bien des cas, l'enquête permet de mieux comprendre la nature du problème, sans toutefois révéler les causes de celui-ci. Par ailleurs, certaines constatations (propres à une province) pourraient mériter une exploration plus approfondie, et il y a aussi un certain nombre de questions et de préoccupations générales sur lesquelles l'APECA voudrait éventuellement se pencher dans l'avenir. Voici comment cette information se présente :

- Les FPE de Terre-Neuve-et-Labrador affichent le taux le plus élevé de constitution en société de la région (55 % contre 33-37 % des autres provinces) et elles sont plus optimistes quant à l'expansion de leur entreprise que les FPE du reste de la région. Par contre, les FPE de Terre-Neuve-et-Labrador ont les taux de participation à des associations et organismes d'affaires les plus bas, de même que les taux d'approbation des demandes de financement les plus bas, pour toutes les catégories de bailleurs de fonds.

- Le Nouveau-Brunswick affiche la proportion la plus élevée d'entreprises bien établies (c.-à-d., âgées de plus de 10 ans) comparativement aux autres provinces, ce qui signifie aussi qu'il compte moins d'entreprises nouvelles et en développement. Pourquoi?

- Les FPE de la Nouvelle-Écosse ont des niveaux plus élevés de scolarité, des taux plus élevés de participation à des activités d'éducation et de formation des adultes et adoptent aussi davantage les technologies de pointe. Pour certains indicateurs, la Nouvelle-Écosse dépasse même les moyennes nationales. Comment expliquer ce fait? Y a-t-il des leçons à tirer qu'on pourrait appliquer aux autres provinces?

- L'Île-du-Prince-Édouard affiche des taux plus élevés d'approbation des demandes de financement auprès des banques et des caisses populaires tant pour le démarrage que pour l'expansion, comparativement aux autres provinces. Cette province affiche aussi le taux le plus élevé de réseautage. Y a-t-il une relation entre les deux?

- Les femmes dont l'entreprise est plus vieille et plus établie s'intéressent moins à l'expansion. Ce sont les nouvelles entreprises dont le crédit et la réputation ne sont pas établis qui veulent prendre de l'expansion. Comment les organismes de financement peuvent-ils aborder cette question?

- On dénombre plus de nouvelles entreprises (âgées d'un à trois ans) dans les centres urbains qu'en milieu rural, et plus de nouvelles entreprises dans le secteur des services que dans celui des produits.

- Comment les besoins des entreprises appartenant à des femmes dans le secteur des produits diffèrent-ils de ceux des entreprises dans le secteur des services?

- Quelles sortes d'activités les FPE confient-elles à des sous-traitants (30 % des répondantes ont dit confier à des sous-traitants des éléments de base de leur entreprise? Est-ce que les entreprises pourraient exécuter ce travail elles-mêmes et ainsi augmenter le nombre d'employés?
- Les besoins des entreprises appartenant à des femmes diffèrent-ils selon que celles-ci sont situées dans des régions rurales, de petites villes ou des régions urbaines? Quelle est la meilleure façon de répondre aux besoins de chacune de ces catégories d'entreprises?
- Quelle leçon pouvons-nous tirer du niveau de recettes brutes et du salaire ou montant retiré pour les 35 % de répondantes qui n'ont pas fourni cette information? L'accès à cette information modifierait-il le profil des FPE au Canada atlantique?
- Pourquoi les recettes brutes d'une si forte proportion d'entreprises appartenant à des femmes sont-elles si faibles?
- Pourquoi les femmes prennent-elles un salaire ou un montant si faible?
- Ce sont les femmes dont l'entreprise est âgée d'un à trois ans et de sept à neuf ans qui veulent le plus prendre de l'expansion. Comment les besoins de chacun de ces deux groupes se distinguent-ils et que pourrait-on faire pour aider ces femmes?
- Pour les entreprises qui n'exportent pas actuellement, les raisons données sont-elles fondées dans la réalité? Ainsi, la principale raison donnée était : « Mon produit n'est pas facilement exportable ». S'agit-il d'une perception, et est-ce qu'une information améliorée et l'innovation pourraient les aider à trouver des façons d'exporter leur produit?
- Les femmes comprennent-elles les avantages du réseautage?
- Les femmes ont-elles besoin d'un soutien ou d'une considération additionnelle pour leur permettre de faire davantage de réseautage (p. ex., horaires des événements, soin des enfants)?
- Est-ce que des programmes structurés de mentorat aideraient les femmes à développer leur entreprise et à en améliorer le taux de réussite? Quelle structure conviendrait le mieux à un programme de ce genre (c.-à-d., organisations professionnelles, organisations de femmes)?
- Quels sont les obstacles qui empêchent les jeunes femmes de se lancer en affaires; y a-t-il des moyens d'éliminer ces obstacles?

Annexe II : Méthode et notes techniques

TABLEAU 3.1a
Répondantes à l'enquête par province (nombres réels et pondérés)

Province	Nombre réel	Nombre pondéré	% total
Terre-Neuve-et-Labrador (TN)	66	66	16.5%
Nouvelle-Écosse (NE)	176	176	44%
Nouveau-Brunswick (NB)	128	128	32%
Île-du-Prince-Édouard (PE)	143	30 p	7.5%
Total Atlantique	**513**	**400 p**	**100%**

Tableau 3.1b
Statistiques sur l'enquête

	Nombre	% du total
Questionnaires remplis	513	15%
Aucune réponse/engagé/rappel	1 283	39%
Refus	692	21%
Numéro non valide	400	12%
Inadmissible	338	10%
Obstacle	70	2%
Cessation durant l'entrevue	19	0,5%
Total des appels	**3 315**	**100%**

Méthode d'enquête

Pour recueillir des données de recherche primaire sur les femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique, une enquête téléphonique a été conçue et réalisée en mars 2003. Les constatations sont présentées dans la section 3 de ce rapport.

On a déterminé que les réponses à 400 questionnaires d'enquête produiraient des résultats assez solides pour présenter un rapport sur le Canada atlantique. À partir des données existantes sur le nombre de femmes propriétaires d'entreprise par province, nous avons stratifié l'échantillon pour produire une représentation proportionnelle par province. Cela permet aussi d'avoir assez d'échantillons pour présenter les résultats au niveau provincial pour toutes les provinces sauf celle de l'Île-du-Prince-Édouard. Des ressources additionnelles ont été obtenues pour faire un suréchantillonnage dans cette province. Les résultats ont ensuite été pondérés pour produire des résultats appropriés au moment de l'agrégation au niveau de la région atlantique. Le tableau 3.1a donne le nombre et le nombre pondéré de répondantes par province. Dans cette étude, toutes les réponses sont données en résultats pondérés.

Le questionnaire a été administré à des femmes qui ont dit être propriétaires d'au moins 51 % d'une entreprise dont elles s'occupaient de l'exploitation courante. Il n'y avait pas de base de données existante, et des efforts considérables ont été déployés pour construire une base de données représentative et à jour. Cela a inclus l'achat de fichiers auprès de Dun & Bradstreet Canada,

de l'APECA et de groupes d'intervenants dans la région.

Dans chaque province, la base de données a été stratifiée pour fournir des proportions approximatives de la structure de l'industrie existante (en fonction du Code de l'industrie de l'Amérique du Nord). La base de données et les questionnaires (anglais et français) ont été fournis à Omnifacts Research, qui a effectué toutes les entrevues téléphoniques.

11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	53	Services immobiliers et services de location et de location a bail
21	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	54	Services professionnels, scientifiques et techniques
22	Services publics	55	Gestion de sociétés et d'entreprises
23	Construction	56	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
31-33	Fabrication	61	Services d'enseignement
41	Commerce de gros	62	Soins de santé et assistance sociale
44-45	Commerce de détail	71	Arts, spectacles et loisirs
48-49	Transport et entreposage	72	Hébergement et services de restauration
51	Industrie de l'information et industrie culturelle	81	Autres services, sauf les administrations publiques
52	Finance et assurances	91	Administrations publiques

Le questionnaire a été conçu de façon à recueillir des données de base sur des sujets liés aux priorités stratégiques de l'APECA.

Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 1997 – Canada

Les entreprises des répondantes ont été codées en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Le SCIAN est un système de classification des industries mis au point par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis. Créé dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain, il vise à fournir des définitions communes de la structure industrielle des trois pays et un cadre statistique commun pour faciliter l'analyse des trois économies. Le SCIAN est basé sur des principes axés sur la production ou le côté offre pour faire en sorte que les données industrielles, classées en fonction du SCIAN, se prêtent à une analyse de questions liées à la production comme la performance industrielle.

Le SCIAN est un système exhaustif qui englobe toutes les activités économiques. Il présente une structure hiérarchique. Au niveau le plus élevé, il distingue dans l'économie 20 secteurs. Aux niveaux inférieurs, il distingue les différentes activités économiques auxquelles participent les entreprises.

Le SCIAN est conçu pour permettre de compiler les statistiques sur la production et par conséquent de classer des

données en fonction des établissements (et endroits). Il fait entrer en ligne de compte la spécialisation des activités qu'on retrouve généralement au niveau des unités productrices des entreprises. Les critères employés pour grouper les établissements en industries dans le SCIAN sont la similarité des structures d'intrants, les compétences de la main-d'oeuvre ou les procédés de production employés. Le SCIAN peut également être utilisé pour classer des entreprises (et sociétés).

La liste ci-dessus correspond aux 20 catégories à deux niveaux du SCIAN. On trouvera de plus amples détails et les définitions de chaque catégorie au site Web : http://www.statcan.ca/francais/Subjects/Standard/naics/1997/naics97-menu_f.htm

Annexe III : Tableaux détaillés pour la recherche primaire (enquête)

Les tableaux que renferme cette annexe sont basés sur les résultats pondérés de l'enquête, dont nous avons discuté à l'annexe II. Le numéro du tableau correspond à celui de la section et du graphique dans le rapport. Parce que les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme de certains pourcentages ne soit pas égale à 100. Il faut être prudent lorsqu'on interprète des tableaux croisés pour lesquels le nombre de réponses est faible.

TABLEAU 3.2a
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par secteur industriel et par PROVINCE, répondantes à l'enquête de mars 2003

Secteurs industriels (code à 2 niveaux du SCIAN)	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre total Canada atlantique	Canada atlantique % (N=400)
Agriculture, foresterie, pêches (SCIAN 11)	6%	5%	4%	3%	19	5%
Extraction minière, pétrole et gaz, services publics, construction (SCIAN 22 & 23)	2%	1%	5%	-	10	3%
Fabrication (SCIAN 31-33)	12%	13%	11%	10%	48	12%
Secteurs producteurs de biens (total partiel)	**20%**	**19%**	**20%**	**13%**	**77**	**19%**
Commerce de gros et de détail (SCIAN 41 & 44-45)	18%	20%	16%	30%	77	19%
Transports et entreposage (SCIAN 48-49)	3%	4%	2%	-	11	3%
Finances, assurance, services immobiliers et de location (SCIAN 52 & 53)	-	1%	2%	-	4	1%
Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54)	3%	16%	13%	13%	52	13%
Gestion, admin. et autres services de soutien (SCIAN 55 & 56)	8%	5%	10%	-	27	7%
Services d'enseignement (SCIAN 61)	-	1%	2%	-	5	1%
Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62)	14%	6%	8%	10%	33	8%
Information, spectacles et loisirs (SCIAN 51 & 71)	5%	7%	5%	3%	23	6%
Hébergement et services de restauration (SCIAN 72)	21%	7%	9%	17%	42	11%
Autres services (SCIAN 81)	9%	13%	13%	13%	49	12%
Secteurs de services (total partiel)	**80%**	**81%**	**80%**	**87%**	**323**	**81%**
TOTAL	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**400**	**100%**

TABLEAU 3.2b
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par secteur industriel selon la TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ, répondantes à l'enquête de mars 2003

Secteurs industriels	Rég. rur. (<5 000)	Petites villes (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Secteurs producteurs de biens	23%	13%	13%	77	19%
Secteurs de services	77%	87%	87%	323	81%
TOTAL				**400**	**100%**

TABLEAU 3.3a
SITUATION JURIDIQUE des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Constituée en société	55%	37%	37%	35%	158	40%
Non constituée en société	41%	56%	63%	65%	227	57%
Ne sait pas	4%	7%	-	-	15	3%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.3b
SITUATION JURIDIQUE des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Constituée en société	46%	37%	35%	42%	43%	158	40%
Non constituée en société	51%	60%	62%	56%	55%	227	57%
Ne sait pas	3%	3%	3%	2%	2%	15	3%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.4a
STRUCTURE des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Un propriétaire	86%	78%	91%	74%	333	83%
Plusieurs propriétaires	12%	18%	6%	20%	54	14%
Ne sait pas/autre	2%	4%	3%	6%	13	3%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.4b
STRUCTURE des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Un propriétaire	80%	82%	77%	84%	88%	333	83%
Plusieurs propriétaires	14%	15%	19%	13%	8%	54	14%
Ne sait pas/autre	6%	3%	4%	3%	4%	13	3%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.5
Entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique selon la SITUATION JURIDIQUE et la STRUCTURE

	Un propriétaire	Plusieurs propriétaires	Ne sait pas	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Constituée en société	115 (35%)	31 (57%)	13 (100%)	159	40%
Non constituée en société	204 (61%)	22 (41%)	-	226	57%
Ne sait pas/autre	14 (4%)	1 (-)	-	15	3%
TOTAL	333 (100%)	54 (100%)	13 (100%)	**400**	**100%**

TABLEAU 3.6a
Répartition des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique par NOMBRE D'EMPLOYÉS et par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Aucun employé	15%	36%	41%	34%	137	34%
1-4 employés	47%	47%	34%	37%	168	42%
5-9 employés	24%	12%	11%	17%	56	14%
10-19 employés	9%	2%	7%	9%	21	5%
20-99 employés	3%	2%	6%	3%	13	3%
100-499 employés	2%	1%	-	-	2	1%
500+ employés	-	1%	1%	-	4	1%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.6b
Répartition des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique par NOMBRE D'EMPLOYÉS, par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Aucun employé	29%	35%	38%	28%	39%	137	34%
1-4 employés	40%	41%	42%	44%	33%	168	42%
5-9 employés	15%	14%	12%	15%	18%	56	14%
10-19 employés	7%	6%	6%	5%	8%	21	5%
20-99 employés	5%	3%	2%	5%	4%	13	3%
100-499 employés	2%	-	-	1%	-	2	1%
500+ employés	1%	1%	-	2%	-	4	1%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.7a
Pourcentage des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique qui sont SAISONNIÈRES par PROVINCE

Cette entreprise est-elle saisonnière?	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	23%	15%	16%	23%	69	17%
Non	77%	85%	84%	77%	331	83%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.7b
Pourcentage des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique qui sont SAISONNIÈRES, par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

Cette entreprise est-elle saisonnière?	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	29%	16%	24%	16%	9%	69	17%
Non	71%	84%	76%	84%	91%	331	83%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.7c
Pourcentage des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique qui SOUS-TRAITENT par PROVINCE

Sous-traitance d'éléments de base du travail à d'autres personnes	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	29%	34%	26%	27%	120	30%
Non	70%	65%	74%	73%	277	69%
Ne sait pas	1%	1%	-	-	3	1%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.7d
Pourcentage des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique qui SOUS-TRAITENT par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

Sous-traitance d'éléments de base du travail à d'autres personnes	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	45%	26%	26%	27%	44%	120	30%
Non	55%	73%	73%	72%	56%	277	69%
Ne sait pas	-	1%	1%	1%	-	3	1%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.8a
Répartition des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique par RECETTES et par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Moins de 10 000 $	9%	7%	2%	7%	33	6%
10 001 $ - 25 000 $	11%	12%	9%	14%	44	11%
25 001 $ - 50 000 $	9%	15%	15%	11%	55	14%
50 001 $ - 100 000 $	12%	10%	9%	11%	39	10%
100 001 $ - 250 000 $	11%	9%	17%	11%	47	12%
250 001 $ - 500 000 $	11%	10%	8%	-	34	8%
500 001 $ - 750 000 $	3%	1%	3%	3%	9	2%
750 001 $ - 1 million $	1%	1%	1%	-	5	1%
1 million - 2 millions $	-	-	1%	3%	4	1%
2 millions $ +	1%	-	1%	-	3	1%
Ne sait pas / A refusé de répondre	32%	34%	35%	39%	137	34%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.8b
Répartition des entreprises appartenant à des femmes au Canada atlantique par RECETTES, par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Moins de 10 000 $	7%	6%	7%	3%	11%	33	6%
10 001 $ - 25 000 $	12%	11%	11%	13%	8%	44	11%
25 001 $ - 50 000 $	11%	14%	16%	12%	10%	55	14%
50 001 $ - 100 000 $	15%	9%	11%	10%	8%	39	10%
100 001 $ - 250 000 $	8%	13%	11%	13%	13%	47	12%
250 001 $ - 500 000 $	9%	6%	6%	7%	9%	34	8%
500 001 $ - 750 000 $	3%	2%	2%	3%	3%	9	2%
750 001 $ - 1 million $	2%	1%	1%	1%	1%	5	1%
1 million - 2 millions $	3%	1%	1%	2%	2%	4	1%
2 millions $ +	2%	-	1%	-	-	3	1%
Ne sait pas / A refusé de répondre	28%	37%	33%	37%	36%	137	34%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.9a
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par SALAIRE OU MONTANT RETIRÉ et par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Moins de 10 000 $	15%	15%	16%	14%	60	15%
10 001 $ - 20 000 $	17%	13%	9%	16%	50	13%
20 001 $ - 30 000 $	8%	8%	13%	7%	37	9%
30 001 $ - 40 000 $	3%	5%	10%	3%	25	6%
40 001 $ - 50 000 $	6%	5%	2%	3%	17	4%
50 001 $ - 60 000 $	1%	1%	1%	-	4	1%
60 000 $+	1%	1%	1%	3%	5	1%
Ne prend ni salaire ni montant	26%	15%	12%	18%	64	16%
Ne sait pas / A refusé de répondre	23%	38%	36%	36%	139	35%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.9b
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par SALAIRE OU MONTANT RETIRÉ, par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Moins de 10 000 $	7%	6%	7%	3%	11%	60	15%
10 001 $ - 20 000 $	12%	11%	11%	13%	8%	50	13%
20 001 $ - 30 000 $	11%	14%	16%	12%	10%	37	9%
30 001 $ - 40 000 $	15%	9%	11%	10%	8%	25	6%
40 001 $ - 50 000 $	8%	13%	11%	13%	13%	17	4%
50 001 $ - 60 000 $	9%	6%	6%	7%	9%	4	1%
60 000 $+	3%	2%	2%	3%	3%	5	1%
Ne prend ni salaire ni montant	20%	16%	20%	14%	13%	64	16%
Ne sait pas / A refusé de répondre	28%	37%	33%	37%	36%	139	35%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.10
Tableau croisé des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par NIVEAU DE RECETTES et par NIVEAU DE SALAIRE
(UNIQUEMENT POUR LES RÉPONDANTES QUI ONT RÉPONDU AUX DEUX QUESTIONS N=175)

	Niveau de salaire ou montant retiré par la propriétaire					Total par
Catégories de recettes	N'a pris ni salaire ni montant	Moins de 10 000 $	10 001 $ - 20 000 $	20 001 $ - 30 000 $	30 000 $ +	catégorie de recettes (%)
Moins de 10 000 $	59%	41%	0%	0%	0%	100%
10 001 $ - 25 000 $	27%	47%	22%	4%	0%	100%
25 001 $ - 50 000 $	29%	23%	29%	15%	4%	100%
50 001 $ - 100 000 $	16%	22%	31%	10%	20%	100%
100 001 $ - 250 000 $	6%	15%	21%	26%	32%	100%
250 001 $ - 500 000 $	9%	9%	24%	21%	38%	100%
500 000 $+	9%	0%	22%	13%	57%	100%
Total par catégorie de salaire (N=175)	37%	30%	28%	17%	24%	

TABLEAU 3.11
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ, par PROVINCE et par SECTEUR

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Secteur des produits	Secteur des services	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Rural (<5 000)	46%	50%	44%	47%	61%	44%	188	47%
Petite ville (5 000-100 000)	35%	28%	40%	47%	27%	39%	137	34%
Rég. urb. (100 000+)	18%	21%	16%	6%	11%	17%	71	18%
Ne sait pas	1%	1%	1%	-	1%	1%	4	1%
TOTAL							400	100%

TABLEAU 3.12a
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon le LIEU D'EXPLOITATION et par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Domicile	32%	52%	53%	43%	193	48%
Espace commercial loué	26%	22%	23%	32%	94	24%
Immeuble commercial appartenant à la propriétaire	41%	26%	23%	23%	110	27%
Autres	1%	1%	-	2%	3	1%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.12b
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par LIEU D'EXPLOITATION, par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Domicile	54%	47%	57%	34%	51%	193	48%
Espace commercial loué	15%	28%	12%	40%	29%	94	24%
Immeuble commercial appartenant à la propriétaire	29%	26%	31%	25%	18%	110	27%
Autres	1%	1%	-	1%	1%	3	1%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.13a
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon l'ÂGE DE L'ENTREPRISE et par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
1-3 ans	18%	14%	12%	19%	57	14%
4-6 ans	26%	26%	17%	19%	92	23%
7-9 ans	14%	21%	16%	16%	71	18%
10-20 ans	30%	27%	42%	39%	133	33%
20+ ans	12%	11%	13%	7%	46	12%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.13b
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon l'ÂGE DE L'ENTREPRISE, par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
1-3 ans	7%	17%	11%	18%	24%	57	14%
4-6 ans	25%	21%	24%	20%	18%	92	23%
7-9 ans	22%	16%	15%	19%	22%	71	18%
10-20 ans	37%	34%	40%	31%	28%	133	33%
20+ ans	9%	11%	10%	13%	9%	46	12%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.14a
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui ont l'intention d'AGRANDIR par PROVINCE

A l'intention d'agrandir ou de prendre de l'expansion d'ici 3 ans	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	52%	44%	41%	43%	178	44%
Non	36%	47%	54%	50%	191	48%
Ne sait pas / incertaine	12%	9%	5%	7%	31	8%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.14b
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui ont l'intention d'AGRANDIR, par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

A l'intention d'agrandir ou de prendre de l'expansion d'ici 3 ans	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	52%	43%	41%	45%	57%	178	44%
Non	44%	49%	53%	46%	39%	191	48%
Ne sait pas / incertaine	4%	8%	6%	9%	4%	31	8%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.14c
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui ont l'intention d'AGRANDIR selon l'ÂGE DE L'ENTREPRISE

A l'intention d'agrandir ou de prendre de l'expansion d'ici 3 ans	1-3 ans	4-6 ans	7-9 ans	10-20 ans	20+ ans	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	62%	53%	59%	32%	17%	178	44%
Non	31%	38%	40%	60%	72%	191	48%
Ne sait pas / incertaine	8%	9%	1%	7%	11%	31	8%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.16a
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par CATÉGORIE D'ÂGE et par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Moins de 25 ans	-	-	1%	-	1	-
25-34 ans	6%	6%	11%	7%	30	8%
35-44 ans	19%	33%	24%	32%	107	27%
45-54 ans	43%	34%	43%	30%	148	37%
55+ ans	32%	27%	21%	30%	102	26%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.16b
Répartition des femmes propriétaires d'entreprises au Canada atlantique par CATÉGORIE D'ÂGE, par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Moins de 25 ans	1%	-	-	1%	-	1	-
25-34 ans	5%	8%	6%	9%	5%	30	8%
35-44 ans	28%	29%	32%	24%	29%	107	27%
45-54 ans	40%	36%	34%	41%	35%	148	37%
55+ ans	26%	27%	28%	25%	31%	102	26%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.16c
AUTRES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES sur les femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique

État matrimonial	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)	**Membre d'une minorité**	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Célibataire	64	16%	Autochtone	7	2%
Mariées/conjointe de fait ou vit avec un partenaire	269	67%	Membre d'une minorité visible	13	3%
Veuve	16	4%	Personne handicapée	6	1%
Divorcée	44	11%	Aucune des précédentes	368	92%
A refusé de répondre	6	2%	A refusé de répondre	6	1%
TOTAL	**400**	**100%**	**TOTAL**	**400**	**100%**

TABLEAU 3.16d
PERSONNES À CHARGE des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique lorsqu'elles ont lancé leur entreprise

Aviez-vous des enfants ou adultes à charge qui vivaient avec vous lorsque vous avez lancé votre entreprise?	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	224	56%
Non	173	43%
Ne sait pas / incertaine	3	1%
TOTAL	**400**	**100%**

TABLEAU 3.17
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon la PREMIÈRE LANGUE et par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Anglais	100%	90%	52%	92%	319	80%
Français	-	4%	45%	4%	66	17%
Autre	-	5%	3%	4%	13	3%
A refusé de répondre	-	1%	-	30%	2	-
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.18a
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon le NIVEAU LE PLUS ÉLEVÉ DE SCOLARITÉ par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Moins que l'école secondaire	18%	6%	6%	7%	32	8%
Diplôme d'études secondaires	15%	21%	27%	16%	86	22%
Cours de formation professionnelle, d'une école de métiers, d'un collège communautaire	5%	7%	5%	5%	24	6%
Diplôme de formation professionnelle, d'école de métiers ou de collège communautaire	36%	20%	24%	34%	101	25%
Cours universitaires	8%	6%	6%	6%	25	6%
Diplôme universitaire (1er cycle ou études supérieures)	17%	30%	30%	17%	129	33%
Autres	1%	-	1%	-	3	1%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.18b
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon le NIVEAU LE PLUS ÉLEVÉ DE SCOLARITÉ, par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Moins que l'école secondaire	4%	9%	8%	9%	6%	32	8%
Diplôme d'études secondaires	29%	18%	28%	14%	11%	86	22%
Cours de formation professionnelle, d'une école de métiers, d'un collège communautaire	8%	5%	8%	3%	5%	24	6%
Diplôme de formation professionnelle, d'école de métiers ou de collège communautaire	16%	29%	22%	35%	23%	101	25%
Cours universitaires	12%	5%	7%	8%	1%	25	6%
Diplôme universitaire (1er cycle ou études supérieures)	31%	33%	28%	29%	54%	129	33%
Autres	-	1%	-	1%	-	3	1%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.19
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon l'EXPÉRIENCE EN GESTION AVANT LE LANCEMENT DE L'ENTREPRISE par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Moins de 1 an	49%	47%	48%	47%	188	47%
1-3 ans	14%	17%	27%	17%	77	19%
4-9 ans	14%	14%	6%	13%	46	11%
10 ans +	23%	22%	15%	23%	86	22%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.20
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon l'EMPLOI AVANT LE LANCEMENT DE L'ENTREPRISE

	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Employée à temps plein	208	52%
Employée à temps partiel	42	11%
Travailleuse autonome dans une autre entreprise	34	8%
Sans travail	77	19%
En formation	15	4%
Inactive	19	5%
Ne sait pas	5	1%
TOTAL	**400**	**100%**

TABLEAU 3.21a
RÉSUMÉ DES PRATIQUES COMMERCIALES des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
A actuellement un plan d'entreprise	39%	41%	32%	43%	152	40%
Fait des prévisions financières	55%	47%	42%	57%	189	47%
Investit dans la formation et le perfectionnement pour soi (la propriétaire)	41%	56%	50%	53%	205	51%
Investit dans la formation du personnel	47%	49%	41%	40%	130	47% (n=279)

TABLEAU 3.21b
RÉSUMÉ DES PRATIQUES COMMERCIALES des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
A actuellement un plan d'entreprise	45%	38%	36%	41%	41%	152	40%
Fait des prévisions financières	54%	48%	48%	51%	49%	189	47%
Investit dans la formation et le perfectionnement pour soi (la propriétaire)	49%	52%	44%	55%	66%	205	51%
Investit dans la formation du personnel	43%	50%	43%	53%	53%	130	47% (n=279)

TABLEAU 3.22a
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui EXPORTENT par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	11%	12%	11%	10%	45	11%
Non	89%	88%	89%	90%	355	89%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.22b
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui EXPORTENT par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	28%	7%	11%	12%	10%	45	11%
Non	72%	93%	89%	88%	90%	355	89%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.23
Principales EXPORTATIONS par SECTEUR

Principales exportations du secteur producteur de biens	Fréquence	% (N=22)	Principales exportations du secteur des services	Fréquence	% (N=23)
Articles de cadeau, arts et artisanat (poterie, vitrail, chandelles, savon, trousses d'artisanat, etc.)	8	36%	Articles de gros et de détail (art, articles de cadeau, poterie, bâtons de golf, produits de santé)	9	39%
Produits industriels (acide, plexiglass, moulages, métaux, bateaux, matériel de sécurité maritime)	5	23%	Services de conseil (formation, publicité, services éducatifs, révision)	6	26%
Vêtements	4	18%	Services de TI	3	13%
Produits agricoles, de poisson et alimentaires	3	14%	Abonnements (revues, adhésion à des organismes, etc.)	3	13%
Autres (appareils dentaires, chiens)	2	14%	Autres	2	9%
Total	22	100%	Total	23	100%

TABLEAU 3.24
IMPORTANCE DES EXPORTATIONS pour les femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique

Proportion du chiffre d'affaires total attribuable aux exportations	Exportateurs de l'Atlantique (N=45)
Moins de 10 %	31%
10-20 %	25%
21-50 %	16%
Plus que 50 %	20%
Ne sait pas	8%
TOTAL	**100%**

TABLEAU 3.26a
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui participent à des MISSIONS COMMERCIALES et à une FORMATION EN EXPORTATION par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
A participé à une mission commerciale	11%	5%	5%	6%	23	6%
A participé à un colloque sur l'exportation	20%	19%	10%	17%	65	16%
Souhaiterait participer à un programme de formation en exportation	36%	27%	19%	17%	100	25%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.26b
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui participent à des MISSIONS COMMERCIALES et à une FORMATION EN EXPORTATION par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
A participé à une mission commerciale	12%	4%	5%	6%	5%	23	6%
A participé à un colloque sur l'exportation	32%	13%	14%	20%	14%	65	16%
Souhaiterait participer à un programme de formation en exportation	37%	20%	22%	22%	28%	100	25%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.27a
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui participent à des ACTIVITÉS DE RÉSEAUTAGE par PROVINCE

Fréquence de participation à une activité de réseautage d'affaires	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Au moins tous les trois mois	36%	37%	30%	40%	142	36%
Deux fois par année	15%	18%	21%	20%	74	18%
Une fois par année	15%	17%	16%	13%	65	16%
Moins d'une fois par année	9%	7%	9%	17%	34	9%
Jamais	24%	18%	23%	10%	79	20%
Ne sait pas / incertaine	-	2%	2%	-	6	1%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.27b
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui participent à des ACTIVITÉS DE RÉSEAUTAGE par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

Fréquence de participation à une activité de réseautage d'affaires	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Au moins tous les trois mois	25%	39%	30%	38%	54%	142	36%
Deux fois par année	19%	18%	19%	20%	14%	74	18%
Une fois par année	19%	15%	19%	14%	9%	65	16%
Moins d'une fois par année	10%	10%	9%	13%	6%	34	9%
Jamais	26%	16%	22%	15%	15%	79	20%
Ne sait pas / incertaine	1%	1%	1%	-	2%	6	1%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.28a
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui appartiennent à des GROUPES ET ORGANISATIONS par PROVINCE

Adhésion ou participation régulière aux activités :	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Organisation d'affaires (p. ex., chambre de commerce, Conseil économique du NB)	26%	34%	37%	37%	135	34%
Club de bienfaisance (p. ex. Rotary, Club Lions, Club Richelieu)	11%	12%	7%	10%	40	10%
Association ou société liée à la profession	46%	61%	60%	63%	233	58%
Club ou organisation d'affaires ou de professionnelles	24%	22%	11%	19%	75	19%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.28b
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui adhèrent à des GROUPES OU ORGANISMES par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

Adhésion ou participation régulière aux activités :	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Organisation d'affaires (p. ex., chambre de commerce, Conseil économique du NB)	27%	36%	25%	42%	44%	135	34%
Club de bienfaisance (p. ex. Rotary, Club Lions, Club Richelieu)	5%	10%	10%	10%	8%	40	10%
Association ou société liée à la profession	54%	61%	59%	62%	56%	233	58%
Club ou organisation d'affaires ou de professionnelles	16%	19%	13%	19%	31%	75	19%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.29a
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique ayant un MENTOR par PROVINCE

Avez-vous un mentor?	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	30%	46%	39%	37%	161	40%
Non	70%	54%	61%	63%	239	60%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.29b
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique ayant un MENTOR par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

Avez-vous un mentor?	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	42%	40%	39%	40%	46%	161	40%
Non	58%	60%	61%	60%	54%	239	60%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.33a
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique - DEMANDES DE FINANCEMENT DE DÉMARRAGE ET APPROBATIONS par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Banques ou caisses populaires - DEMANDE	58%	43%	53%	57%	199	50%
TAUX D'APPROBATION	*66%*	*76%*	*84%*	*88%*	*155*	*78%*
CLDE - DEMANDE	32%	21%	20%	18%	89	22%
TAUX D'APPROBATION	*38%*	*46%*	*56%*	*42%*	*42*	*47%*
APECA - DEMANDE	38%	15%	22%	23%	87	22%
TAUX D'APPROBATION	*40%*	*37%*	*50%*	*42%*	*37*	*43%*
Autres organismes gouv - DEMANDE	17%	9%	10%	10%	42	11%
TAUX D'APPROBATION	**	*67%*	*69%*	**	*29*	*69%*
Autres sources - DEMANDE	24%	11%	11%	12%	54	13%
TAUX D'APPROBATION	*88%*	*45%*	*71%*	*100%*	*37*	*69%*

Note : Le taux d'approbation correspond au pourcentage des femmes qui ont reçu des fonds uniquement parmi celles qui ont présenté une demande dans cette catégorie.

** indique qu'on ne peut pas se fier aux chiffres étant donné le petit nombre de réponses.

TABLEAU 3.33b
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique - DEMANDES DE FINANCEMENT DE DÉMARRAGE ET APPROBATIONS par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Banques ou caisses populaires - DEMANDE	41%	53%	48%	59%	44%	199	50%
TAUX D'APPROBATION	*87%*	*80%*	*83%*	*79%*	*80%*	*155*	*78%*
CLDE - DEMANDE	14%	23%	20%	25%	15%	89	22%
TAUX D'APPROBATION	*77%*	*42%*	*57%*	*42%*	**	*42*	*47%*
APECA - DEMANDE	29%	20%	23%	25%	14%	87	22%
TAUX D'APPROBATION	*59%*	*37%*	*53%*	*36%*	**	*37*	*43%*
Autres organismes gouv - DEMANDE	15%	10%	11%	10%	13%	42	11%
TAUX D'APPROBATION	*86%*	*55%*	*69%*	*61%*	**	*29*	*69%*
Autres sources - DEMANDE	17%	12%	13%	9%	23%	54	13%
TAUX D'APPROBATION	*81%*	*73%*	*84%*	*71%*	*67%*	*37*	*69%*

Note : Le taux d'approbation correspond au pourcentage des femmes qui ont reçu des fonds uniquement parmi celles qui ont présenté une demande dans cette catégorie.

** indique qu'on ne peut pas se fier aux chiffres étant donné le petit nombre de réponses.

TABLEAU 3.35a
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique QUI ONT ENVISAGÉ UNE EXPANSION par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
A envisagé une expansion	62%	44%	45%	53%	191	48%
Ne prévoit pas une expansion	38%	56%	55%	47%	208	52%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.35b
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique QUI ONT ENVISAGÉ UNE EXPANSION par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
A envisagé une expansion	61%	46%	50%	45%	53%	191	48%
Ne prévoit pas une expansion	39%	54%	50%	55%	47%	208	52%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.35c
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique - DEMANDES ET APPROBATIONS DE FONDS D'EXPANSION par PROVINCE

	TN (n=41)	NE (n=77)	NB (n=58)	PE (n=15p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=191)
Banques ou caisses populaires - DEMANDE	51%	46%	40%	53%	87	46%
TAUX D'APPROBATION	*71%*	*80%*	*78%*	*85%*	*68*	*78%*
CLDE - DEMANDE	**	**	**	**	18	9%
TAUX D'APPROBATION	**	**	**	**	*10*	*56%*
APECA - DEMANDE	29%	12%	16%	10%	33	17%
TAUX D'APPROBATION	**	**	**	**	*21*	*64%*
Autres organismes gouv - DEMANDE	**	**	**	**	16	8%
TAUX D'APPROBATION	**	**	**	**	*11*	*69%*
Autres sources - DEMANDE	**	**	**	**	12	6%
TAUX D'APPROBATION	**	**	**	**	*8*	*67%*

Note : Le taux d'approbation correspond au pourcentage des femmes qui ont reçu des fonds uniquement parmi celles qui ont présenté une demande dans cette catégorie.

** indique qu'on ne peut pas se fier aux chiffres étant donné le petit nombre de réponses.

TABLEAU 3.35d
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique - DEMANDES ET APPROBATIONS DE FONDS D'EXPANSION par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Banques ou caisses populaires - DEMANDE	41%	49%	46%	51%	43%	87	46%
TAUX D'APPROBATION	*78%*	*80%*	*80%*	*86%*	*61%*	*68*	*78%*
CLDE - DEMANDE	**	8%	**	12%	**	18	9%
TAUX D'APPROBATION	**	**%	**	**	**	*10*	*56%*
APECA - DEMANDE	27%	14%	24%	**	**	33	17%
TAUX D'APPROBATION	*73%*	*54%*	*69%*	**	**	*21*	*64%*
Autres organismes gouv - DEMANDE	**	7%	**	**	**	16	8%
TAUX D'APPROBATION	**	*64%*	**	**	**	*11*	*69%*
Autres sources - DEMANDE	**	7%	9%	**	**	12	6%
TAUX D'APPROBATION	**	**	**	**	**	*8*	*67%*

Note : Le taux d'approbation correspond au pourcentage des femmes qui ont reçu des fonds uniquement parmi celles qui ont présenté une demande dans cette catégorie.

** indique qu'on ne peut pas se fier aux chiffres étant donné le petit nombre de réponses.

TABLEAU 3.36
Femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique - COTE DE SATISFACTION selon le TYPE DE BAILLEUR DE FONDS*

Comment évalueriez-vous votre expérience des bailleurs de fonds (accès à des fonds)?	Banques ou caisses populaires					APECA					Autres programmes gouvernementaux				
	TN	NE	NB	PE	Atlantique	TN	NE	NB	PE	Atlantique	TN	NE	NB	PE	Atlantique
1 – Très mauvaise	23%	17%	7%	7%	14%	45%	39%	20%	44%	35%	26%	30%	31%	36%	30%
2 – Mauvaise	15%	8%	9%	6%	10%	-	3%	11%	18%	7%	7%	5%	6%	8%	6%
3 – Neutre	19%	24%	21%	12%	21%	3%	3%	9%	5%	5%	13%	4%	3%	8%	6%
4 – Bonne	11%	23%	23%	26%	21%	21%	12%	23%	13%	18%	13%	14%	31%	10%	18%
5 – Très bonne	32%	24%	36%	45%	32%	21%	30%	37%	15%	29%	10%	21%	17%	13%	17%
Ne sait pas/A refusé de répondre	-	1%	-	3%	3%	10%	12%	-	5%	7%	32%	25%	12%	24%	23%
Nombre	47	87	75	20p	228	29	33	35	8p	105	31	56	35	8p	131

* Il faut interpréter avec soin les résultats provinciaux étant donné qu'ils sont basés sur des nombres minimes.

TABLEAU 3.37a
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique UTILISANT DES TECHNOLOGIES par PROVINCE

	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Ordinateur	67%	81%	70%	76%	299	75%
Courriel	55%	74%	57%	67%	259	65%
Internet	52%	73%	59%	67%	258	65%
Site Web	29%	39%	25%	33%	130	33%
Échange de données électronique	12%	16%	9%	13%	52	13%
Conception assistée par ordinateur	11%	14%	5%	11%	41	10%
Fabrication assistée par ordinateur	-	1%	1%	3%	4	1%
Autres systèmes informatiques	32%	46%	35%	41%	159	40%
Autre technologie	21%	24%	13%	17%	79	20%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.37b
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique UTILISANT DES TECHNOLOGIES par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Ordinateur	80%	74%	72%	74%	86%	299	75%
Courriel	66%	64%	63%	63%	86%	259	65%
Internet	66%	65%	65%	65%	65%	258	65%
Site Web	35%	33%	30%	35%	39%	130	33%
Échange de données électronique	7%	15%	10%	12%	21%	52	13%
Conception assistée par ordinateur	18%	9%	9%	11%	15%	41	10%
Fabrication assistée par ordinateur	3%	1%	1%	1%	-	4	1%
Autres systèmes informatiques	37%	41%	35%	44%	38%	159	40%
Autre technologie	23%	18%	16%	21%	24%	79	20%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.38a
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui s'occupent de R-D et d'INNOVATION par PROVINCE

Type de R-D ou d'innovation	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
R-D pour un nouveau produit ou service	30%	37%	32%	30%	135	34%
Demande de permis ou de brevet pour un nouveau produit ou service	11%	6%	7%	4%	28	7%
Partenariat ou coentreprise axée sur l'innovation avec une autre société	12%	15%	14%	11%	56	14%
Partenariat ou coentreprise axée sur l'innovation avec une université ou un institut de recherche	12%	9%	8%	3%	35	9%
Exécution de travaux de R-D considérés comme novateurs	17%	13%	13%	13%	54	14%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.38b
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

Type de R-D ou d'innovation	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
R-D pour un nouveau produit ou service	50%	30%	33%	31%	39%	135	34%
Demande de permis ou de brevet pour un nouveau produit ou service	10%	6%	6%	6%	7%	28	7%
Partenariat ou coentreprise axée sur l'innovation avec une autre société	19%	12%	13%	14%	13%	56	14%
Partenariat ou coentreprise axée sur l'innovation avec une université ou un institut de recherche	12%	7%	7%	6%	14%	35	9%
Exécution de travaux de R-D considérés comme novateurs	19%	12%	13%	10%	24%	54	14%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.40a
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon la PROBABILITÉ DE SUIVRE UNE FORMATION par PROVINCE

Probabilité de suivre une formation au cours des 12 prochains mois	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Fortement improbable - 1	38%	31%	31%	25%	127	32%
Improbable - 2	15%	6%	8%	6%	31	8%
Neutre - 3	14%	14%	13%	25%	58	15%
Probable -4	6%	7%	11%	11%	34	9%
Fortement probable -5	26%	39%	36%	32%	140	35%
Ne sait pas	1%	3%	1%	-	8	2%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.40b
Répartition des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique selon la PROBABILITÉ DE SUIVRE UNE FORMATION par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

Probabilité de suivre une formation au cours des 12 prochains mois	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Fortement improbable - 1	37%	29%	38%	24%	24%	127	32%
Improbable - 2	11%	7%	7%	9%	9%	31	8%
Neutre - 3	20%	16%	17%	19%	14%	58	15%
Probable -4	8%	10%	6%	11%	13%	34	9%
Fortement probable -5	24%	37%	30%	36%	41%	140	35%
Ne sait pas	1%	2%	2%	1%	-	8	2%
TOTAL						**400**	**100%**

TABLEAU 3.41a
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui FONT FACE À DES PROBLÈMES PARTICULIERS par PROVINCE

Problèmes particuliers en tant que femme propriétaire d'entreprise	TN (n=66)	NE (n=176)	NB (n=128)	PE (n=30p)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	46%	41%	37%	32%	158	40%
Non	53%	56%	63%	61%	233	58%
Ne sait pas / incertaine	1%	3%	-	7%	8	2%
TOTAL					**400**	**100%**

TABLEAU 3.41b
Pourcentage des femmes propriétaires d'entreprise au Canada atlantique qui FONT FACE À DES PROBLÈMES PARTICULIERS par SECTEUR et par TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

Problèmes particuliers en tant que femme propriétaire d'entreprise	Secteur des produits	Secteur des services	Rég. rur. (<5 000)	Petite ville (5 000-100 000)	Rég. urb. (100 000+)	Nombre Atlantique	% Atlantique (N=400)
Oui	45%	36%	35%	35%	52%	158	40%
Non	52%	61%	61%	62%	48%	233	58%
Ne sait pas / incertaine	3%	3%	4%	3%	2%	8	2%
TOTAL						**400**	**100%**

Annexe IV : Tableaux détaillés pour la recherche secondaire

TABLEAU 4.1a

Travail autonome en tant que pourcentage de l'emploi total, recensement de 2001

Recensement de 2001						
	Canada	**Atlantique**	**TN**	**PE**	**NE**	**NB**
Total - Classe de travailleurs (15 ans et plus)	15,872,070	1,138,315	241,500	73,635	451,380	371,805
Classe de travailleurs - sans objet	295,505	25,660	9,235	705	8,955	6,765
Toutes les classes de travailleurs - Canada	15,576,565	1,112,655	232,265	72,930	442,420	365,035
Toutes les classes de travailleurs - femmes	*7,265,430*	*521,475*	*107,910*	*34,840*	*207,980*	*170,745*
Femmes en pourcentage de tous les travailleurs	47%	47%	46%	48%	47%	47%
Total - travailleurs autonomes	1,861,205	99,950	17,120	9,095	42,680	31,055
Total - travailleuses autonomes	630,445	32,570	5,555	2,610	13,925	10,480
Femmes en pourcentage de tous les travailleurs autonomes	34%	33%	32%	29%	33%	34%
Recensement de 1996						
	Canada	**Atlantique**	**TN**	**PE**	**NE**	**NB**
Population active totale (15 ans et plus)	14,812,700	1,119,950	246,060	70,815	438,970	364,100
Population active féminine	*6,804,745*	*509,820*	*110,740*	*32,915*	*200,065*	*166,100*
Femmes en pourcentage de tous les travailleurs	46%	46%	45%	46%	46%	46%
Total - travailleurs autonomes	1,802,360	99,855	18,475	8,785	42,415	30,175
Total - travailleuses autonomes	579,015	29,855	5,395	2,290	12,730	9,440
Femmes en pourcentage de tous les travailleurs autonomes	32%	30%	29%	26%	30%	31%

Source : Recensements de 2001 et de 1996

TABLEAU 4.1b
Travail autonome en tant que pourcentage de l'emploi total (15 ans et plus), Canada et provinces de l'Atlantique, recensement de 2001

Canada				Canada atlantique			
	Les deux	**Femmes**	**Hommes**		**Les deux**	**Femmes**	**Hommes**
Total - Classe de travailleurs	15,872,070	7,420,060	8,452,015	Total - Classe de travailleurs	1,138,315	535,235	603,080
Classe de travailleurs - Sans objet	295,505	154,625	140,880	Classe de travailleurs - Sans objet	25,660	13,760	11,900
Toutes les classes de travailleurs	15,576,565	7,265,430	8,311,130	Toutes les classes de travailleurs	1,112,655	521,475	591,185
Travailleurs rémunérés	14,260,930	6,756,700	7,504,230	Travailleurs rémunérés	1,036,150	493,470	542,675
Employés	13,654,445	6,591,760	7,062,685	Employés	1,010,065	487,015	523,045
Trav. auto. (constitués en société)	606,485	164,935	441,545	Trav. auto. (constitués en société)	26,085	6,455	19,630
Sans aide rémunérée	238,370	67,730	170,635	Sans aide rémunérée	7,495	1,940	5,550
Avec aide rémunérée	368,120	97,205	270,910	Avec aide rémunérée	18,590	4,515	14,075
Trav. auto (non constitués en société)	1,254,720	465,510	789,205	Trav. auto (non constitués en société)	73,865	26,115	47,745
Sans aide rémunérée	892,475	357,740	534,735	Sans aide rémunérée	46,920	18,985	27,940
Avec aide rémunérée	362,240	107,770	254,470	Avec aide rémunérée	26,940	7,135	19,810
Travailleurs familiaux non rémunérés	60,920	43,225	17,690	Travailleurs familiaux non rémunérés	2,645	1,885	755
Terre-Neuve-et-Labrador				**Île-du-Prince-Édouard**			
	Les deux	**Femmes**	**Hommes**		**Les deux**	**Femmes**	**Hommes**
Total - Classe de travailleurs	241,500	112,860	128,640	Total - Classe de travailleurs	73,635	35,240	38,395
Classe de travailleurs - Sans objet	9,235	4,945	4,290	Classe de travailleurs - Sans objet	705	405	300
Toutes les classes de travailleurs	232,265	107,910	124,350	Toutes les classes de travailleurs	72,930	34,840	38,095
Travailleurs rémunérés	219,130	103,230	115,895	Travailleurs rémunérés	65,755	32,515	33,240
Employés	214,770	102,100	112,665	Employés	63,475	31,955	31,515
Trav. auto. (constitués en société)	4,365	1,130	3,230	Trav. auto. (constitués en société)	2,280	550	1,725
Sans aide rémunérée	1,265	335	930	Sans aide rémunérée	500	90	410
Avec aide rémunérée	3,095	795	2,295	Avec aide rémunérée	1,785	460	1,325
Trav. auto (non constitués en société)	12,755	4,425	8,335	Trav. auto (non constitués en société)	6,815	2,060	4,755
Sans aide rémunérée	7,445	2,850	4,595	Sans aide rémunérée	4,015	1,450	2,570
Avec aide rémunérée	5,315	1,575	3,740	Avec aide rémunérée	2,795	615	2,185
Travailleurs familiaux non rémunérés	375	260	120	Travailleurs familiaux non rémunérés	370	265	105
Nouvelle-Écosse				**Nouveau-Brunswick**			
	Les deux	**Femmes**	**Hommes**		**Les deux**	**Femmes**	**Hommes**
Total - Classe de travailleurs	451,380	212,940	238,440	Total - Classe de travailleurs	371,805	174,195	197,605
Classe de travailleurs - Sans objet	8,955	4,955	3,995	Classe de travailleurs - Sans objet	6,765	3,450	3,310
Toutes les classes de travailleurs	442,420	207,980	234,445	Toutes les classes de travailleurs	365,035	170,745	194,295
Travailleurs rémunérés	409,580	195,945	213,635	Travailleurs rémunérés	341,690	161,790	179,900
Employés	398,630	193,265	205,360	Employés	333,195	159,690	173,505
Trav. auto. (constitués en société)	10,955	2,675	8,275	Trav. auto. (constitués en société)	8,490	2,095	6,395
Sans aide rémunérée	3,235	840	2,395	Sans aide rémunérée	2,490	675	1,820

Avec aide rémunérée	7,715	1,835	5,880	Avec aide rémunérée	6,000	1,420	4,575
Trav. auto (non constitués en société)	31,725	11,250	20,480	Trav. auto (non constitués en société)	22,565	8,385	14,185
Sans aide rémunérée	20,810	8,530	12,280	Sans aide rémunérée	14,655	6,150	8,500
Avec aide rémunérée	10,915	2,720	8,200	Avec aide rémunérée	7,915	2,230	5,685
Travailleurs familiaux non rémunérés	1,120	790	330	Travailleurs familiaux non rémunérés	780	575	210

Note : La catégorie « Toutes les classes de travailleurs » inclut les employés, les travailleurs autonomes (constitués en société), les travailleurs autonomes (non constitués en société) et les travailleurs familiaux non rémunérés.
Source : Recensement de 2001

TABLEAU 4.2
Croissance du travail autonome (en milliers) - 1992, 2002

	FEMMES			
	1992	**2002**	**Chang. en nbre**	**Chang. en %**
Canada	610.3	820.7	210.4	34.5
Canada atlantique	38.2	50.1	11.9	31.2
Terre-Neuve-et-Labrador	6.7	8.7	2	29.9
Île-du-Prince-Édouard	2.9	3.4	0.5	17.2
Nouvelle-Écosse	16.4	21.9	5.5	33.5
Nouveau-Brunswick	12.2	16.1	3.9	32.0
	HOMMES			
	1992	**2002**	**Chang. en nbre**	**Chang. en %**
Canada	1309	1525.2	216.2	16.5
Canada atlantique	81	89.3	8.3	10.2
Terre-Neuve-et-Labrador	18.2	16.7	-1.5	-8.2
Île-du-Prince-Édouard	7.5	7.7	0.2	2.7
Nouvelle-Écosse	31.1	39	7.9	25.4
Nouveau-Brunswick	24.2	25.9	1.7	7.0
	LES DEUX SEXES			
	1992	**2002**	**Chang. en nbre**	**Chang. en %**
Canada	1919.3	2346	426.7	22.2
Canada atlantique	119.4	139.4	20	16.8
Terre-Neuve-et-Labrador	25	25.4	0.4	1.6
Île-du-Prince-Édouard	10.5	11.1	0.6	5.7
Nouvelle-Écosse	47.5	60.9	13.4	28.2
Nouveau-Brunswick	36.4	42	5.6	15.4

Source : Statistique Canada, Revue chronologique de la population active, 2002

TABLEAU 4.3

Travail autonome par sexe et par catégorie (en milliers) - 1992, 2002

	Canada			Atlantique			TN			PE			NE			NB		
2002	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F
Travailleurs autonomes	2346	1525	821	139	89.3	50.1	25.4	16.7	8.7	11.1	7.7	3.4	60.9	39	21.9	42	25.9	16.1
Travailleurs autonomes constitués en société, avec aide rémunérée	511	384	127	33.3	25.2	8	6.2	4.8	1.4	2.5	1.9	0.6	13.6	10.1	3.4	11	8.4	2.6
% TA constitués en société, avec aide rémunérée	**22%**	**25%**	**16%**	**24%**	**28%**	**16%**	**24%**	**29%**	**16%**	**23%**	**25%**	**18%**	**22%**	**26%**	**16%**	**26%**	**32%**	**16%**
TA constitues en societé, sans aide rémunerée	328	244	83.8	13	9.6	3.3	2.5	1.9	0.6	0.5	0.4	0	6	4.4	1.6	4	2.9	1.1
% TA constitués en société, sans aide rémunérée	**14%**	**16%**	**10%**	**9%**	**11%**	**7%**	**10%**	**11%**	**7%**	**5%**	**5%**	**0%**	**10%**	**11%**	**7%**	**10%**	**11%**	**7%**
TA non constitués en société, avec aide rémunerée	292	206	86	23.9	18	5.9	4.6	3.6	1	2.6	2.1	0.5	9.5	7.1	2.4	7.2	5.2	2
% TA non constitués en société, avec aide rémunérée	**12%**	**14%**	**10%**	**17%**	**20%**	**12%**	**18%**	**22%**	**11%**	**23%**	**27%**	**15%**	**16%**	**18%**	**11%**	**17%**	**20%**	**12%**
TA non constitues en societé, sans aide remunerée	1181	680	502	68.3	36.3	32.1	11.9	6.4	5.6	5.4	3.3	2.1	31.4	17.2	14.2	19.6	9.4	10.2
% TA non constitués en société, sans aide rémunérée	**50%**	**45%**	**61%**	**49%**	**41%**	**64%**	**47%**	**38%**	**64%**	**49%**	**43%**	**62%**	**52%**	**44%**	**65%**	**47%**	**36%**	**63%**

	Canada			Atlantique			TN			PE			NE			NB		
1992	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F
Travailleurs autonomes	1919	1309	610	119	81	38.2	25	18.2	6.7	10.5	7.5	2.9	47.5	31.1	16.4	36.4	24.2	12.2
Travailleurs autonomes constitués en société, avec aide rémunérée	494	396	97.7	28.3	23.2	5.1	6.1	4.8	1.3	2	1.6	0.4	10.6	9	1.6	9.6	7.8	1.8
% TA constitués en société, avec aide rémunérée	26%	30%	16%	24%	29%	13%	24%	26%	19%	19%	21%	14%	22%	29%	10%	26%	32%	15%
TA constitués en société, sans aide rémunérée	140	108	31.8	3.9	3.3	0	0.8	0.7	0	0.4	0.3	0	1	0.9	0	1.7	1.4	0
% TA constitués en société, sans aide rémunérée	7%	8%	5%	3%	4%	0%	3%	4%	0%	4%	4%	0%	2%	3%	0%	5%	6%	0%
TA non constitués en société, avec aide rémunérée	320	243	76.9	26.4	21.1	5.4	5.1	3.8	1.3	3	2.5	0.5	11	8.8	2.2	7.3	6	1.4
% TA non constitués en société, avec aide rémunérée	17%	19%	13%	22%	26%	14%	20%	21%	19%	29%	33%	17%	23%	28%	13%	20%	25%	11%
TA non constitués en société, sans aide rémunérée	899	546	353	58.2	32.8	25.4	12.7	8.9	3.8	4.8	3	1.8	24.1	12.2	11.9	16.6	8.7	7.9
% TA non constitués en société, sans aide rémunérée	47%	42%	58%	49%	40%	66%	51%	49%	57%	46%	40%	62%	51%	39%	73%	46%	36%	65%

Note : Parce que les chiffres sont arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100 %

Source : Statistique Canada, Revue chronologique de la population active, 2002

TABLEAU 4.3

Travail autonome par sexe et par catégorie (en milliers) - 1992, 2002

	Canada			Atlantique			IN			PE			NE			NB		
2002	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F	Les deux	H	F
Travailleurs autonomes	2346	1525	821	139	89.3	50.1	25.4	16.7	8.7	11.1	7.5	3.4	60.9	39	21.9	42	25.9	16.1
Travailleurs autonomes constitues en societe, avec aide remuneree	511	384	127	33.3	25.2	8	6.2	4.8	1.4	2.5	1.9	0.6	13.6	10.1	3.4	11	8.4	2.6
% TA constitues en société, avec aide remunerée	22%	25%	16%	24%	28%	16%	24%	29%	16%	23%	25%	18%	22%	26%	16%	26%	32%	16%
TA constitues en societe, sans aide remuneree	328	244	83.8	13	10.6	2.3	2.5	1.9	0.6	0.5	0.4	0.1	6	4.4	1.6	4	2.9	1.1
% TA constitués en société, sans aide rémunérée	14%	16%	10%	9%	11%	5%	10%	11%	7%	5%	5%	4%	10%	11%	7%	10%	11%	7%
TA non constitues en societe, avec aide remunerée	292	206	86	23.9	18	5.9	4.6	3.6	1	2.6	2.1	0.5	9.5	7.1	2.4	7.2	5.2	2
% TA non constitués en société, avec aide rémunérée	12%	14%	10%	17%	20%	12%	18%	22%	11%	23%	27%	15%	16%	18%	11%	17%	20%	12%
TA non constitues en societe, sans aide remunerée	1181	680	502	68.3	36.3	32.1	11.9	6.4	5.6	4.4	2.3	2.1	31.4	17.5	14.2	19.6	9.4	10.2
% TA non constitués en société, sans aide rémunérée	50%	45%	61%	49%	41%	64%	47%	38%	64%	40%	31%	62%	52%	44%	65%	47%	36%	63%

	Canada			Atlantique			TN			PE			NE			NB		
1992	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Travailleurs autonomes	1919	1199	720	139	81	58.2	29	18.7	6.7	10.5	7.4	2.9	47.5	31.1	16.4	36.4	24.2	12.2
Travailleurs autonomes constitués en société avec aide rémunérée	494	396	97.7	28.4	21.2	5.1	6.1	4.8	1.3	2	1.6	0.4	10.6	9	1.6	9.6	7.8	1.8
% TA constitués en société, avec aide rémunérée	26%	30%	16%	24%	29%	13%	24%	26%	19%	19%	21%	14%	22%	29%	10%	26%	32%	15%
TA constitués en société, sans aide rémunérée	140	108	31.8	9.9	7.3	2.6	4.8	3.7	1.1	1.4	0.3	1.1	3	0.9	2.1	1.7	1.3	0.4
% TA constitués en société, sans aide rémunérée	7%	8%	5%	3%	4%	0%	3%	4%	0%	4%	4%	0%	2%	3%	0%	5%	6%	0%
TA non constitués en société, avec aide rémunérée	520	243	276.9	26.4	21.1	5.4	4.1	4.8	1.3	1	2.4	0.5	11	8.8	2.2	7.3	6	1.4
% TA non constitués en société, avec aide rémunérée	17%	19%	13%	22%	26%	14%	20%	21%	19%	29%	33%	17%	23%	28%	13%	20%	25%	11%
TA non constitués en société, sans aide rémunérée	809	546	263	58.2	32.8	25.4	12.7	8.9	3.8	4.8	1	3.8	24.1	12.2	11.9	16.6	8.7	7.9
% TA non constitués en société, sans aide rémunérée	47%	42%	58%	49%	40%	66%	51%	49%	57%	46%	40%	62%	51%	39%	73%	46%	36%	65%

Note : Parce que les chiffres sont arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100 %.

Source : Statistique Canada, Revue chronologique de la population active, 2002

TABLEAU 4.4a

Travail autonome (en milliers) au Canada et au Canada atlantique, par industrie et par sexe, 2002

	Canada			Atlantique		
	Les deux	**Hommes**	**Femmes**	**Les deux**	**Hommes**	**Femmes**
Total des travailleurs autonomes	**2346**	**1525.2**	**820.7**	**139.4**	**89.3**	**50.1**
Secteur producteur de biens (total partiel)	*628.8*	*521.5*	*107.2*	*40.2*	*34.8*	*5.2*
Production de biens en % du total	27%	34%	13%	29%	39%	10%
Agriculture	211.4	156.7	54.7	6	4.7	0.8
Foresterie, pêche, exploitation minière, pétrole et gaz	45	39.2	5.8	14.2	12.6	1.2
Services publics	0	0	0	0	0	0
Construction	277.3	254.3	23	14.7	13.7	0.5
Fabrication	94.8	71.1	23.7	5	3.7	0.7
Secteur des services (total partiel)	*1717.2*	*1003.7*	*713.5*	*99.3*	*54.4*	*45*
Services en % du total	73%	66%	87%	71%	61%	90%
Commerce	300.3	190.6	109.6	19.9	12.8	7
Transports et entreposage	128.3	112.5	15.8	7.6	6.3	1.2
Finances, assurance, immobilier et location	132	88.1	43.9	5.7	4.1	1.3
Services professionnels, scientifiques et techniques	328.1	225.1	103	12.5	8.6	4
Gestion des sociétés et publicité	153.4	82.6	70.8	7.4	4.1	2.8
Services éducatifs	47.5	17.2	30.3	2.6	0.9	0.6
Soins de santé et assistance sociale	194.8	63.8	131.1	11.9	3.7	8.2
Information, culture et loisirs	103	61.7	41.3	5.3	3.5	0.9
Hébergement et restauration	96.5	55.9	40.6	6.1	3	2.7
Autres services	233.2	106.2	127	20.3	6.5	13.7
Administration publique	0	0	0	0	0	0

Source : Statistique Canada. Revue chronologique de la population active

TABLEAU 4.4b

Travail autonome (en milliers) au Canada et au Canada atlantique, par industrie et par sexe, 2002

	TN			PE			NE			NB		
	Les deux	Hommes	Femmes	Les deux	Hommes	Femmes	Les deux	Hommes	Femmes	Les deux	Hommes	Femmes
Total des travailleurs autonomes	25.4	16.7	8.7	11.1	7.7	3.4	60.9	39	21.9	42	25.9	16.1
Secteur producteur de biens (total partiel)	*9*	*7.5*	*1.5*	*4.8*	*4.2*	*0.5*	*15.4*	*13.4*	*1.9*	*11*	*9.7*	*1.3*
Production de biens en % du total	35%	45%	17%	43%	55%	15%	25%	34%	9%	26%	37%	8%
Agriculture	0	0	0	1.8	1.5	0.2	2.5	1.9	0.6	1.7	1.3	0
Foresterie, pêche, exploitation minière, pétrole et gaz	6.1	5.1	1	1.7	1.5	0.2	3.7	3.5	0	2.7	2.5	0
Services publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction	1.6	1.5	0	1	0.9	0	6.9	6.5	0.5	5.2	4.8	0
Fabrication	1	0.7	0	0.3	0.3	0	2.3	1.6	0.7	1.4	1.1	0
Secteur des services (total partiel)	*16.4*	*9.2*	*7.2*	*6.3*	*3.4*	*2.9*	*45.5*	*25.6*	*20*	*31.1*	*16.2*	*14.9*
Services en % du total	65%	55%	83%	57%	44%	85%	75%	66%	91%	74%	63%	93%
Commerce	4.4	2.7	1.6	1	0.6	0.4	9.3	6.4	2.9	5.2	3.1	2.1
Transports et entreposage	1.1	1	0	0.6	0.4	0.2	3.2	2.7	0.5	2.7	2.2	0.5
Finances, assurance, immobilier et location	0.9	0.6	0	0.3	0.3	0	2.6	1.8	0.8	1.9	1.4	0.5
Services professionnels, scientifiques et techniques	2.1	1.3	0.8	0.9	0.6	0.3	6	4.5	1.6	3.5	2.2	1.3
Gestion des sociétés et publicité	1.1	0.7	0	0.4	0.3	0	3.1	1.5	1.6	2.8	1.6	1.2
Services éducatifs	0.5	0	0	0	0	0	1.5	0.9	0.6	0.6	0	0
Soins de santé et assistance sociale	1.8	0.9	0.9	0.7	0.2	0.5	5.2	1.5	3.7	4.2	1.1	3.1
Information, culture et loisirs	0.8	0.5	0	0.3	0.2	0	3	2	0.9	1.2	0.8	0
Hébergement et restauration	1	0	0.6	0.6	0.3	0.3	2.5	1.4	1.1	2	1.3	0.7
Autres services	2.9	0.9	1.9	1.4	0.5	0.8	9.2	2.8	6.4	6.8	2.3	4.6
Administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Statistique Canada, Revue chronologique de la population active

TABLEAU 4.5
Professions des travailleurs autonomes, Classification nationale des professions (CNP) 2001

	TN					PE					NE					NB				
	Total	H	%	F	%	Total	H	%	F	%	Total	H	%	F	%	Total	H	%	F	%
Population active total	17,115	11,565		5,555		9,095	6,475		2,615		42,680	28,750		13,925		31,060	20,580		10,480	
Profession - Sans objet	0	0		0		0	0		0		0	0		0		0	0		0	
Toutes les professions	17,120	11,565		5,555		9,095	6,480		2,615		42,675	28,750		13,925		31,060	20,580		10,480	
A - Gestion	3,750	2,430	21	1,325	24	1,510	1,025	16	485	19	8,670	6,040	21	2,625	19	6,500	4,565	22	1,940	19
B - Affaires, finances, administration	1,090	545	5	540	10	495	190	3	305	12	3,615	1,595	6	2,020	15	2,470	1,105	5	1,365	13
C - Sciences naturelles et appliquées et prof apparentées	485	415	4	70	1	125	95	1	30	1	1,895	1,670	6	230	2	975	870	4	110	1
D - Santé	1,000	710	6	285	5	285	205	3	85	3	2,285	1,355	5	935	7	1,690	970	5	715	7
E - Sciences sociales, enseignement, services publics et religion	600	345	3	255	5	350	160	2	185	7	2,190	1,005	3	1,190	9	1,410	735	4	675	6
F - Art, culture, loisirs et sports	1,045	520	4	520	9	430	195	3	230	9	2,880	1,245	4	1,635	12	1,410	710	3	705	7
G - Ventes et services	2,385	815	7	1,565	28	1,140	405	6	740	28	6,295	2,230	8	4,060	29	5,870	1,680	8	4,185	40
H - Métiers, transports et machinerie et prof apparentées	1,985	1,860	16	125	2	1,165	1,105	17	60	2	7,400	7,020	24	370	3	5,805	5,545	27	260	2
I - Secteur primaire	4,565	3,760	33	805	14	3,480	3,010	46	470	18	6,815	6,135	21	675	5	4,475	4,060	20	420	4
J - Transformation, fabrication et services publics	220	160	1	60	1	115	95	1	20	1	635	455	2	180	1	455	345	2	110	1
			100		100			100		100			100		100			100		100

Source : Recensement de 2001 - Données sur un échantillon de 20 %

TABLEAU 4.6a

Répartition selon l'âge des travailleuses autonomes (constituées ou non en société), par groupe d'âge, Canada et Atlantique

	Canada		Atlantique		TN		PE		NE		NB	
Total - 15 ans+	630,450		32,570		5,555		2,615		13,930		10,480	
15-19 ans	6,590	1%	430	1%	35	1%	50	2%	220	2%	125	1%
20-24 ans	14,170	2%	760	2%	85	2%	90	3%	290	2%	300	3%
25-29 ans	37,195	6%	1,960	6%	340	6%	150	6%	780	6%	690	7%
30-34 ans	67,880	11%	3,425	11%	655	12%	260	10%	1,365	10%	1,145	11%
35-39 ans	98,880	16%	5,165	16%	930	17%	315	12%	2,265	16%	1,660	16%
40-44 ans	105,275	17%	5,380	17%	885	16%	455	17%	2,290	16%	1,745	17%
45-49 ans	95,800	15%	5,230	16%	965	17%	385	15%	2,270	16%	1,605	15%
50-54 ans	82,415	13%	4,680	14%	860	15%	385	15%	2,005	14%	1,425	14%
55-59 ans	56,775	9%	2,925	9%	500	9%	285	11%	1,290	9%	845	8%
60-64 ans	32,920	5%	1,335	4%	155	3%	80	3%	605	4%	500	5%
65 ans et +	32,555	5%	1,285	4%	145	3%	150	6%	545	4%	435	4%
		100%		100%		100%		100%		100%		100%

Source : Recensement de 2001

TABLEAU 4.6b

Répartition selon l'âge des travailleuses rémunérées (touchant un traitement, un salaire, des pourboires, une commission), par groupe d'âge, Canada et Atlantique

	Canada		Atlantique		TN		PE		NE		NB	
Total - 15 ans+	6,591,760		487,020		102,095		31,960		193,270		159,695	
15-19 ans	460,405	7%	31,540	6%	5,185	5%	2,460	8%	12,960	7%	10,940	7%
20-24 ans	717,750	11%	52,740	11%	10,595	10%	3,685	12%	21,465	11%	16,995	11%
25-29 ans	718,480	11%	52,945	11%	11,055	11%	3,320	10%	21,035	11%	17,535	11%
30-34 ans	754,345	11%	57,250	12%	12,960	13%	3,440	11%	22,425	12%	18,435	12%
35-39 ans	900,910	14%	69,215	14%	14,595	14%	4,360	14%	27,650	14%	22,615	14%
40-44 ans	940,585	14%	70,175	14%	15,320	15%	4,285	13%	27,795	14%	22,785	14%
45-49 ans	836,020	13%	64,165	13%	14,410	14%	3,800	12%	25,075	13%	20,885	13%
50-54 ans	669,235	10%	50,720	10%	10,520	10%	3,615	11%	19,785	10%	16,805	11%
55-59 ans	374,360	6%	25,860	5%	5,680	6%	1,945	6%	9,840	5%	8,395	5%
60-64 ans	156,165	2%	9,505	2%	1,350	1%	845	3%	4,040	2%	3,270	2%
65 ans et +	63,505	1%	2,895	1%	440	0%	210	1%	1,210	1%	1,040	1%
		100%		100%		100%		100%		100%		100%

Source : Recensement de 2001

TABLEAU 4.7a

Niveau de scolarité des travailleuses autonomes (constituées ou non en société)

	Canada		Atlantique		TN		PE		NE		NB	
Total - Niveau de scolarité	630,450		32,570		5,555		2,615		13,930		10,480	
Moins que la 9e année	25,540	4%	1,085	3%	350	6%	90	3%	315	2%	330	3%
9e-13e années	175,030	28%	8,450	26%	1,615	29%	725	28%	3,040	22%	3,070	29%
Certificat ou diplôme de métier	21,710	3%	1,000	3%	145	3%	120	5%	395	3%	340	3%
Autres - non universitaires	189,395	30%	10,560	32%	1,820	33%	835	32%	4,260	31%	3,650	35%
Université - total	218,775	35%	11,480	35%	1,630	29%	835	32%	5,925	43%	3,095	30%
Université - sans diplôme	76,705		4,635		690		395		2,305		1,245	
Université au moins B.A.	142,070		6,845		940		445		3,615		1,845	
		100%		100%		100%		100%		100%		100%

Source : Recensement de 2001

TABLEAU 4.7b

Scolarité des travailleuses rémunérées (touchant un traitement, un salaire, des pourboires ou une commission)

	Canada		Atlantique		TN		PE		NE		NB	
Total - Niveau de scolarité	6,591,760		487,020		102,095		31,960		193,270		159,695	
Moins que la 9e année	189,845	3%	14,700	3%	4,260	4%	925	3%	3,745	2%	5,775	4%
9e-13e années	2,008,605	30%	149,055	31%	28,620	28%	10,130	32%	54,835	28%	55,470	35%
Certificat ou diplôme de métier	168,065	3%	11,260	2%	2,220	2%	720	2%	5,130	3%	3,190	2%
Autres - non universitaires	2,049,905	31%	146,385	30%	34,145	33%	9,765	31%	57,905	30%	44,570	28%
Université - total	2,175,340	33%	165,610	34%	32,850	32%	10,420	33%	71,655	37%	50,685	32%
Université - sans diplôme	879,325		81,060		17,560		5,725		33,230		24,540	
Université au moins B.A.	1,296,015		84,560		15,290		4,695		38,425		26,145	
		100%		100%		100%		100%		100%		100%

Source : Recensement de 2001

TABLEAU 4.8a

Femmes propriétaires, par secteur industriel, parmi les répondants au Canada atlantique

Q35 : Quel pourcentage des entreprises au Canada atlantique appartenaient à des femmes, par secteur?

	0%	1-49%	Exact. 50%	51-100%	Total
Agriculture	56.7	9.1	28.2	5.9	99.9
Primaire	76.6	13.6	6.4	3.4	100
Fabrication	64.7	11.8	15	8.6	100.1
Gros/détail	50	12.8	16.4	20.8	100
Services professionnels	63.6	17.8	6.2	12.4	100
Industries du savoir*	nd	nd	nd	nd	0
Autres secteurs	59.2	11.5	10.6	18.7	100

*** Les données ne sont pas disponibles pour des raisons de confidentialité**

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002.

TABLEAU 4.8b

Entreprises appartenant à des femmes, par secteur industriel, au Canada atlantique et au Canada

Q35 : Quel pourcentage des entreprises au Canada atlantique appartenaient à des femmes, par secteur?

	Canada 51-100%	CA 51-100%	Canada Exact. 50%	CA Exact. 50%
Agriculture	4.7	5.9	32.3	28.2
Primaire	4.4	3.4	19.3	6.4
Fabrication	13.2	8.6	18.2	15
Gros/détail	23.9	20.8	19.6	16.4
Services professionnels	23.4	12.4	15.4	6.2
Industries du savoir*	11.5	nd	19.8	nd
Autres secteurs	14.6	18.7	16.4	10.6

*** Les données ne sont pas disponibles pour des raisons de confidentialité**

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002.

TABLEAU 4.9a

Entreprises appartenant à des femmes, selon le nombre d'employés, parmi les répondants à l'enquête au Canada atlantique

Q35 : Quel pourcentage des entreprises au Canada atlantique appartenaient à des femmes, selon l'effectif?

	0%	1-49%	Exact. 50%	51-100%	Total
0	62.6%	8.7%	13.9%	14.8%	100.0%
1-4	57.8%	12.0%	10.9%	19.4%	100.1%
5-19	59.5%	15.3%	16.7%	8.5%	100.0%
20-99	52.8%	27.6%	9.1%	10.5%	100.0%
100-499	X	X	X	X	0

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002.

TABLEAU 4.9b

Entreprises appartenant à des femmes, selon le nombre d'employés, au Canada atlantique et au Canada

Q35 : Quel pourcentage des entreprises au Canada atlantique appartenaient à des femmes, selon le nombre d'employés?

	Canada 51-100%	CA 51-100%	Canada Exact. 50%	CA Exact. 50%
0	15.1%	14.8	20.0%	13.9
1-4	16.2%	19.4	18.5%	10.9
5-19	12.5%	8.5	18.7%	16.7
20-99	9.5%	10.5	13.3%	9.1
100-499	4.3%	X	4.9%	X

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002.

TABLEAU 4.10

Demandes de fonds et approbations, répondants au Canada atlantique, type de financement, par % propriété féminine

	0%	1-49%	Exact 50%	51-100%	Toutes PME
Q1 - Proportion des femmes demandant un emprunt par % de propriete	26.2%	25.1%	37.5%	24.6%	26.70%
Q9 - Demande approuvée	74.5%	75.1%	87.3%	82.2%	78.1%
Q3 - Proportion des femmes demandant un financement par actions ou contributions non remboursables en 2000 par % de propriete	1.3%	1.2%	2.2%	1.1%	1.4%
Q24 - Approbation de la dernière demande en 2000 de financement par actions (capital-risque, contributions non remboursables)*	X	X	X	X	X

***données non disponibles pour des raisons de confidentialité**

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002

TABLEAU 4.11a

Âge du propriétaire majoritaire parmi les répondants au Canada atlantique, par % propriété féminine

Q36 - Age du propriétaire majoritaire par % propriété féminine

	0%	1-49%	Exact 50%	51-100%	CA Toutes PME	Canada Toutes PME
Moins de 25 ans	0.8%	0.7%	0.0%	0.7%	0.6%	0.6%
25-34 ans	9.3%	8.5%	8.3%	9.3%	8.6%	8.4%
35-44 ans	29.6%	27.9%	27.3%	27.1%	27.7%	28.1%
45-64 ans	52.4%	53.0%	59.9%	57.7%	54.5%	53.6%
65+	7.8%	10.0%	4.4%	5.2%	8.6%	9.3%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002

TABLEAU 4.10

Demandes de fonds et approbations, répondants au Canada atlantique, type de financement, par % propriété féminine

	0%	1-49%	Exact. 50%	51-100%	Toutes PME
Q1 - Proportion des femmes demandant un emprunt par % de propriété	26.2%	25.1%	37.5%	24.6%	26.70%
Q9 - Demande approuvée	74.5%	75.1%	87.3%	82.2%	78.1%
Q3 - Proportion des femmes demandant un financement par actions ou contributions non remboursables en 2000 par % de propriété	1.3%	1.2%	2.2%	1.1%	1.4%
Q24 - Approbation de la dernière demande en 2000 de financement par actions (capital-risque, contributions non remboursables)*	X	X	X	X	X

***données non disponibles pour des raisons de confidentialité**

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002.

TABLEAU 4.11a

Âge du propriétaire majoritaire parmi les répondants au Canada atlantique, par % propriété féminine

Q36 - Âge du propriétaire majoritaire, par % propriété féminine

	0%	1-49%	Exact. 50%	51-100%	CA Toutes PME	Canada Toutes PME
Moins de 25 ans	0.8%	0.7%	0.0%	0.7%	0.6%	0.6%
25-34 ans	9.3%	8.5%	8.3%	9.3%	8.6%	8.4%
35-44 ans	29.6%	27.9%	27.3%	27.1%	27.7%	28.1%
45-64 ans	52.4%	53.0%	59.9%	57.7%	54.5%	53.6%
65+	7.8%	10.0%	4.4%	5.2%	8.6%	9.3%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002.

TABLEAU 4.11b

Âge du propriétaire majoritaire entreprises de femmes (51%+), Canada atlantique, Canada

Q36 - Âge du propriétaire majoritaire, entreprises de femmes (51-100%)		
	CA	Canada
Moins de 25 ans	0.7%	0.6%
25-34 ans	9.3%	10.7%
35-44 ans	27.1%	31.1%
45-64 ans	57.7%	49.5%
65+	5.2%	8.1%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002.

TABLEAU 4.12a

Nombre d'années d'expérience du gestionnaire ou PDG, répondants du Canada atlantique, par % propriété féminine

Q37 - Nombre d'années d'expérience du gestionnaire ou PDG, par % propriété féminine						
	0%	1-49%	Exact. 50%	51-100%	CA Toutes PME	Canada Toutes PME
Moins de 2 ans	3.0%	2.9%	1.9%	3.4%	2.9%	2.4%
2-5 ans	5.7%	5.7%	4.4%	14.3%	6.9%	6.6%
6-8 ans	6.1%	5.6%	5.1%	10.7%	6.3%	6.1%
9 ans+	85.3%	85.8%	88.6%	71.6%	83.9%	84.9%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002.

TABLEAU 4.12b

Nombre d'années d'expérience du gestionnaire ou PDG, entreprises de femmes, Canada atlantique et Canada

Q37 - Nombre d'années d'expérience du gestionnaire ou premier dirigeant, entreprises de femmes

	CA	Canada
Moins de 2 ans	3.4%	5.2%
2-5 ans	14.3%	11.0%
6-8 ans	10.7%	8.4%
9 ans+	71.6%	75.5%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002

TABLEAU 4.13a

Entreprises exportatrices et non exportatrices au Canada atlantique par % de propriété féminine

Q35 : Quel pourcentage des entreprises exportatrices et non exportatrices au Canada atlantique appartenait à des femmes?

	0%	1-49%	Exact. 50%	51-100%	Total
Exportatrices	63.7%	9.9%	13.9%	12.6%	100.1%
Non exportatrices	59.0%	12.7%	12.5%	15.9%	100.1%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002

TABLEAU 4.13b

Entreprises exportatrices et non exportatrices au Canada par % de propriété féminine

Q35 : Quel pourcentage des entreprises exportatrices et non exportatrices au Canada appartenait à des femmes?

	0%	1-49%	Exact. 50%	51-100%	Total
Exportatrices	57.0%	14.3%	17.9%	10.8%	100.0%
Non exportatrices	54.5%	11.2%	19.0%	15.3%	100.0%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002

TABLEAU 4.14a

Pourcentage des dépenses totales consacrées à la R-D, répondants du Canada atlantique, par % de propriété féminine

Q40 - Pourcentage des dépenses totales pour la R-D, par % de propriété féminine

	0%	1-49%	Exact. 50%	51-100%	CA Toutes PME	Canada Toutes PME
Aucun	81.2%	81.7%	71.3%	85.2%	81.0%	76.1%
1-5%	7.8%	7.9%	17.7%	10.0%	9.5%	13.3%
6-10%	6.3%	6.1%	7.6%	3.1%	5.8%	6.0%
11-15%	1.1%	1.0%	2.9%	1.0%	1.2%	1.0%
16-20%	1.1%	1.0%	0.2%	0.2%	0.7%	0.8%
Plus de 20%	2.5%	2.3%	0.4%	0.5%	1.8%	2.7%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002

TABLEAU 4.14b

Pourcentage des dépenses totales consacrées à la R-D par les entreprises appartenant à des femmes, Canada atlantique et Canada

Q40 - Pourcentage des dépenses totales pour la R-D, entreprises de femmes

	CA	Canada
Aucun	85.2%	79.6%
1-5%	10.0%	10.7%
6-10%	3.1%	5.3%
11-15%	1.0%	0.4%
16-20%	0.2%	0.9%
Plus de 20%	0.5%	3.1%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002

TABLEAU 4.15a

Pourcentage des dépenses totales consacrées à l'achat de technologie, répondants du Canada atlantique, en % de propriété féminine

Q41 - Pourcentage des dépenses totales pour l'achat de technologie et des licences, par % de propriété féminine

	0%	1-49%	Exact. 50%	51-100%	CA Toutes PME	Canada Toutes PME
Aucun	73.6%	74.3%	75.3%	78.5%	75.0%	73.0%
1-5%	17.4%	16.5%	20.5%	14.9%	16.8%	17.6%
6-10%	5.6%	5.9%	1.9%	4.0%	5.1%	6.3%
11-15%	1.0%	1.0%	1.2%	0.3%	1.0%	0.8%
16-20%	1.1%	1.0%	1.0%	0.5%	0.9%	0.8%
Plus de 20%	1.3%	1.2%	0.2%	1.7%	1.2%	1.6%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002.

TABLEAU 4.15b

Pourcentage des dépenses totales consacrées à l'achat de technologie par des entreprises de femmes, Canada atlantique et Canada

Q41 - Pourcentage des dépenses totales pour l'achat de technologie et les licences, entreprises de femmes

	CA	Canada
Aucun	78.5%	75.2%
1-5%	14.9%	16.6%
6-10%	4.0%	4.7%
11-15%	0.3%	1.7%
16-20%	0.5%	0.2%
Plus de 20%	1.7%	1.6%

Source : Statistique Canada, Financement des petites et moyennes entreprises, 2000. Tableau des données pour les provinces de l'Atlantique, 2002.

TABLEAU 4.16

Effectif universitaire* par sexe, province, discipline, 1996 et 2001**

		1996			2001		
		Total	Femmes	Femmes en % du total	Total	Femmes	Femmes en % du total
NB	Commerce et administration	3352	1676	50%	3662	1876	51%
	Génie et sciences appliquées	2586	553	21%	2094	382	18%
	Math et sciences physiques	1300	319	25%	1478	334	23%
NE	Commerce et administration	6142	2861	47%	6799	3311	49%
	Génie et sciences appliquées	1858	399	21%	1887	420	22%
	Math et sciences physiques	2058	627	30%	2295	686	30%
PE	Commerce et administration	545	279	51%	593	296	50%
	Génie et sciences appliquées	82	17	21%	77	13	17%
	Math et sciences physiques	65	21	32%	118	53	45%
TN	Administration des affaires	944	517	55%	859	496	58%
	Génie et sciences appliquées	1237	248	20%	1220	244	20%
	Sciences (y compris math)	2850	1558	55%	2543	1391	55%

* 1er-3e cycles, temps plein, ** pour TN - 2000 et 2002

Source : Provinces atlantiques : SISCU et ESIS, CESPM; TN-Memorial University of Newfoundland, Fact Book 2002

TABLEAU 4.16

Effectif universitaire* par sexe, province, discipline, 1996 et 2001**

		1996			2001		
		Total	Femmes	Femmes en % du total	Total	Femmes	Femmes en % du total
NB	Commerce et administration	3352	1676	50%	3662	1876	51%
	Génie et sciences appliquées	2586	553	21%	2094	382	18%
	Math et sciences physiques	1300	349	25%	1478	334	23%
NE	Commerce et administration	6142	2861	47%	6799	3311	49%
	Génie et sciences appliquées	1858	399	21%	1887	420	22%
	Math et sciences physiques	2058	627	30%	2295	686	30%
PE	Commerce et administration	535	279	51%	593	296	50%
	Génie et sciences appliquées	82	17	21%	77	13	17%
	Math et sciences physiques	65	21	32%	118	53	45%
TN	Administration des affaires	944	517	55%	859	496	58%
	Génie et sciences appliquées	1237	248	20%	1220	244	20%
	Sciences (y compris math)	2850	1558	55%	2543	1391	55%

* 1^er^-3^e^ cycles, temps plein; ** pour TN - 2000 et 2002

Source : Provinces atlantiques : SISCU et ESIS, CESPM; TN-Memorial University of Newfoundland, Fact Book 2002

TABLEAU 4.17

Titres universitaires par sexe, province et discipline, 1996* et 1998

		1993			1998		
		Total	Femmes	Femmes en % du total	Total	Femmes	Femmes en % du total
NB	Commerce et administration	633	321	51%	650	342	53%
	Génie et sciences appliquées	405	61	15%	500	123	25%
	Math et sciences physiques	196	54	28%	223	64	29%
NE	Commerce et administration	1239	565	46%	1215	617	51%
	Génie et sciences appliquées	520	107	21%	560	122	22%
	Math et sciences physiques	396	125	32%	512	174	34%
PI	Commerce et administration	107	39	36%	42	20	48%
	Génie et sciences appliquées	14	4	29%	15	4	27%
	Math et sciences physiques	21	13	62%	19	10	53%
TN	Administration des affaires	296	138	47%	368	205	56%
	Génie	27	3	11%	20	1	5%
	Sciences (y compris math)	610	303	50%	520	286	55%

* Données de Terre-Neuve pour 1998 et 2002

Source : Provinces atlantiques : SISCU et ESIS, CESPM. TN-Memorial University of Newfoundland. Fact Book 2002.

TABLEAU 4.17

Titres universitaires par sexe, province et discipline, 1996* et 1998

		1993			1998		
		Total	Femmes	Femmes en % du total	Total	Femmes	Femmes en % du total
NB	Commerce et administration	633	321	51%	650	342	53%
	Génie et sciences appliquées	405	61	15%	500	123	25%
	Math et sciences physiques	196	54	28%	223	64	29%
NE	Commerce et administration	1239	565	46%	1215	617	51%
	Génie et sciences appliquées	520	107	21%	560	122	22%
	Math et sciences physiques	396	125	32%	512	174	34%
PE	Commerce et administration	107	39	36%	42	20	48%
	Génie et sciences appliquées	14	4	29%	15	4	27%
	Math et sciences physiques	21	13	62%	19	10	53%
TN	Administration des affaires	296	138	47%	368	205	56%
	Génie	27	3	11%	20	1	5%
	Sciences (y compris math)	610	303	50%	520	286	55%

* Données de Terre-Neuve pour 1998 et 2002

Source : Provinces atlantiques : SISCU et ESIS, CESPM; TN-Memorial University of Newfoundland, Fact Book 2002.

TABLEAU 4.18

Effectif et obtention de diplômes dans des programmes de technologie de l'information et de technologie industrielle

(comprenant les programmes d'arts appliqués, d'affaires et de géomatique à forte intensité de TI)

Nova Scotia Community College, 1999 à 2002

		Effectif septembre 1999			Diplômés juin 2000			Diplômés 2001-2002			Effectif septembre 2002		
Titre du programme	**cluster**	F	H	% Femmes	F	H	% Femmes	F	H	% Femmes	F	H	% Femmes
ANIMATION NUMÉRIQUE	Arts appliqués TI	[redacted]			3	10	23%	2	12	14%	15	30	33%
ARTS APPLIQUÉS ET TECHNOLOGIE	Arts appliqués TI	5	7	42%	3	2	60%	[redacted]					
IMAGERIE NUMÉRIQUE	Arts appliqués TI	8	10	44%	8	7	53%	12	9	57%	12	8	60%
TECHNOLOGIE INTERACTIVE	Arts appliqués TI	2	21	9%	7	11	39%	6	6	50%	8	26	24%
CONCEPTION DE DIDACTICIELS MULTIMÉDIAS	Arts appliqués TI	[redacted]			4	5	44%	3	8				
Arts appliqués TI - Total partiel		**15**	**38**	**28%**	**22**	**25**	**47%**	**21**	**23**	**48%**	**35**	**34**	**37%**
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION DES AFFAIRES	TI Affaires	566	341	62%	314	145	68%	6	9	40%	7	3	70%
BIBLIOTHÉCONOMIE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	TI Affaires	50	21	70%	15	7	68%	10	1	91%	50	11	83%
ADMINISTRATION DE BUREAU - GESTION DE L'INFORMATION	TI Affaires	72	11	87%	56	8	88%	41	11	79%	[redacted]		
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION DE BUREAU	TI Affaires	298	19	94%	266	8	97%	246	11	96%	414	62	87%
TI Affaires - Total partiel		**986**	**391**	**72%**	**651**	**168**	**79%**	**303**	**32**	**90%**	**475**	**76**	**86%**
CARTOGRAPHIE - CARTOGRAPHIE NUMÉRIQUE	Géomatique	15	20	44%	6	4	60%	0	7	0%	12	17	41%
SYSTÈMES D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE	Géomatique	13	14	48%	14	18	44%	13	24	35%	14	23	38%
TECHNOLOGIE INDUSTRIELLE DE GÉOMATIQUE	Géomatique	8	33	20%	7	23	23%	2	32	6%	2	26	7%
ÉTUDES INTÉGRÉES SG/RS	Géomatique	2	2	50%	2	3	40%	[redacted]					
GÉOMATIQUE MARITIME	Géomatique	3	9	25%	3	8	27%	10	10	50%	6	10	29%
PLANIFICATION TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION TERRESTRE	Géomatique	13	24	35%	8	3	73%	4	7	36%	13	15	46%
Géomatique - Total partiel		**50**	**102**	**33%**	**40**	**59**	**40%**	**29**	**80**	**27%**	**45**	**91**	**33%**
SPÉCIALISTE EN SYSTÈMES DE RÉSEAUTAGE	TI							1	9	10%			
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	TI							1	7	13%	4	45	8%
RÉSEAU DE SYSTÈMES D'INFORMATION	TI	21	48	30%	8	8	50%	6	25	19%	0	5	0%
TECHNOLOGIE DES RÉSEAUX INFORMATIQUES	TI	4	17	19%	4	17	19%	4	11	27%	1	7	13%
PROGRAMMEUR/ANALYSTE EN INFORMATIQUE	TI	3	12	20%	3	8	27%	1	10	9%	[redacted]		
PROGRAMMATION INFORMATIQUE - AVANCÉE	TI	4	8	33%	2	4	33%	0	1	0%			
PROGRAMMATION INFORMATIQUE - AFFAIRES	TI	5	9	36%	5	7	42%	4	10	29%			
PROGRAMMATION INFORMATIQUE - TECHNICIEN	TI	5	33	13%	1	18	5%						
TECHNICIEN EN SERVICES INFORMATIQUES	TI	6	76	7%	1	15	6%	0	7	0%	3	22	12%
SYSTÈMES INFORMATIQUES - AVANCÉS	TI	4	7	36%	9	6	60%	1	0	100%	[redacted]		
SYSTÈMES INFORMATIQUES - GESTION ET SOUTIEN	TI	70	89	44%	60	61	45%	33	54	38%	3	5	38%
MINI/MICROSYSTÈMES INFORMATIQUES - 1IÈME ANNÉE	TI	16	51	24%	0	1	0%	[redacted]					
MINI/MICROSYSTÈMES INFORMATIQUES - 2E ANNÉE	TI	6	16	27%	6	13	32%	8	17	32%			
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - PROGRAMME DE 2 ANS	TI	[redacted]									99	330	23%
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - ADMINISTRATION DE RÉSEAUX	TI										11	13	46%

PROGRAMMEUR DE SYSTÈMES D'INFORMATION	TI	6	11	35%	7	9	44%						
SYSTÈMES INTERNET - GESTION ET SOUTIEN	TI	3	19	14%	2	16	11%	4	7	36%			
Programmes de TI - Total partiel		**153**	**396**	**28%**	**98**	**183**	**35%**	**81**	**142**	**36%**	**117**	**382**	**23%**
	Technologie	0	10	0%	0	9	0%	0	5	0%	1	18	0%
TECHNICIEN EN GÉNIE ÉLECTRIQUE	Technologie	2	25	0%	2	8	0%	1	9	0%	0	36	0%
TECHNICIEN EN GÉNIE ÉLECTRONIQUE	Technologie	7	103	6%	2	34	6%	2	32	6%	20	156	11%
TECHNOLOGIE DE GÉNIE ÉLECTRONIQUE	Technologie	6	50	11%	1	10	9%	0	8	0%	5	34	13%
TECHNICIEN EN TECHNIQUE DE FABRICATION	Technologie							0	10	0%	2	21	
TECHNICIEN EN GÉNIE MÉCANIQUE	Technologie	1	34	3%	0	11	0%	1	19	5%	3	45	6%
FONDEMENT MÉCANIQUE	Technologie	4	26	13%	2	8	20%	0	5	0%			
TECHNICIEN EN MÉCANIQUE	Technologie		9	0%	0	11	0%						0%
Technologie - Total partiel		**20**	**257**	**7%**	**7**	**91**	**7%**	**4**	**88**	**4%**	**31**	**310**	**9%**
Note : Parte noircie lorsque le cours n'est pas offert.		**Tout le collège**		**48%**	**Tout le collège**		**50%**	**Tout le collège**		**50%**	**Tout le collège**		**51%**

Source : Sue Drapeau, gestionnaire, Recherche et analyse, NSCC, 15 avril 2003

TABLEAU 4.19

Effectif du Collège du Nouveau-Brunswick par catégorie, étudiants à temps plein, catégories technique et technologie seulement

	Hommes	Femmes	Femmes en % du total	Total
2001-2002	2254	1319	37%	3573
2000-2001	2252	1405	38%	3657
1999-2000	2454	1560	39%	4014
1998-1999	2516	1547	38%	4063
1997-1998	2390	1462	38%	3852

Source : Système d'information sur les étudiants, CCNB.

TABLEAU 4.20

Diplômés en sciences informatiques de PE, Holland College, certaines années

	Hommes	Femmes	Femmes en % du total	Total
Juin 98	88	38	30%	126
Juin 01	80	28	26%	108

Source : Statistiques du Holland College.

TABLEAU 4.21a

Pourcentage de la population adulte* suivant des cours pour adultes, par sexe et province, 1991 et 1997

	1991			1997		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
TN	18.8%	17.0%	20.7%	18.6%	18.8%	18.4%
PE	21.6%	23.3%	19.8%	22.2%	23.8%	20.6%
NE	22.9%	23.9%	21.9%	28.8%	28.1%	29.5%
NB	19.5%	19.5%	19.5%	23.4%	24.0%	22.7%
CANADA	28.9%	29.7%	28.0%	27.7%	28.7%	26.8%

* Personnes âgées d'au moins 17 ans non compris les élèves de 17 à 19 ans du primaire ou du secondaire et les étudiants de 17 à 24 ans dans un programme PS à temps plein.

Source : Un rapport sur l'éducation et la formation des adultes au Canada, Statistique Canada, mai 2001.

TABLEAU 4.21b

Pourcentage des adultes suivant des cours liés au travail, par intérêt personnel, avec l'appui de l'employeur, parrainés ou non par l'employeur, par province, 1997

	Participation globale*	Programmes liés à l'emploi	Intérêt personnel	Parrainage par l'employeur	Cours non parrainés par l'employeur
TN	18.6%	15.3%	4.5%	17.8%	9.1%
PE	22.2%	17.3%	6.9%	19.0%	10.7%
NE	28.8%	22.6%	9.8%	28.5%	13.2%
NB	23.4%	17.1%	8.4%	20.2%	11.8%
CANADA	27.7%	21.1%	9.8%	23.7%	14.1%

* La somme de la participation aux quatre sous-catégories ne correspond pas au taux de participation totale parce que certaines personnes ont participé à plusieurs catégories d'activités.

Source : Un rapport sur l'éducation et la formation des adultes au Canada, Statistique Canada, mai 2001.

TABLEAU 4.22

Pourcentage des adultes qui suivent un cours, selon le niveau de scolarité, 1997

	8e année	Secondaire partiel	Diplôme d'études secondaires	Cours pour secondaire	Diplôme postsecondaire	Diplôme universitaire
TN*	1.7%	6.3%	10.7%	34.5%	28.8%	53.6%
PE*	4.0%	9.1%	14.3%	37.0%	31.2%	48.4%
NE**	7.9%	12.4%	27.1%	39.5%	33.4%	55.6%
NB**	5.1%	14.0%	19.2%	36.7%	29.2%	51.2%
CANADA	5.0%	15.0%	21.8%	36.9%	33.7%	48.0%

* pour les quatre premières colonnes, les estimations ne sont pas fiables

** pour la première colonne, les estimations ne sont pas fiables

* La somme de la participation aux quatre sous-catégories ne correspond pas au taux de participation total parce que certaines personnes ont participé à plusieurs catégories d'activités.

Source : Un rapport sur l'éducation et la formation des adultes au Canada, Statistique Canada, mai 2001.

TABLEAU 4.23

Pourcentage des travailleurs adultes qui suivent des cours par catégorie d'emploi principale et selon que le cours est lié à l'emploi ou par intérêt personnel, Canada et région atlantique, 1997

Catégorie d'emploi principale		Participation totale		Participation à des programmes/cours liés à l'emploi		Participation à des programmes/cours par intérêt personnel		Participation à des programmes/cours non parrainés par l'employeur	
		Canada (%)	Région atlan. (%)	Canada (%)	Région atlan. (%)	Canada (%)	Région atlan. (%)	Canada (%)	Rég. atlan. (%)
Total :	Travailleurs autonomes	24.6	21.5	18.3	14.4	9.2	9.5*	12.9	12.9
	Secteur public	50.2	52.0	42.0	45.1	16.1	15.2	19.8	17.8
	Secteur privé	34.5	31.3	27.8	25.0	10.5	8.8	15.1	13.5
Hommes :	Travailleurs autonomes	22.2	20.9	17.7	15.7*	6.6	8.1*	10.0	11.4*
	Secteur public	45.5	49.6	38.5	43.4	13.0	12.3*	13.8	13.2*
	Secteur privé	32.4	29.3	26.9	25.0	7.9	6.1	11.9	11.6
Femmes :	Travailleurs autonomes	29.0	22.5*	19.4	12.1*	14.1	12.1*	18.4	15.8*
	Secteur public	54.6	54.1	45.3	46.7	18.9	17.8	25.3	22.1
	Secteur privé	37.0	33.7	28.7	24.9	13.6	12.1	18.8	15.8

Note : L'astérisque (*) indique que le nombre a un coefficient de variation compris entre 16 % et 33 % et est par conséquent moins fiable que les autres nombres.

Source : Enquête sur l'éducation et la formation des adultes, 1998.

TABLEAU 4.24
Pourcentage des travailleurs adultes participant à une éducation parrainée par l'employeur selon la sorte d'emploi, Canada et région atlantique, 1997

Sorte d'emploi		Taux de participation	
		Canada (%)	Région atlantique (%)
Total :	Employé sans fonctions de surveillance	20.9	21.1
	Employé avec fonction de surveillance	37.8	37.6
	Travailleur autonome sans employés	11.2	5.1*
	Travailleur autonome avec employés	18.1	17.2
Hommes :	Employé sans fonctions de surveillance	19.6	18.4
	Employé avec fonction de surveillance	37.4	38.2
	Travailleur autonome sans employés	10.6	5.2**
	Travailleur autonome avec employés	17.6	16.6*
Femmes :	Employée sans fonctions de surveillance	22.1	23.9
	Employée avec fonction de surveillance	38.4	36.8
	Travailleuse autonome sans employés	12.0*	4.9**
	Travailleuse autonome avec employés	19.6*	20.2**

Note : L'astérisque (*) indique que le nombre a un coefficient de variation compris entre 16 % et 33 % et est par conséquent moins fiable que les autres nombres.
** Les données ne sont pas fiables; le coefficient de variation est supérieur à 33 %.
Source : Enquête sur l'éducation et la formation des adultes, 1998.

TABLEAU 4.25

Pourcentage des travailleurs qui participent à une formation liée à l'emploi selon la taille d'entreprise et le travail autonome, Canada et région de l'Atlantique, 1991, 1993 et 1997

Taille de l'entreprise		1991		1993		1997	
		Canada (%)	Région atlantique (%)	Canada (%)	Région atlantique (%)	Canada (%)	Région atlantique (%)
Total :	Moins de 20 employés	19.7	16.1	20.5	18.6	18.3	17.4
	20-99 employés	29.1	23.3	27.8	32.3	26.2	31.7
	100-499 employés	36.8	34.3	36.2	34.2	33.3	35.2
	500 employés et plus	45.0	37.2	44.8	43.3	39.2	39.8
	Travailleurs autonomes	nd	nd	nd	nd	18.0	14.1
Hommes :	Moins de 20 employés	17.6	14.4	19.5	18.0	17.6	19.3
	20-99 employés	29.7	26.1*	26.7	28.5*	22.7	32.3
	100-499 employés	37.6	37.7	33.7	37.0	30.7	29.9*
	500 employés et plus	44.1	37.5	46.7	48.5	38.1	39.0
	Travailleurs autonomes	nd	nd	nd	nd	17.4	15.4*
Femmes :	Moins de 20 employés	22.5	18.5	21.9	19.2	19.1	14.9
	20-99 employés	28.4	19.4*	29.5	37.7*	30.6	31.0*
	100-499 employés	35.8	30.7*	39.1	31.0*	36.3	41.1
	500 employés et plus	45.9	36.9	42.7	36.4	40.4	40.5
	Travailleuses autonomes	nd	nd	nd	nd	19.2	11.6*

- Un particulier est considéré comme employé ou actif si sa situation dans la population active la semaine précédant l'enquête était « actif ».
- Est un travailleur autonome une personne qui travaille à son compte. L'entreprise d'un travailleur autonome peut compter des employés en plus du propriétaire.

Note : L'astérisque (*) indique que le nombre a un coefficient de variation compris entre 16 % et 33 % et est par conséquent moins fiable que les autres nombres.

Source : Enquête sur l'éducation et la formation des adultes, 1998.

TABLEAU 4.26

Nombre d'entreprises selon l'effectif, tous les secteurs, provinces de l'Atlantique, juin 2002

	Total (A)	*Indéter-miné (B)	Total partiel (A - B)	1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+	Total
Terre-Neuve-et-Labrador	25,832	8,461	17,371	10,631	3,108	1,711	1,192	390	187	92	60	17,371
% du total		32.8%		41.2%	12.0%	6.6%	4.6%	1.5%	0.7%	0.4%	0.2%	100.0%
Île-du-Prince-Édouard	10,581	3,561	7,020	4,110	1,252	835	548	164	68	35	8	7,020
% du total		33.7%		38.8%	11.8%	7.9%	5.2%	1.5%	0.6%	0.3%	0.1%	100.0%
Nouvelle-Écosse	51,687	20,330	31,357	17,663	5,566	3,880	2,670	875	448	170	85	31,357
% du total		39.3%		34.2%	10.8%	7.5%	5.2%	1.7%	0.9%	0.3%	0.2%	100.0%
Nouveau-Brunswick	44,556	17,047	27,509	16,077	4,847	3,229	2,136	699	315	149	57	27,509
% du total		38.3%		36.1%	10.9%	7.2%	4.8%	1.6%	0.7%	0.3%	0.1%	61.7%
Région de l'Atlantique	132,656	49,400	83,257	48,482	14,773	9,655	6,546	2,128	1,018	446	210	83,259
		37.2%		36.5%	11.1%	7.3%	4.9%	1.6%	0.8%	0.3%	0.2%	100.0%

* Indéterminé signifie que l'effectif de l'entreprise est inconnu et ordinairement qu'il s'agit d'une entreprise comptant un employé (le propriétaire).

Source : Statistique Canada, Structure des industries canadiennes, juin 2002.

TABLEAU 4.27a

Nombre d'entreprises par secteur de recensement, Terre-Neuve-et-Labrador, juin 2002

	Total (A)	*Indéter-miné (B)	Total partiel (A - B)	1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+	% du total
Terre-Neuve-et-Labrador	**25,832**	**8,461**	**17,371**	**10,631**	**3,108**	**1,711**	**1,192**	**390**	**187**	**92**	**60**	
1000 – Résidu provincial	70	22	48	32	11	4	1	0	0	0	0	
1001 – Sec n° 1 – Péninsule Avalon	13,028	4,815	8,213	4,635	1,507	921	704	230	117	56	43	50.4%
1002 – Sec n° 2 – Péninsule Burin	970	252	718	525	99	38	35	11	2	6	2	3.8%
1003 – Sec n° 3 – Côte sud	783	212	571	416	85	28	32	5	2	3	0	3.0%
1004 – Sec n° 4 – St. George's	869	274	595	399	100	57	20	9	6	3	1	3.4%
1005 – Sec n° 5 – Humber	2,137	682	1,455	887	277	145	95	25	19	3	4	8.3%
1006 – Sec n° 6 – Centre	1,834	511	1,323	790	270	133	85	28	9	4	4	7.1%
1007 – Sec n° 7 – Bonavista/Trinity	1,818	531	1,287	886	216	91	53	23	10	6	2	7.0%
1008 – Sec n° 8 – Notre Dame	1,886	501	1,385	984	232	93	50	13	8	4	1	7.3%
1009 – Sec n° 9 – Péninsule du nord	1,120	287	833	574	125	77	36	15	2	3	1	4.3%
1010 – Sec n° 10 - Labrador	1,317	374	943	503	186	124	81	31	12	4	2	5.1%
												100.0%

* Il y a résidu lorsqu'un secteur de recensement ne peut pas être attribué. Il se peut que le code postal manque ou que l'adresse corresponde uniquement à une case postale; on ne sait alors pas où l'entreprise se trouve.

Source : Statistique Canada, Structure des industries canadiennes, juin 2002.

TABLEAU 4.27b

Nombre d'entreprises par secteur de recensement, Île-du-Prince-Édouard, juin 2002

	Total (A)	*Indéter-miné (B)	Total partiel (A - B)	1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+
Île-du-Prince-Édouard	**10,581**	**3,561**	**7,020**	**4,110**	**1,252**	**835**	**548**	**164**	**68**	**35**	**8**
1100 – Résidu provincial	4	3	1	1	0	0	0	0	0	0	0
1101 – Comté de Kings	1,810	460	1,350	946	195	119	58	17	12	2	1
1102 – Comté de Queens	5,802	2,035	3,767	2,056	704	479	351	108	39	24	6
1103 – Comté de Prince	2,965	1,063	1,902	1,107	353	237	139	39	17	9	1

* Il y a résidu lorsqu'un secteur de recensement ne peut pas être attribué. Il se peut que le code postal manque ou que l'adresse corresponde uniquement à une case postale; on ne sait alors pas où l'entreprise se trouve.

Source : Statistique Canada, Structure des industries canadiennes, juin 2002.

TABLEAU 4.27c
Nombre d'entreprises par secteur de recensement, Nouvelle-Écosse, juin 2002

	Total (A)	*Indéter-miné (B)	Total partiel (A - B)	1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+	%
Nouvelle-Écosse	**51,687**	**20,330**	**31,357**	**17,663**	**5,566**	**3,880**	**2,670**	**875**	**448**	**170**	**85**	
1200 – Résidu provincial*	57	24	33	23	7	2	1	0	0	0	0	
1201 – Comté de Shelburne	1,512	445	1,067	570	219	161	84	25	6	2	0	2.9%
1202 – Comté de Yarmouth	1,938	551	1,387	659	313	234	119	39	16	6	1	3.7%
1203 – Comté de Digby	1,556	532	1,024	571	219	135	68	19	6	4	2	3.0%
1204 – Comté de Queens	590	228	362	248	54	28	17	10	4	0	1	1.1%
1205 – Comté d'Annapolis	1,227	512	715	467	111	76	43	10	3	5	0	2.4%
1206 – Comté de Lunenburg	3,018	1,316	1,702	1,049	283	204	117	21	19	6	3	5.8%
1207 – Comté de Kings	3,293	1,249	2,044	1,264	310	249	132	46	29	8	6	6.4%
1208 – Comté de Hants	2,178	976	1,202	759	203	112	71	35	16	5	1	4.2%
1209 – Comté de Halifax	20,665	9,246	11,419	5,546	2,149	1,593	1,311	434	244	86	56	40.0%
1210 – Comté de Colchester	2,898	1,135	1,763	1,014	330	200	146	43	19	8	3	5.6%
1211 – Comté de Cumberland	1,806	648	1,158	755	178	111	67	29	11	6	1	3.5%
1212 – Comté de Pictou	2,356	836	1,520	919	280	152	102	42	15	8	2	4.6%
1213 – Comté de Guysborough	523	170	353	258	32	31	19	8	4	1	0	1.0%
1214 – Comté d'Antigonish	1,200	421	779	485	134	77	60	10	9	3	1	2.3%
1215 – Comté d'Inverness	1,449	442	1,007	669	152	90	58	20	13	3	2	2.8%
1216 – Comté de Richmond	481	173	308	208	54	28	10	6	0	2	0	0.9%
1217 – Comté du Cap-Breton	4,209	1,260	2,949	1,774	474	362	216	69	32	16	6	8.1%
1218 – Comté de Victoria	731	166	565	425	64	35	29	9	2	1	0	1.4%
												100%

* Il y a résidu lorsqu'un secteur de recensement ne peut pas être attribué. Il se peut que le code postal manque ou que l'adresse corresponde uniquement à une case postale; on ne sait alors pas où l'entreprise se trouve.

Source : Statistique Canada, Structure des industries canadiennes, juin 2002.

TABLEAU 4.27d

Nombre d'entreprises par secteur de recensement, Nouveau-Brunswick, juin 2002

	Total (A)	*Indéter-miné (B)	Total partiel (A - B)	1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+	%
Nouveau-Brunswick	**44,556**	**17,047**	**27,509**	**16,077**	**4,847**	**3,229**	**2,136**	**699**	**315**	**149**	**57**	
1300 – Résidu provincial*	923	323	600	435	99	46	17	3	0	0	0	2.1%
1301 – Comté de Saint-John	4,317	1,659	2,658	1,191	557	408	291	112	54	31	14	9.7%
1302 – Comté de Charlotte	1,772	594	1,178	667	235	142	90	27	8	8	1	4.0%
1303 – Comté de Sunbury	769	348	421	266	53	56	27	12	5	2	0	1.7%
1304 – Comté de Queens	611	249	362	256	54	18	26	6	2	0	0	1.4%
1305 – Comté de Kings	3,113	1,424	1,689	1,072	292	166	112	32	10	5	0	7.0%
1306 – Comté d'Albert	1,236	567	669	440	113	73	31	9	3	0	0	2.8%
1307 – Comté de Westmorland	8,387	3,351	5,036	2,568	982	721	506	138	76	35	10	18.8%
1308 – Comté de Kent	2,067	640	1,427	1,057	168	106	60	24	8	4	0	4.6%
1309 – Comté de Northumberland	2,784	909	1,875	1,234	292	178	108	37	16	8	2	6.2%
1310 – Comté de York	6,121	2,649	3,472	1,763	635	464	387	118	52	32	21	13.7%
1311 – Comté de Carleton	1,921	771	1,150	680	197	141	77	35	14	5	1	4.3%
1312 – Comté de Victoria	1,428	550	878	547	150	97	60	14	7	2	1	3.2%
1313 – Comté de Madawaska	2,104	729	1,375	870	261	109	82	33	16	2	2	4.7%
1314 – Comté de Restigouche	2,011	673	1,338	845	230	147	70	22	16	6	2	4.5%
1315 – Comté de Gloucester	4,992	1,611	3,381	2,186	529	357	192	77	28	9	3	11.2%
												100%

* Il y a résidu lorsqu'un secteur de recensement ne peut pas être attribué. Il se peut que le code postal manque ou que l'adresse corresponde uniquement à une case postale; on ne sait alors pas où l'entreprise se trouve.

Source : Statistique Canada, Structure des industries canadiennes, juin 2002.

ANNEXE V : Questionnaire d'enquête

Les femmes en affaires – Questionnaire pour l'enquête initiale

Bonjour. Je m'appelle ____ et je vous téléphone au nom de Calhoun Recherche et Développement au Nouveau-Brunswick. De concert avec l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, nous désirons recueillir des renseignements au sujet des femmes propriétaires d'entreprise. En participant, vous aiderez à améliorer la situation de femmes propriétaires d'entreprise comme vous au Canada atlantique. Puis-je vous poser quelques questions? L'entrevue prendra environ 15 minutes. Nous garantissons la confidentialité de vos réponses. (Pour vous, s'agit-il d'un bon moment? Si vous préférez, nous pouvons vous rappeler à un moment plus convenable.)

 # Désirez-vous que l'entrevue se passe en français ou préférez-vous être interrogée en anglais?

1. *Français (continuer)*
2. *English (switch to English language version).*

1. Êtes-vous propriétaire de plus de 51 % d'une entreprise dont vous assurez l'exploitation quotidienne? 1. ☐ Oui 2. ☐ Non

Si la réponse est Non, mettre fin à l'entrevue. (Note à l'intervieweuse : Les deux conditions doivent être présentes.)

1.1 (Si la réponse est Oui) Êtes-vous propriétaire de plus de 51 % de plus d'une entreprise dont vous assurez l'exploitation quotidienne?

1. ☐ Oui 2. ☐ Non – Si la réponse est Non, passer à la question 2.

1.2 (Si la réponse est Oui) Vous êtres propriétaire de plus de 51 % de combien d'entreprises? _____

Je vous invite à répondre aux questions suivantes en fonction de l'entreprise que vous considérez comme votre entreprise principale ou comme votre entreprise la plus importante.

SECTION 1 – RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

2. Quelle est la structure juridique de votre entreprise?

2.1 S'agit-il: ☐ D'une corporation ☐ D'une entreprise non constituée en corporation

2.2 Votre entreprise est-elle :

1. ☐ Une société en nom collectif

2. ☐ Une entreprise à propriétaire unique – passer à la question 3

3. ☐ Un autre type d'entreprise (préciser) _____

2.3 (Dans le cas d'une entreprise qui **n'est pas** à propriétaire unique) De quel pourcentage de l'entreprise êtes-vous propriétaire? _____%

3. Depuis combien d'années êtes-vous propriétaire de cette entreprise? _____

4. S'agit-il d'une entreprise saisonnière? 1. ☐ Oui 2. ☐ Non – Passer à la question 4.3.

4.1 (Si la réponse est Oui) En temps normal, à part vous-même, combien d'employés travaillent toute l'année dans votre entreprise? _____

4.2 (Si la réponse est Oui) En temps normal, combien avez-vous d'employés en période de pointe? _____

4.3 (Si la réponse est Non) Combien avez-vous d'employés à part vous-même? _____

4.4 Quel pourcentage de ces employés travaillent à temps partiel ____%, à temps plein ____%?

4.5 À part vos employés, confiez-vous du travail à contrat à d'autres personnes qui jouent un rôle important dans les activités de votre entreprise? (Note : cela exclut les avocats, les comptables, les teneurs de livres.)

1. ☐ Oui 2. ☐ Non

5. Votre entreprise est-elle située dans :

1. ☐ Une région rurale ou un village (moins de 5000 habitants)

2. ☐ Une petite ville (de 5000 à 100 000 habitants)

3. ☐ Une région urbaine avec une population de plus de 100 000 habitants

6. Comment décririez-vous l'industrie dans laquelle vous évoluez et la nature de votre entreprise?

(p. ex. quelle sorte d'entreprise possédez-vous?) _____

_____

7. Où exploitez-vous votre entreprise?

1. ☐ À domicile
2. ☐ Dans un local commercial loué
3. ☐ Dans un bâtiment commercial dont je suis propriétaire
4. ☐ Ailleurs (préciser) _____

8. Avez-vous l'intention d'agrandir votre entreprise dans les trois prochaines années? (Exemple de croissance ou d'expansion : augmentation des recettes ou du nombre d'employés.)

1. ☐ Oui 2. ☐ Non 98. ☐ Ne sait pas 99. ☐ A refusé de répondre

8.1 (Si la réponse est Oui) Quel serait le signe que votre entreprise a pris de l'expansion?

(INTERVIEWEUSE : ÉVITER DE LIRE LA LISTE. POSEZ PLUTÔT UNE AUTRE SOUS-QUESTION.)

1. ☐ Mes recettes globales augmenteraient – Sous-question : de quel pourcentage ____?
2. ☐ Le nombre d'employés augmenterait – Sous-question : de quel pourcentage ____?
3. ☐ Le salaire ou l'argent que me verserait mon entreprise augmenterait. – Sous-question : de quel pourcentage ____?
4. ☐ Autre réponse (préciser) _____

SECTION 2 – EXPORTATION – Exporter signifie expédier à l'extérieur du Canada

9. Actuellement, faites-vous l'exportation de vos produits ou services?

1. ☐ Oui 2. ☐ Non (Si la réponse est Non, passer à la question 9.4.)

9.1 (Si la réponse est Oui) Quel est le principal produit ou service exporté par votre entreprise?

_____

9.2 Vers quel pays exportez-vous le plus gros pourcentage de vos produits ou services? _____

9.3 Quel pourcentage de vos recettes de vente totales provient de vos exportations? ____% (passer à la question 10)

9.4 (Si la réponse est Non) Pourquoi? **(INTERVIEWEUSE: ÉVITER DE LIRE LA LISTE, MAIS CODER LA RÉPONSE.)**

1. ☐ Actuellement, je n'exporte pas, mais je prévois exporter plus tard.
2. ☐ Mon produit/service n'est pas facilement exportable.
3. ☐ L'idée d'exporter me rend nerveuse car cela semble compliqué.
4. ☐ Je ne sais pas comment m'y prendre pour exporter.
5. ☐ Je n'avais pas vraiment envisagé la possibilité d'exporter.
6. ☐ Autre raison (préciser) _____

10. Avez-vous déjà participé à une mission commerciale dans un pays étranger parrainée par un ministère ou un organisme gouvernemental?

1. ☐ Oui 2. ☐ Non 98. ☐ Ne sait pas 99. ☐ A refusé de répondre

11. Avez-vous déjà participé à un programme, à un cours, à un séminaire ou à un atelier **sur l'exportation** qui était parrainé par un ministère ou un organisme gouvernemental?

1. ☐ Oui 2. ☐ Non 98. ☐ Ne sait pas 99. ☐ A refusé de répondre

12. Seriez-vous intéressée à assister à un séminaire ou à un atelier sur l'exportation qui aurait lieu dans les prochains 12 mois?

1. ☐ Oui 2. ☐ Non 98. ☐ Ne sait pas 99. ☐ A refusé de répondre

SECTION 3 – RÉSEAUTAGE ET MENTORAT

13. Selon quelle fréquence participez-vous à ce que vous considérez comme étant une activité de réseautage d'affaires, c'est-à-dire une occasion de rencontrer d'autres propriétaires d'entreprise, d'échanger avec eux et d'apprendre d'eux?

1. ☐ Au moins tous les trois mois
2. ☐ Deux fois par année
3. ☐ Une fois par année
4. ☐ Moins d'une fois par année
5. ☐ Jamais

14. De quels associations ou groupes suivants faites-vous partie et/ou suivez-vous régulièrement les activités? (cocher toutes les cases appropriées)

	Oui (1)	Non (2)
* 14.1 Association de gens d'affaires (p. ex. : chambre de commerce, Conseil économique du N.-B.)	☐	☐
14.2 Club de bienfaisance (p. ex. : Rotary, Club Lions, Club Richelieu)	☐	☐
14.3 Association ou société professionnelle	☐	☐
14.4 Club ou association de femmes d'affaires ou de femmes professionnelles	☐	☐
14.5 Autre groupe de gens d'affaires (préciser) _____	☐	☐

Si la réponse aux questions 14.1 à 14.5 est Oui, poser la question 14.6….

14.6 Pourquoi ne faites-vous pas partie d'une association de gens d'affaires ou d'un club de bienfaisance?

(INTERVIEWEUSE : ÉVITER DE LIRE LA LISTE, MAIS CODER LA RÉPONSE.)

1. ☐ Il n'y a pas d'associations de gens d'affaires dans ma région.
2. ☐ Je ne connais pas d'associations de gens d'affaires dans ma région.
3. ☐ Les associations de gens d'affaires tiennent leurs réunions à des heures qui ne me conviennent pas.
4. ☐ Les frais d'adhésion aux associations de gens d'affaires sont trop élevés.

5. ☐ Je suis trop occupée pour faire partie d'associations de gens d'affaires ou pour y participer.

6. ☐ Autre (préciser) _____

15. Si vous aviez besoin de conseils ou d'encadrement pour votre entreprise, à qui vous adresseriez-vous?

(INTERVIEWEUSE : ÉVITER DE LIRE LA LISTE, MAIS CODER LA RÉPONSE.)

1. ☐ Des membres de la famille ou des amis
2. ☐ Un organisme ou ministère gouvernemental
3. ☐ Un associé commercial ou professionnel
4. ☐ Je ferais mes propres recherches (livres, rapports, Internet, etc.)
5. ☐ Autre (préciser)_____

16. Avez-vous actuellement ou avez-vous déjà eu dans le passé un mentor en affaires ou un conseiller chevronné et de confiance qui vous a aidée dans votre entreprise?

1. ☐ Oui 2. ☐Non – passer à la question 16 98. ☐ Ne sait pas

99. ☐ A refusé de répondre

16.1 (Si la réponse est Oui) 1. ☐ Ce mentor faisait-il ou fait-il partie d'un programme officiel?

2. ☐ Aviez-vous ou avez-vous un rapport non officiel avec ce mentor?

16.2 (Si la réponse est Oui) Ce mentor était-il ou est-il :

1. ☐ Une femme 2. ☐ Un homme 3. ☐ Les deux

SECTION 4 – ACCÈS AUX SERVICES DE COUNSELLING, AUX SERVICES-CONSEILS ET À DE L'AIDE EN AFFAIRES

17. Si vous aviez besoin de counselling, de renseignements, d'information ou de services et d'aide pour votre entreprise, à qui vous adresseriez-vous?

(INTERVIEWEUSE : ÉVITER DE LIRE LA LISTE, MAIS CODER LA RÉPONSE.)

1. ☐ Ministère ou organisme fédéral
2. ☐ Ministère ou organisme provincial
3. ☐ Organisme de développement économique
4. ☐ Centre de service à l'entreprise
5. ☐ Une Corporation locale de développement
6. ☐ Organisme communautaire sans but lucratif
7. ☐ Autre (préciser) _____

98. ☐ Ne sait pas

18. À titre de propriétaire de petite entreprise, quels seraient les trois sujets les plus importants sur lesquels vous auriez besoin de counselling, d'information ou de services en ce moment?

(INTERVIEWEUSE : ÉVITER DE LIRE LA LISTE, MAIS CODER LA RÉPONSE.)

Coder sous la forme de variables 18.1 , 18.2, 18.3

1. ☐ Planification d'entreprise
2. ☐ Gestion financière (gestion de l'encaisse, tenue de livres, comptabilité, etc.)
3. ☐ Gestion du temps
4. ☐ Marketing et promotion
5. ☐ Compétences en informatique
6. ☐ Gestion du personnel
7. ☐ Contrôle de la qualité
8. ☐ Contrôle des stocks
9. ☐ Service à la clientèle
10. ☐ Comment exporter
11. ☐ Comment obtenir du financement
12. ☐ Gestion de la croissance de l'entreprise
13. ☐ Autre (préciser) _____

SECTION 5 – ACCÈS AU FINANCEMENT

19. Vous êtes-vous adressée à l'un des établissements suivants pour obtenir de l'aide financière de démarrage d'entreprise à l'époque où vous songiez à **démarrer votre entreprise**?

(INTERVIEWEUSE : Lire tout d'abord la liste de « Vous êtes-vous adressée à ». Si la réponse est Oui, poser les deux questions suivantes)

	19. Vous êtes-vous adressée à :	20. (Si la réponse est Oui) Avez-vous réussi à obtenir du financement?	21. Quel montant de financement avez-vous obtenu?
1. Une banque à charte ou une caisse populaire	19.1 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	20.1 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	21.1 $
2. Une Corporation locale de développement économique	19.2 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	20.2 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	21.2 $
3. L'APECA	19.3 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	20.3 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	21.3 $
4. Un autre organisme gouvernemental (Banque de développement du Canada, Centre d'aide aux entreprises)	19.4 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	20.4 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	21.4 $
5. Autre (préciser) _____	19.5 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	20.5 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	21.5 $

22. Si la personne interrogée répond Non à l'une des sous-questions de la question 20, poser la question suivante : « Quelle raison vous a-t-on donnée pour refuser le financement que vous demandiez? »

(INTERVIEWEUSE : ÉVITER DE LIRE LA LISTE, MAIS CODER LA RÉPONSE.)

1. ☐ Je n'avais pas suffisamment d'actif (maison, automobile) à affecter en garantie.
2. ☐ Je n'avais pas de co-signataire.
3. ☐ Je n'avais pas d'antécédents en matière de crédit ou de bons antécédents en matière de crédit.
4. ☐ Je n'avais pas de plan d'affaires.
5. ☐ Je n'avais pas assez de capitaux propres dans mon entreprise.
6. ☐ Le type d'entreprise ou d'industrie auquel j'appartenais n'était pas admissible au financement.
7. ☐ Mon idée d'entreprise n'était pas considérée comme viable.
8. ☐ Je n'avais pas d'antécédents en matière d'affaires.
9. ☐ Autre (préciser) _____

23. Vous êtes-vous adressée à l'un des établissements suivants pour obtenir de l'aide financière de démarrage d'entreprise à l'époque où vous songiez à **agrandir votre entreprise**?

(INTERVIEWEUSE : Lire tout d'abord la liste de « Vous êtes-vous adressée à ». Si la réponse est Oui, poser les deux questions suivantes)

	23. Vous êtes-vous adressée à :	24. (Si la réponse est Oui) Avez-vous réussi à obtenir du financement?	25. Quel montant de financement avez-vous obtenu?
1. Une banque à charte ou une caisse populaire	23.1 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	24.1 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	24.1 $
2. Une Corporation locale de développement économique	23.2 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	24.2 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	25.2 $
3. L'APECA	23.3 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	24.3 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	25.3 $
4. Un autre organisme gouvernemental (Banque de développement du Canada, Centre d'aide aux entreprises)	23.4 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	24.4 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	25.4 $
5. Autre (préciser) _____	23.5 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	24.5 1. ☐ Oui 2. ☐ Non	25.5 $

26. Si la personne interrogée répond Non à l'une des sous-questions de la question 20, poser la question suivante : « Quelle raison vous a-t-on donnée pour refuser le financement que vous demandiez? »

(INTERVIEWEUSE : ÉVITER DE LIRE LA LISTE, MAIS CODER LA RÉPONSE.)

1. ☐ Je n'avais pas suffisamment d'actif (maison, automobile) à affecter en garantie.
2. ☐ Je n'avais pas de co-signataire.
3. ☐ Je n'avais pas d'antécédents en matière de crédit ou de bons antécédents en matière de crédit.
4. ☐ Je n'avais pas de plan d'affaires.
5. ☐ Je n'avais pas assez de capitaux propres dans mon entreprise.
6. ☐ Le type d'entreprise ou d'industrie auquel j'appartenais n'était pas admissible au financement.
7. ☐ Mon idée d'entreprise n'était pas considérée comme viable.
8. ☐ Je n'avais pas d'antécédents en matière d'affaires.
9. ☐ Autre (préciser) _____

27. Sur une échelle de 1 à 5, 1 signifiant très mauvais et 5 très bon, en général, quelle serait votre évaluation de votre expérience avec les bailleurs de fonds comme les banques et/ou les caisses populaires?

Évaluation _____ 98. ☐ Ne sait pas/Sans objet 99. ☐ A refusé de répondre

28. Sur une échelle de 1 à 5, 1 signifiant très mauvais et 5 très bon, en général, quelle serait votre évaluation de votre expérience en matière d'accès à des fonds de l'APECA?

Évaluation _____ 98. ☐ Ne sait pas/Sans objet 99. ☐ A refusé de répondre

29. Sur une échelle de 1 à 5, 1 signifiant très mauvais et 5 très bon, en général, quelle serait votre évaluation de votre expérience en matière d'accès à des fonds d'autres programmes gouvernementaux (p. ex. Corporations locales de développement économique, Banque de développement du Canada)?

Évaluation _____ 98. ☐ Ne sait pas/Sans objet 99. ☐ A refusé de répondre

SECTION 6 – VOTRE EXPÉRIENCE EN AFFAIRES

30. Immédiatement avant de démarrer votre entreprise actuelle, quel était votre emploi?

1. ☐ Employée à temps plein
2. ☐ Employée à temps partiel
3. ☐ Employée indépendante dans une autre entreprise
4. ☐ Sans emploi
5. ☐ En formation
6. ☐ Pas sur le marché du travail (pas à la recherche d'un emploi)

31. Avant de démarrer votre entreprise actuelle, combien d'années d'expérience en administration des affaires aviez-vous au sein de votre propre entreprise ou au sein d'une autre entreprise ou organisation? _____

32. Quel niveau de scolarité le plus élevé avez-vous terminé? (cochez toutes les cases appropriées)

1. ☐ Moins que l'école secondaire
2. ☐ 12e année
3. ☐ Des cours de formation professionnelle, d'une école de métier ou d'un collège communautaire
4. ☐ Diplôme de formation professionnelle, d'école de métier ou de collège communautaire
5. ☐ Des cours universitaires
6. ☐ Diplôme de premier cycle
7. ☐ Diplôme universitaire
8. ☐ Autre (préciser) _____

33. Possédez-vous actuellement un plan d'affaires?

1. ☐ Oui 2. ☐Non 98. ☐ Ne sait pas 99. ☐ A refusé de répondre

34. Habituellement, préparez-vous des estimations des recettes et dépenses de l'année ou des années à venir?

1. ☐ Oui 2. ☐Non 98. ☐ Ne sait pas 99. ☐ A refusé de répondre

35. Habituellement, investissez-vous de l'argent dans votre formation et perfectionnement personnels à titre de propriétaire d'entreprise?

1. ☐ Oui 2. ☐Non 98. ☐ Ne sait pas 99. ☐ A refusé de répondre

36. Habituellement, investissez-vous de l'argent dans la formation de votre personnel?

1. ☐ Oui 2. ☐Non 98. ☐ Ne sait pas/Sans objet 99. ☐ A refusé de répondre

37. À titre de propriétaire d'une petite entreprise, quels seraient les trois sujets les plus importants sur lesquels vous auriez besoin de formation en ce moment? **(INTERVIEWEUSE : ÉVITER DE LIRE LA LISTE, MAIS CODER LA RÉPONSE.)**

Coder sous la forme de variables 37.1 , 37.2, 37.3

1. ☐ Planification d'entreprise
2. ☐ Gestion financière (gestion de l'encaisse, tenue de livres, comptabilité, etc.)
3. ☐ Gestion du temps
4. ☐ Marketing et promotion
5. ☐ Compétences en informatique
6. ☐ Gestion du personnel
7. ☐ Contrôle de la qualité
8. ☐ Contrôle des stocks
9. ☐ Service à la clientèle
10. ☐ Comment exporter
11. ☐ Comment obtenir du financement
12. ☐ Gestion de la croissance de l'entreprise
13. ☐ Autre (préciser) _____

38. Sur une échelle de 1 à 5, 1 signifiant fortement improbable et 5 fortement probable, quelle est la probabilité que vous participerez à de la formation au cours des 12 prochains mois?

Probabilité _____

38.1 Si une formation est improbable, quelle en est la raison? _____

_____

39. Quelles ont été les recettes brutes de votre plus récent exercice financier?

1. ☐ Moins de 10 000 $
2. ☐ Entre 10 001 et 25 000 $
3. ☐ Entre 25 001 et 50 000 $
4. ☐ Entre 50 001 et 100 000 $
5. ☐ Entre 100 001 et 250 000 $
6. ☐ Entre 250 001 et 500 000 $
7. ☐ Entre 500 001 et 750 000 $
8. ☐ Entre 750 001 $ et un million $
9. ☐ Entre un et deux millions $
10. ☐ Plus de deux millions $
98. ☐ Ne sait pas
99. ☐ A refusé de répondre

40. Quel salaire ou quel montant d'argent votre entreprise vous a-t-elle versé (avant impôt) lors de votre plus récent exercice financier?

1. ☐ Moins de 10 000 $
2. ☐ Entre 10 001 et 20 000 $
3. ☐ Entre 20 001 et 30 000 $
4. ☐ Entre 30 001 et 40 000 $
5. ☐ Entre 40 001 et 50 000 $
6. ☐ Entre 50 001 et 60 000 $
7. ☐ Plus de 60 001 $
8. ☐ N'a pas touché de salaire ou d'autre argent
98. ☐ Ne sait pas
99. ☐ A refusé de répondre

SECTION 7 – COMPÉTENCES TECHNIQUES, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT ET INNOVATION

41. Quels outils techniques suivants utilisez-vous au sein de votre entreprise? (ne cocher que les cases pertinentes)

41.1 ☐ Ordinateur

41.2 ☐ Courriel

41.3 ☐ Internet

41.4 ☐ Site Web

41.5 ☐ Échange de données informatisé (ex. : factures électroniques envoyées aux clients ou reçues des fournisseurs)

41.6 ☐ CAO (conception assistée par ordinateur)

41.7 ☐ FAO (fabrication assistée par ordinateur)

41.8 ☐ Systèmes informatisés (p. ex. gestion des stocks, comptabilité)

41.9 ☐ Autre (préciser) _____

42. Avez-vous déjà effectué les démarches d'affaires suivantes?

	Oui	Non
42.1 De la recherche et développement pour un nouveau produit ou service.	☐	☐
42.2 Présentation d'une demande de permis ou de brevet pour un nouveau produit ou service.	☐	☐
42.3 Participation à des activités d'innovation avec une autre entreprise dans le cadre d'un partenariat ou d'une association temporaire.	☐	☐
42.4 Participation à des activités d'innovation avec une université ou un institut de recherche dans le cadre d'un partenariat ou d'une association temporaire.	☐	☐
42.5 Activités de recherche et développement considérées comme étant nouvelles et innovatrices.	☐	☐

SECTION 8 – AU SUJET DE VOUS, PERSONNNELLEMENT

43. En quelle année êtes-vous née? 19__ __

☐ 98 Ne sait pas

☐ 99 A refusé de répondre

44. Quel âge aviez-vous lorsque vous avez démarré l'entreprise principale sur laquelle a porté l'entrevue? _____

45. Quel est votre état matrimonial?

1. ☐ Célibataire
2. ☐ Mariée/conjointe de fait
3. ☐ Vit avec un partenaire
4. ☐ Veuve
5. ☐ Divorcée
99. ☐ A refusé de répondre

46. Lorsque vous avez démarré votre entreprise, des enfants à charge ou des adultes vivaient-ils avec vous?

1. ☐ Oui 2. ☐ Non passer à la question 46 98. ☐ Ne sait pas

99. ☐ A refusé de répondre

46.1 Veuillez indiquer le nombre de personnes à charge de chaque catégorie qui vivaient avec vous à l'époque où vous avez démarré votre entreprise.

Type	Nombre
Enfants d'âge préscolaire	45.1_____
Enfants de 5 à 12 ans	45.2_____
Enfants de 13 à 17 ans	45.3_____
Personnes aînées à charge ayant besoin de soins et de supervision	45.4_____
Autre	45.5_____

47 Quels statuts suivants s'appliquent à vous : (plus d'une réponse est possible)

	Oui	Non
47.1 Personne autochtone	☐	☐
47.2 Membre d'une minorité visible	☐	☐
47.3 Personne handicapée	☐	☐

48. Quelle est la langue que vous avez appris à parler la première et que vous comprenez encore?

1. ☐ Anglais
2. ☐ Français
3. ☐ Micmac ou Malécite
4. ☐ Autre (préciser)_____

49. À titre de femme propriétaire d'entreprise faites-vous face à des problèmes particuliers?

1. ☐ Oui 2. ☐ Non

49.1 Pouvez-vous expliquer? _____

_____

_____

50. D'après vous, quelle est la chose la plus importante que l'APECA pourrait faire pour aider les femmes propriétaires d'entreprise?

_____

_____

Voilà. C'était ma dernière question.

JE VOUS REMERCIE BEAUCOUP D'AVOIR PARTICIPÉ À CETTE ENQUÊTE!